

Chambre des Représentants.

SÉANCE DE 8 NOVEMBRE 1927.

RAPPORT

sur la huitième session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations en septembre 1927.

MESSIEURS,

Aux termes de l'article premier du règlement intérieur de l'Assemblée de la Société des Nations, celle-ci se réunit chaque année de plein droit à Genève, le premier lundi de septembre. Elle a donc tenu sa huitième session annuelle à partir du 5 septembre, et elle l'a prolongée jusqu'au 27 du même mois. Quarante-neuf États y avaient envoyé des délégués.

Suivant la coutume, les deux premières séances furent consacrées à l'élection du président, des vice-présidents et à la constitution des commissions. M. Cuani, représentant de l'Uruguay, fut choisi comme président de l'Assemblée.

La première commission qui s'occupe des questions juridiques et constitutionnelles, élut M. Adatei, représentant du Japon, comme président.

La deuxième (Organisations techniques), M. Dandurand, représentant du Canada.

La troisième (Réduction des armements), M. Benes, représentant de la Tchécoslovaquie.

La quatrième (Budget et questions financières), M. van Eysinga, représentant des Pays-Bas.

La cinquième (Questions sociales et générales), M. Hambro, représentant de la Norvège.

La sixième (Questions politiques), M. Bech, représentant du Grand-Duché de Luxembourg.

La Commission de l'ordre du jour choisit comme président M. de Brouckère, représentant de la Belgique.

Les présidents des sept Commissions ainsi formées, font partie du bureau de l'Assemblée en qualité de vice-présidents. En outre, l'Assemblée élit directement chaque année, six autres vice-présidents qui furent à la présente session, MM. Scialoja (Italie), Briand (France), Sir Austen Chamberlain (Empire britannique), Stresemann (Allemagne), Nemours (Haïti) et Mensdorff (Autriche).

M. Motta, président de la confédération helvétique et premier délégué de la Suisse, fut proclamé membre d'honneur du Bureau de l'Assemblée.

La délégation belge se composait, cette année, de M. Vandervelde, Ministre des Affaires Étrangères, qui fut premier délégué pendant la durée de son séjour à Genève, jusqu'au 19 septembre, de MM. de Brouckère, premier délégué effectif,

vicomte Pouillet, deuxième délégué effectif, et Paul-Émile Janson, troisième délégué effectif.

Les délégués suppléants étaient MM. J. Mélot, H. Rolin et Louwers.

La représentation de la Belgique dans les commissions fut la suivante :

Première commission : M. Paul-Émile Janson ; M. H. Rolin, suppléant.

Deuxième commission : M. de Brouckère ; M. H. Rolin, suppléant.

Troisième commission : M. de Brouckère.

Quatrième commission : M. Mélot

Cinquième commission : M. Paul-Émile Janson.

Sixième commission : M. le vicomte Pouillet ; M. Louwers, suppléant.

PREMIÈRE PARTIE

DISCUSSION GÉNÉRALE EN ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE.

Conformément à la pratique habituellement suivie, la première semaine de la session a été consacrée à la discussion du rapport qui résume les travaux du conseil, des conférences, des commissions et du Secrétariat Général, depuis la dernière assemblée de la Société des Nations. Les représentants des États trouvent en cet examen détaillé l'occasion d'exposer dans des discours publics, leurs sentiments sur la politique générale suivie pendant l'année écoulée, ou leurs réflexions sur certains problèmes qui les intéressent particulièrement.

1. — *Le problème du désarmement.*

La question qui préoccupait surtout la huitième assemblée était celle du désarmement. Malgré les travaux de la commission préparatoire du désarmement, où, à côté de MM. Benès, Paul Boncour, lord Robert Cecil, etc., le délégué de la Belgique joua un rôle important, la conférence du désarmement qui devait se tenir dans le courant de l'année 1927 et que cette commission avait pour but de préparer, n'a pas pu être convoquée, à cause des divergences de vues qui se sont révélées. D'autre part, la conférence de réduction navale de l'Empire britannique, des États-Unis et du Japon réunie, cette année, en dehors de la Société des Nations, n'a pas eu de résultat. Bien que la session de la commission préparatoire ait donné des fruits, puisqu'elle a permis de s'évaluer des formules vagues pour indiquer un plan possible, son insuccès partiel avait cependant préoccupé les États qui composent l'assemblée. Le Jonkheer Beelaerts van Blokland, premier délégué des Pays-Bas et Ministre des Affaires Étrangères, répondit, le 6 septembre, à ces préoccupations, en présentant un projet de résolution où, considérant qu'il est de la plus haute importance que l'assemblée stimule les travaux de la commission préparatoire, il demandait de renvoyer l'étude des principes fondamentaux du protocole de Genève et les conclusions du rapport de la commission préparatoire, aux commissions de l'assemblée.

L'idée qui avait inspiré cette proposition, c'est-à-dire celle de ne pas abandonner l'œuvre commencée par la commission préparatoire, mais au contraire de la poursuivre activement, se retrouve dans la plupart des discours. M. Erich, délégué de la Finlande, insista sur les obligations du pacte à cet égard et sur la nécessité de continuer les études. M. Cielens, délégué de la Lettonie, faisant état de sa qualité de représentant d'une petite puissance, montra combien la sécurité

est encore peu assurée et demanda la reprise de l'examen des principes du protocole. M. Löfgren, délégué de la Suède, ajouta à ces considérations un appel aux grandes Puissances militaires en vue de mettre la politique officielle de leurs gouvernements en conformité avec les principes acceptés par la Société des Nations. M. Moltesen, délégué du Danemark, rappela la responsabilité assumée devant l'opinion publique du monde entier et l'obligation pour tous, petits et grands États, de sortir de l'impasse où la Société des Nations était arrêtée sur la voie du désarmement.

Jusqu'alors les opinions émises avaient surtout reflété l'impatience et une certaine déception de petits États pressés de voir aboutir les idées de désarmement. M. Adatci, délégué du Japon, fut le premier, tout en renouvelant les assurances de la collaboration sincère et loyale de son pays à l'œuvre du désarmement, à en faire remarquer le caractère vaste et complexe, et à demander pour sa réalisation comme pour toute autre grande œuvre humaine, de la patience, de la persévérance et le concours précieux du temps. Cette idée fut reprise et développée le lendemain, par M. Politis, délégué de la Grèce, qui avait été, en 1924, un des défenseurs les plus ardents du protocole. Il soutint qu'on servirait mal la cause de celui-ci, et par conséquent de l'arbitrage et du désarmement, si l'on cherchait à le reprendre par fractions, comme le proposait la délégation des Pays-Bas. Les temps, d'après lui, ne sont pas mûrs; la sagesse conseille d'attendre, d'attendre avec patience, convaincus que la maturité de l'opinion publique ne tardera pas à se produire, et qu'alors le protocole entrera dans la pratique internationale. Tel ne fut pas l'avis du comte Apponyi, délégué de la Hongrie, qui parla le même jour. Il déclara que ce serait la banqueroute de la Société des Nations si elle ne réussissait pas à résoudre le problème du désarmement général qu'elle a posé elle-même dans son pacte. D'après lui, on doit déjà inscrire au passif de la Société la lenteur extraordinaire avec laquelle on cherche la solution.

Le 9 septembre, M. Vandervelde, parlant au nom du gouvernement belge, fit connaître à l'Assemblée le point de vue de la Belgique. Il rappela que notre pays s'est associé à toutes les initiatives qui, depuis 1924, ont tendu à appliquer les principes du protocole, et qu'il n'a pas vu seulement dans les accords de Locarno un point d'arrivée qui donnait les garanties les plus précieuses à son indépendance, mais aussi un point de départ vers l'extension des principes qui venaient d'être proclamés. Il assura l'Assemblée de toute sa sympathie pour l'effort tenté en vue de donner aux principes du protocole des applications nouvelles. Il conseilla d'avancer avec prudence, mais avec résolution, dans la voie du désarmement et de ne pas oublier les obligations morale et juridique que la Société des Nations a assumées à cet égard. Le même jour, M. Lange, délégué de la Norvège, s'attacha plus spécialement à répondre à certaines idées que M. Politis avait développées dans son discours. Il combattit surtout la maxime du tout ou rien : ni tranche, ni fraction, ni même une étape vers le système du protocole. La pensée d'un cycle indissoluble constitué par l'arbitrage, la sécurité, le désarmement, le droit international codifié, cycle dont on ne pourrait sortir, lui paraît trop rigoureuse. Il a donc donné son appui à la proposition des Pays-Bas.

Jusqu'alors ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la France, ni la Grande-Bretagne n'avaient fait connaître publiquement à l'Assemblée leur sentiment sur la façon dont se posait le problème du désarmement et dont elles envisageaient la reprise des principes du protocole. M. Stresemann s'en expliqua le 9 septembre. Il apporta son adhésion complète à l'idée de proclamer l'interdiction de recourir à la force et à la guerre d'agression. Répondant à M. Politis, il déclara qu'une

résolution solennelle de ce genre, faite par les nations représentées à l'Assemblée, serait aussi importante que les formules juridiques, car ce ne sont pas les prescriptions seules qui font la paix, mais l'esprit des peuples et la conscience de leurs chefs responsables. Quant au désarmement, il insista pour sa prompte réalisation, en rappelant la promesse du pacte d'après laquelle, dit-il, le désarmement des nations qui ont succombé pendant la guerre devait être la condition préalable du désarmement général futur. Aux applaudissements de l'Assemblée toute entière il ratifia l'adhésion de l'Allemagne à la clause facultative de la Cour permanente de Justice internationale, relative à l'arbitrage obligatoire ; enfin, il flétrit la recrudescence de la haine et des passions nationalistes injustifiables qui ne savent s'élever au delà des limites de la nationalité propre et ne cessent de jeter des notes discordantes. M. Sokal, délégué de la Pologne, déposa, immédiatement après, une proposition annoncée depuis plusieurs jours et par laquelle, voulant créer une atmosphère de confiance générale favorable au progrès du désarmement, l'Assemblée aurait proclamé solennellement que toute guerre d'agression est et demeure interdite, et que tous les moyens pacifiques doivent être employés pour le règlement des différends.

M. Scialoja, délégué de l'Italie, combattit la proposition de M. Sokal. Des vœux de cette nature sont dangereux, d'après lui. Ils contiennent moins que l'article 10 du Pacte qui non seulement condamne la guerre d'agression, mais en outre prévoit des sanctions. Le crédit de la Société des Nations doit empêcher de faire des manifestations inutiles et, au lieu de résoudre les problèmes, de faire croire au public qu'on les a résolus.

Cette manière de voir de l'Italie ne fut pas partagée, le lendemain, par M. Briand, premier délégué de la France, qui fit appel à l'Assemblée pour qu'elle affirmât sa foi dans la réalisation du désarmement. Il faut persévérer jusqu'à ce que l'œuvre soit accomplie. C'est le but des propositions déposées et que la France appuie. Répondant à M. Scialoja, M. Briand fit remarquer que, même s'il ne s'agit que d'un vœu platonique, il n'est pas superflu, parce qu'il éveille des échos dans la conscience des individus. Il est utile qu'on sente un grand élan vers la paix par l'arbitrage sortir des délibérations de l'Assemblée.

Jusqu'à ce moment la proposition de reprendre l'œuvre du désarmement en s'inspirant des principes qui avaient formé la base du protocole, avait rencontré l'adhésion de la plupart des délégués qui avaient pris la parole à l'Assemblée. Ceux qui avaient soulevé des objections, comme MM. Politis et Scialoja, ne l'avaient point fait par tiédeur pour le protocole, mais, au contraire, par un attachement presque paternel pour celui-ci, dans la crainte qu'en étudiant une partie séparée, on n'aboutit à son démembrement final. Avec Sir George Foster Pearce, délégué de l'Australie, que l'Assemblée entendit après M. Briand, commença l'opposition de principe. D'après lui, si l'on adoptait la proposition faite par la délégation des Pays-Bas et si l'on se mettait à discuter de nouveau les principes du protocole, il semblerait que l'Assemblée abandonnât son plan de désarmement par des accords successifs pour en revenir à une formule périmée. Cette incertitude, ce manque de confiance dans la nouvelle voie où l'on s'était engagé, marqueraient un pas en arrière, car il n'est nullement certain que le protocole constitue l'idéal de perfection que certains croient voir en lui.

Cette opposition manifestée par l'un des Dominions britanniques précéda immédiatement le discours par lequel Sir Austen Chamberlain fit connaître le sentiment de la Grande-Bretagne. Après avoir déclaré que son pays ne le cède à aucun autre dans le désir de voir s'opérer une véritable et importante réduction

des armements et après avoir rappelé que l'armée britannique est ramenée à des effectifs inférieurs à ceux d'avant-guerre, le délégué de l'Empire britannique exposa que ce dernier ne veut assumer que des engagements qu'il peut tenir. Il a souscrit aux obligations du pacte et à celles de Locarno. Il y sera fidèle, comme il l'a été au traité garantissant l'indépendance de la Belgique. On lui demande de faire davantage et de prendre un engagement de sécurité universelle ; il ne peut le faire, car ce serait lui demander le démembrement de l'Empire britannique. Sir Austen Chamberlain se montra donc opposé à la proposition des Pays-Bas, non point par hostilité à l'œuvre du désarmement qu'il souhaite vivement, mais parce qu'il lui paraît impossible d'en revenir à la discussion des principes du protocole sans ouvrir la voie à des débats orageux au sein de l'Assemblée.

Ce discours qui faisait prévoir une opposition irréductible à la proposition des Pays-Bas, et peut-être l'impossibilité de la renvoyer à la troisième commission où elle devait être discutée en détail, amena la délégation néerlandaise à modifier le texte soumis à l'Assemblée. Elle abandonna l'allusion aux principes du protocole, et les remplaça par un rappel des principes exprimés dans le pacte. Le Jonkheer Beelaerts van Blokland expliqua qu'afin d'écarter les objections du délégué de l'Empire britannique, il proposait la rédaction suivante :

« L'Assemblée, convaincue que, sans rouvrir les discussions sur le protocole » de Genève de 1924, il est désirable d'examiner si le moment n'est pas venu » de reprendre l'étude des principes du désarmement, de la sécurité et de » l'arbitrage qui sont exprimés dans le pacte ;

« Considérant qu'il est de la plus haute importance que l'Assemblée stimule les » travaux de la commission préparatoire de la Conférence du désarmement ;

« Décide de renvoyer à la troisième commission l'étude des principes ci-dessus » énoncés et les chapitres du rapport et du rapport supplémentaire sur l'œuvre » du conseil et du secrétariat qui ont trait au désarmement ».

La discussion en Assemblée plénière de l'œuvre du désarmement et des propositions soumises aux délégués, se termina le 13 septembre. M. Motta, représentant de la Suisse, apporta l'adhésion de son pays aux efforts tentés pour hâter les travaux de la commission préparatoire. M. Dandurand déclara, au nom du Canada, que si son pays a rejeté le protocole, c'est parce qu'il a dû tenir compte des conséquences de sa situation de voisin des Etats-Unis qui ne font pas partie de la Société des Nations ; mais il assura l'Assemblée de son concours pour l'extension des principes de l'arbitrage. Enfin, M. Villegas, délégué du Chili, après avoir rappelé la part prise par l'Etat qu'il représente, à la recherche d'une solution du problème de limitation des armements, donna son appui aux principes des propositions néerlandaise et polonaise.

L'ensemble des débats en Assemblée plénière sur ce problème, l'un des plus importants qui soient posés devant la Société des Nations, a montré clairement la volonté de poursuivre, malgré les obstacles inévitables, l'œuvre de réduction et de limitation des armements commencée par la commission préparatoire.

Après ces échanges de vues préliminaires, l'Assemblée renvoya l'examen des propositions, pour en faire une étude détaillée, à sa troisième commission.

II. — La conférence économique.

Si le problème du désarmement a donné lieu à des discours qui s'opposaient parfois, il n'en a pas été de même de la conférence économique, dont les résultats

ont été unanimement loués. Il serait inutile de citer tous les orateurs qui ont fait allusion aux travaux féconds de cette grande réunion internationale, et qui ont apporté leur approbation et l'assurance qu'ils suivraient les recommandations données par cette consultation de spécialistes éminents; mais il y aura peut-être intérêt à relever quelques considérations d'ensemble.

Les délégations de l'Europe et de l'Asie semblent avoir attaché une importance particulièrement considérable à la conférence économique. Les orateurs de ces deux parties du monde ont attiré l'attention sur la portée que pourront avoir les principes mis en lumière, s'ils sont appliqués par les États. Sir Edward Hilton Young, délégué de l'Empire britannique, a consacré tout son discours du 8 septembre à l'étude de cette réunion internationale. Son éloge de la présidence de M. Theunis est à retenir, parce qu'il caractérisa justement l'action de notre compatriote, lorsqu'il assura qu'il mérite plus que jamais la gratitude de la Société des Nations pour avoir dirigé les débats avec une autorité et un tact aussi parfaits. A ces éloges ont été associés ceux que mérite l'initiateur de la conférence, M. Loucheur, délégué de la France. Après avoir exprimé la joie qu'éprouve la Grande Bretagne à voir proclamer des principes de libre échange qui lui sont chers, Sir Edward Hilton Young a montré d'une part les relations qui existent et qui existeront de plus en plus, si l'on y veille, entre les résultats de la conférence économique et l'œuvre poursuivie pour assurer la paix du monde, et d'autre part, l'interdépendance sans cesse accrue dans le domaine économique, entre toutes les nations, à un tel point que la prospérité de chacune d'entre elles augmente la prospérité de toutes les autres et que par contre coup la ruine de l'une diminue la prospérité des autres.

Certains États ont insisté spécialement sur la nécessité de mettre en pratique les résultats de la conférence, résultats que M. Vandervelde a définis dans son discours par cette formule : « une limitation des progrès du nationalisme protectionniste ». Les délégués de la Finlande, de la Suède, de la Norvège, comme s'ils s'étaient donné un mot d'ordre, ont plaidé pour la réalisation des principes du libre échange proclamés, et ont assuré que leurs gouvernements chercheraient sincèrement à les appliquer. Le délégué des Pays-Bas, le Jonkheer Beelaerts van Blokland, tout en louant les résultats, a fait des réserves sur les derniers développements de la vie économique internationale qui, d'après lui, n'ont pas nettement marqué une tendance à se conformer aux principes adoptés. Un État, a-t-il ajouté, ne peut marcher seul. Si les autres États ne le suivent pas, le moment pourrait venir où il aurait à se demander si son intérêt national ne l'obligerait pas à se conformer, bien malgré lui, aux exigences d'une politique qu'il considère comme funeste et que Genève a dénoncée. Cet avertissement voilé a été repris en termes énergiques par le Comte Apponyi, délégué de la Hongrie, qui a fait remarquer que les excellentes résolutions adoptées n'ont pas encore pris corps dans les décisions des divers États. Cependant M. Stresemann, délégué de l'Allemagne, a tenu à souligner un résultat pratique. Il a déclaré que la conclusion du traité de commerce franco-allemand a été sensiblement facilitée par la collaboration au sein de la conférence et par les idées qui en sont sorties.

Le Japon, dont le sentiment a été éloquemment exprimé par M. Adatei, estime que la mise en pratique des recommandations votées par la Conférence marquerait l'avènement d'une ère nouvelle dans la vie économique du monde. C'est aussi l'opinion de l'Inde qui a déjà appliqué ces principes. Quant à la Perse, elle a fait, de même que l'Australie, une réserve intéressante. Son délégué a demandé, pour assurer le développement harmonieux de la production, que le continent asiatique

ne fût plus considéré seulement comme un marché, car ses peuples divers aspirent à être chacun un foyer de production, à faire le commerce [d'égal à égal avec les autres nations, à être libre dans ses tarifs et libre sur les mers. Le délégué de l'Australie a déclaré que son pays se réserve la faculté de sauvegarder sa vie économique et nationale comme il l'entend, car il ne peut contenter de jouer le rôle de bûcheron et de porteur d'eau des autres États du monde.

Parmi les nations de l'Amérique du Sud, le Chili au nom duquel a parlé M. Villegas, a salué les résultats de la conférence économique comme le commencement d'une activité nouvelle pour la Société des Nations.

III. — *La codification du droit international.*

Suivant le délégué de la Colombie, M. Urrutia, on peut appeler de ce nom soit l'aspiration à convertir en règles positives les principes de justice internationale, soit le perfectionnement de ce droit, soit enfin une véritable reconstruction du droit international. La question est soumise aux délibérations de la Société qui a confié à un Comité d'experts le soin d'une codification progressive.

Les délégations de l'Amérique du Sud ont une raison spéciale de s'intéresser particulièrement à ces travaux qui sont universellement suivis d'ailleurs par les spécialistes du droit dans l'univers entier. C'est que les efforts des États américains en faveur de cette codification ont commencé il y a plus d'un siècle, au Congrès de 1826, par le Président de la Colombie, Bolivar. Dès 1889, un accord sur le droit international privé était signé à Montevideo, et enfin la cinquième conférence pan-américaine, en 1923, à Santiago de Chili, a réorganisé une commission de juristes chargée de s'occuper de cette question.

Tous les délégués qui ont pris part à la discussion, ont félicité le comité d'experts pour les travaux préparatoires déjà accomplis. Comme l'a fort bien indiqué M. Moltesen, délégué du Danemark, il est nécessaire de poursuivre, parce que la codification du droit international est un des principaux éléments du maintien de la paix. C'est aussi une condition nécessaire pour permettre à la Cour de Justice Internationale de donner une base durable et solide à ses jugements.

Les délégués de la Norvège et du Paraguay ont insisté sur l'importance de ces études, et ce dernier, M. Caballero, a déposé un projet de résolution destiné à prévoir un plan général et synthétique de codification.

La première commission fut saisie des divers aspects de ce problème, comme il sera indiqué plus loin.

IV. — *Critique de l'œuvre du Conseil.*

Les critiques ont été exposées à la tribune avec plus de force et de liberté, cette année, que les années précédentes. Les États scandinaves ont exprimé très franchement leurs sentiments à cet égard. M. Löfgren, délégué de la Suède, a déclaré que « la passivité apparente qui a caractérisé l'œuvre politique du Conseil pendant l'année écoulée n'a pas manqué de faire naître un certain sentiment de désillusion ». Il voudrait une réglementation plus précise de la procédure de médiation du Conseil ; on saurait alors quand le conseil doit agir d'office dans les conflits comme ceux qui ont divisé des nations pendant l'année passée et dans lesquels il n'a pas jugé opportun d'intervenir. L'orateur a critiqué aussi l'augmentation du nombre des membres du Conseil, réalisée l'année dernière. L'expé-

rience d'un an qu'on en a faite maintenant n'est pas, d'après lui, de nature à dissiper les appréhensions de ceux qui prévoyaient que, grâce à cette mesure, les questions politiques importantes seraient soustraites à la décision du Conseil et transférées à un cercle intérieur de représentants de certaines Puissances.

M. Hambro, délégué de la Norvège, a appuyé avec plus d'énergie encore sur ces considérations. Il a l'impression qu'« il s'est créé, au sein du Conseil, un conseil suprême qui se réunit en même temps que le conseil lui-même mais à huis clos, pour discuter les problèmes dont le conseil proprement dit n'est saisi que plus tard ». Il reproche aussi aux gouvernements de faire une place trop grande à l'élément diplomatique dans leurs délégations, et enfin il s'étonne que le conseil ne réponde pas aux critiques qui lui sont adressées : « nous posons des questions auxquelles on ne répond pas; nous discutons l'œuvre du conseil et le conseil lui-même ne dit mot; nous poussons des cris au milieu d'un silence morne... ».

Cette dernière remarque est peu justifiée, car, chaque année, des membres du Conseil se sont au contraire attachés à répondre aux observations présentées. Cette année encore, deux des États membres permanents du Conseil, la France et l'Empire britannique, se sont expliqués à ce sujet. Mr. Briand a consacré une partie du discours dont il a été question plus haut, à réfuter la critique des entretiens qualifiés de mystérieux entre les grandes puissances. Il a fait remarquer que rien n'est plus naturel pour les Ministres des Affaires Étrangères présents à Genève que de s'entretenir pour régler leurs affaires dans l'intérêt de tout le monde, et il a donné l'assurance qu'à aucun moment la pensée n'est venue à lui ou à ses collègues, de se soustraire à l'action de la Société des Nations. Au contraire, à tout instant, leurs efforts ont tendu à aplanir les difficultés sur sa route.

Sir Austen Chamberlain ajouta, dans le discours qu'il prononça le même jour, une réflexion sur le même sujet. D'autres membres de la Société, dit-il, peuvent se réunir entre eux quand ils le désirent, et l'on trouve tout naturel qu'il en soit ainsi. Pourquoi refuser aux grandes Puissances seules le droit d'en faire autant, dans un but amical et pour le bien de la Société des Nations qui est leur objet principal.

Bien que ne faisant pas partie du Conseil, M. Politis, délégué de la Grèce, avait cru devoir le défendre du reproche de ne pas s'être saisi des graves différends internationaux de l'année. D'après lui, le reproche serait fondé si les États intéressés à un différend avaient été empêchés ou entravés dans leur désir de trouver auprès du Conseil l'accueil auquel ils ont droit d'après le pacte. Il serait également fondé si les Puissances qui exercent l'influence la plus grande dans les destinées de la Société avaient préféré régler leurs propres affaires par des négociations directes, alors que l'intérêt de la paix aurait été mieux servi par une action directe du Conseil. Mais aucun des exemples ne rentre dans l'une ou l'autre de ces deux hypothèses. Le reproche n'est donc pas fondé. Le recours au conseil doit être considéré comme le remède extrême, pour le cas seulement où les moyens diplomatiques ordinaires n'ont pas pu réussir.

Il a paru que ces explications échangées de part et d'autre avec une grande franchise aient, sinon dissipé, du moins atténué le malaise qui avait pesé sur les premières séances de l'Assemblée. Néanmoins, le vote de l'Assemblée, en ce qui concerne la rééligibilité de la Belgique, paraît avoir été, dans une large mesure, une manifestation nouvelle de l'état d'esprit qui s'était manifesté des l'abord.

DEUXIÈME PARTIE.

TRAVAUX DES COMMISSIONS.

Première Commission.

Le premier objet à l'ordre du jour de la Commission juridique était relatif aux conventions internationales données sous réserve de ratification ultérieure. C'est devenu une pratique assez courante de la part des États, de donner des adhésions sous cette réserve. Vingt deux nations ont adhéré ainsi à diverses conventions. Quelle valeur ont des adhésions de cette espèce ?

D'après un certain nombre de délégués, elles n'en ont aucune juridiquement, tandis que l'adhésion donnée purement et simplement a une valeur parfaite. Un sous-comité fut chargé d'examiner la valeur juridique et politique de cette procédure, et en même temps ses avantages possibles. S'il y avait lieu de l'encourager, le sous-comité devait s'occuper aussi de la forme à donner aux publications futures des conventions par la Société des Nations. M. Motta, délégué de la Suisse, fut chargé du rapport qui conclut de la manière suivante : « La procédure d'adhésion aux conventions internationales sous réserve de ratification ultérieure est une procédure admissible que la Société ne doit ni décourager ni encourager. Cependant, si un État fait acte d'adhésion, il doit savoir que, s'il ne mentionne pas expressément la réserve de ratification, il sera considéré avoir pris un engagement définitif. S'il veut empêcher cette conséquence, il devra, au moment de l'adhésion, déclarer expressément que l'adhésion est donnée sous réserve de ratification. »

La question de la codification progressive du droit international qui figurait en second lieu à l'ordre du jour de la première commission, donna lieu à des discussions approfondies. De l'exposé que firent tout d'abord M. Fromageot, délégué de la France et M. Guerrero, délégué du Salvador, tous deux membres du comité d'experts pour la codification, il résulte que le comité a indiqué au conseil sept conditions qui lui paraissent mûres pour être codifiées : la nationalité, les eaux territoriales, les privilèges et immunités diplomatiques, la responsabilité des États, la piraterie, la procédure des conférences internationales, l'exploitation des richesses de la mer. En ce qui concerne trois de ces questions : la nationalité, les eaux territoriales et la responsabilité des États, le conseil de la Société des Nations a estimé que le meilleur moyen serait de convoquer une conférence générale pour les examiner. Le rôle de la première commission était donc de décider si l'examen de ces trois questions devait être poursuivi et par quels moyens ? Conférence générale ou conférences spéciales ? Quant aux autres objets, à part l'exploitation des richesses de la mer, ils ne sont pas urgents. Mais pour ce dernier, il importe de le régler au plus tôt, car au train dont vont les choses, certains éléments de la faune marine seront, pour ainsi dire, exterminés dans quelques années, si l'on n'y met bon ordre. Enfin, la première commission devait décider s'il y avait lieu d'inviter le comité d'experts à poursuivre l'exercice du mandat que l'assemblée lui avait confié en 1924. Divers orateurs insistèrent sur la nécessité de faciliter la réunion d'une conférence qui aboutirait probablement à une convention sur les matières de droit international indiquées plus haut. M. Henri Rolin, délégué suppléant de la Belgique, montra combien ces questions, et surtout celles de la nationalité et de la responsabilité des États, étaient importantes et combien la solution par une

convention internationale serait profitable à la cause de la paix. A la suite de cette discussion générale, un sous-comité de huit membres, dont M. Rolin fit partie, fut chargé d'étudier la question et de faire des propositions à la commission. Ces propositions que la commission ratifia, furent de continuer le mandat au comité d'experts et de prévoir la possibilité de réunir une conférence générale pour les questions envisagées, dans le courant de l'année 1929. M. Politis fut nommé rapporteur de la commission à l'assemblée. On trouvera plus loin l'indication de la suite donnée par l'assemblée à son rapport.

Quant à la proposition de M. Caballero de préparer un plan général de codification, dont il a été question plus haut, elle fut retenue par la première Commission. M. Scialoja, délégué de l'Italie, fit cependant remarquer les difficultés de l'entreprise. La masse du droit codifié, tant international public qu'international privé, est énorme. Il vaudrait peut-être mieux commencer par le droit international public. Le rapport de la première Commission, présenté par M. Caballero lui-même, conclut à inviter le comité d'experts à envisager, au cours de sa prochaine session, les conditions dans lesquelles un projet de plan général de codification pourrait être étudié, et à faire rapport au Conseil qui communiquera ces suggestions à l'assemblée.

Les objets inscrits à l'ordre du jour de la première Commission étaient épuisés, mais la troisième Commission, qui s'occupait du désarmement, lui avait envoyé, dans l'intervalle, pour étude, une proposition de la délégation norvégienne. Celle-ci présentait un projet de convention facultative d'après laquelle les États s'engageraient à reconnaître comme obligatoire, *ipso facto*, et sans accord spécial, la compétence de la Cour permanente de Justice internationale. Ce traité ne changerait rien aux obligations du Pacte, mais il permettrait aux pays qui le désireraient, de réaliser pour les conflits non juridiques ce qui a été fait pour les conflits juridiques par la clause facultative du statut de la Cour. Ainsi que le rappella M. Löfgren, délégué de la Suède, cet État avait soumis en 1925 une proposition ressemblant à la proposition norvégienne, mais sans aller si loin et en se contentant de suggérer une étude. Les délégués de l'Afrique du Sud et des Pays-Bas firent un accueil réservé à la proposition norvégienne. M. Rolin, délégué suppléant de la Belgique, tint à faire ressortir la nécessité de distinguer entre la conception d'un traité modèle pouvant servir de type et celle d'une convention générale. M. Scialoja estima que la suggestion de la Norvège n'ajoutait aucune sécurité nouvelle à celle du Pacte ou au statut de la Cour permanente de Justice internationale. Il n'y vit point d'avantages, et au contraire, il y discerna des inconvénients. Enfin, après des réserves de M. Motta, et une intervention de M. Fromageot, la question fut renvoyée à un sous-comité d'études qui suggéra de répondre à la troisième Commission en proposant de confier l'examen du projet de convention à des experts relevant de la Commission préparatoire du désarmement. Il en fut fait ainsi.

Deuxième Commission.

La Commission des organisations techniques de la Société des Nations avait un programme de travaux très abondant. C'est à elle que revient le soin d'examiner l'activité des grandes administrations qui ont leur centre au Secrétariat général, telles que l'organisation d'hygiène, l'organisation des Communications et du transit, le Comité économique, le Comité financier, la Commission internationale de coopération intellectuelle, l'Œuvre d'établissement des réfugiés grecs et bulgares. A ces études était joint, cette année, un objet d'un grand intérêt international :

l'examen des résultats de la Conférence économique, et la réorganisation économique de la Société des Nations qui en sera la conséquence.

I. — *Coopération intellectuelle.*

La Commission s'occupa d'abord de la *coopération intellectuelle* et nomma comme Rapporteur de cette question M. Breitscheid, délégué de l'Allemagne. La base des discussions de la présente session était fournie par un remarquable rapport de M. Destrée, membre de la Commission de coopération intellectuelle, sur l'activité de l'Institut créé à Paris et du sous-comité d'experts pour l'enseignement à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations. La deuxième Commission, après un échange de vues auquel prirent part les délégués de l'Autriche, de l'Italie, de la Roumanie, de l'Allemagne, de la Suisse et de quelques autres pays, fut unanime à acter les progrès des travaux de la Commission de coopération intellectuelle, et à encourager spécialement la réalisation des propositions faites par celle-ci : la création d'un service international de coordination entre les bureaux de renseignements auprès des bibliothèques ; les plans de coordination entre les organes de bibliographie des diverses sciences ; le bureau international pour les tables annuelles de constantes et de données numériques ; enfin, les dispositions prises en vue de la préparation du Congrès des Arts populaires et d'une extension du rôle des musées comme instruments de l'éducation artistique.

II. — *Organisation d'hygiène.*

Parmi les organisations fixes de la Société, *l'organisation d'hygiène* est celle qui a pris le développement le plus considérable. M. Velghe, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène de Belgique, qui est en même temps vice-président du comité d'hygiène de la Société des Nations et président de l'Office national de l'Hygiène publique, est venu exposer à la deuxième commission le travail accompli pendant l'année et les problèmes qu'il reste à résoudre. Il résulte de sa communication précise et documentée que l'organisation d'hygiène étend de plus en plus son rayon d'action dans le monde, non seulement par ses publications, mais par ses missions sanitaires et par ses échanges de médecins. Le voyage de la commission du paludisme en Syrie, l'étude des services sanitaires dans le Proche-Orient, les voyages du docteur Norman White, de la section d'hygiène, en Extrême-Orient et à la Havane, d'autres expéditions des services d'hygiène dans l'Amérique latine et en Extrême-Orient, en rendent témoignage.

L'intérêt que portent les Etats des différentes parties du monde à cette administration internationale de l'hygiène publique s'est manifesté à cette occasion. Tour à tour les délégués des Etats de l'Asie, comme l'Inde, le Japon, la Perse, ceux des pays d'Amérique, comme le Chili, la Colombie, le Vénézuéla, et d'Europe tels que la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Empire britannique, l'Allemagne, le Portugal et la France, enfin, le délégué de l'Australie, constatarent avec satisfaction les progrès de l'organisation d'hygiène, l'utilité des tâches qu'elle a entreprises et les services qu'elle a rendus. Le rapport du délégué de l'Inde sur les travaux de cet organisme et du délégué du Chili sur la mission envoyée en Amérique du Sud furent approuvés, afin d'être lus en assemblée plénière.

III. — *Organisation des communications et du transit.*

M. de Brouckère avait été nommé rapporteur de cette question. Il donna lecture de son rapport dans la séance du 16 septembre. Le passage le plus remarquable de ce document est celui qui rend compte des résultats de la troisième conférence générale des communications et du transit. Cette conférence a marqué un grand progrès de la compréhension mutuelle des Etats en ce qui concerne leurs difficultés réciproques dans la solution des problèmes nationaux et internationaux. Un fait significatif est que les Etats-Unis s'étaient fait représenter à cette importante réunion. La discussion qui s'établit sur la base de ce rapport donna lieu à des exposés intéressants, entre autres celui de M. Gliwie, délégué de la Pologne, qui montra la place considérable que tient la question du transit et des communications dans la politique économique de son pays. Les délégués du Canada, de la Perse, de la France, de la Roumanie, de l'Italie et de l'Autriche félicitèrent l'organisation du transit de son travail fécond et le rapporteur d'avoir si habilement présenté une synthèse des débats de la conférence des communications.

La Commission approuva à l'unanimité le rapport et adhéra aux conclusions de la Conférence. M. de Brouckère fut chargé des fonctions de rapporteur à l'assemblée plénière.

IV. — *La question de l'alcoolisme.*

Les Ministres des Affaires Etrangères de Finlande, de Pologne et de Suède avaient fait parvenir à la Société des Nations une proposition destinée à combattre l'alcoolisme. Il s'agissait comme moyen pratique, d'instituer une commission consultative. Ce nouvel organisme se mettrait en rapport avec le bureau international contre l'alcoolisme qui serait placé sous les auspices de la Société des Nations, et avec le bureau international du travail, et entreprendrait avec eux les enquêtes jugées nécessaires pour combattre ce fléau. Les Ministres des Affaires Etrangères de Belgique, du Danemark et de Tchécoslovaquie avaient donné leur adhésion à ce projet.

La proposition souleva de nombreuses objections. Plusieurs délégués contestèrent le droit à la Société des Nations de s'occuper de cette question. D'après eux l'article 23 du Pacte qui parle des « drogues nuisibles » ne peut pas s'appliquer à l'alcool. M. Loucheur, délégué de la France, déclara que comme défenseur de sa race et du vin de France, il s'opposerait à des mesures qui banniraient la joie que dispense le bon vin!

M. de Brouckère fit remarquer que le droit incontestable de la Société des Nations serait de confier l'étude de la question à la Section d'hygiène, qui serait compétente pour examiner s'il y a lieu de créer un comité spécial. Mais, après un nouvel échange de vues, le délégué de la Finlande, tout en maintenant le principe de la motion, déclara l'intention des signataires de l'ajourner et de la représenter plus tard sous une autre forme.

V. — *Conférence économique internationale.*

Il a été question plus haut de l'intérêt qu'avaient suscité en assemblée plénière les résultats de la Conférence économique. La deuxième commission a entendu, le 17 septembre, un magistral exposé de M. Theunis, président de cette confé-

rence. Après avoir rappelé l'initiative de M. Loucheur, en session de l'Assemblée de 1925, d'où est née la Conférence, et les travaux du Comité préparatoire, M. Theunis esquissa la physionomie de cette grande réunion internationale de mai 1927, sa composition et son entente unanime. Il en vint ensuite aux principales recommandations sorties des délibérations. Il insista surtout sur les conclusions de la Commission du commerce et sur la question des entraves au commerce où auraient pu s'affronter les deux thèses opposées du libre-échange et du protectionnisme. Heureusement on a laissé de côté tout ce qui n'était que théorie et l'on s'est tenu sur le terrain pratique : ce que l'on s'est efforcé d'obtenir ou d'encourager, c'est un meilleur échange. Pour y parvenir, on a été unanime à reconnaître qu'il faut supprimer tout ce qui survit encore des mesures de guerre, c'est-à-dire les prohibitions, les restrictions d'importation et d'exportation que la guerre avait rendues nécessaires. La conférence a déclaré aussi qu'il faut arrêter la hausse des tarifs et qu'il est recommandable de les réduire et de les rendre plus stables. Elle n'a pas parlé de supprimer les barrières douanières, ce qui eût été de l'utopie, mais seulement de les abaisser autant que possible.

Pour arriver à ces résultats, une action nationale ne suffit pas ; il faut que des rapprochements s'opèrent entre les États. Or les organismes déjà constitués à la Société des Nations sont inappréciables pour opérer ces rapprochements, pour exercer une action permanente dans le sens de l'abaissement et de la réduction des barrières commerciales.

Après avoir résumé les discussions de la Conférence sur les cartels industriels et sur la part importante que l'agriculture doit occuper dans l'activité économique du monde, M. Theunis fit appel à la deuxième commission pour qu'elle adoptât les recommandations de la Conférence économique, afin que l'Assemblée plénière les admit à son tour unanimement.

Une discussion à laquelle la deuxième commission consacra trois séances, suivit l'exposé de M. Theunis. La plupart des États représentés firent connaître leur adhésion complète aux recommandations formulées. Quelques-uns insistèrent pour que la mise en pratique par les États suive de près la définition théorique. M. Rolin, délégué suppléant de la Belgique, déclara que le Gouvernement belge a donné sa pleine adhésion à la Conférence, y a collaboré avec empressement, et il rappela la déclaration unanime par laquelle les Chambres belges ont proclamé qu'elles appliqueraient autant que possible les recommandations de la Conférence.

Quelques États firent des réserves. Lord Lytton, délégué de l'Inde, admit que le protectionnisme y est pratiqué à l'égard de certaines industries, mais assura qu'il n'était que temporaire, et qu'aucune des recommandations de la Conférence n'est en contradiction avec la politique économique de l'Inde. M. Suvich, délégué d'Italie, tout en déclarant que la plupart des conclusions sont conformes aux principes de la politique italienne, reconnut que quelques-unes ne pourront être réalisées que par une action concertée avec d'autres États.

Le délégué de la Perse, Hussein Khan Ala, faisant allusion aux ressources inexploitées de son pays, a établi une distinction entre les barrières douanières qui sont élevées pour protéger les industries naissantes et celles qui ont été élevées depuis la guerre entre les nations de l'Europe.

D'autres délégués, comme ceux de la France, M. Bastid, des Pays-Bas, le comte van Lynden, de l'Autriche, M. di Pauli, ont souligné l'importance de la place accordée par la Conférence aux intérêts agricoles.

Dans un exposé d'ensemble, M. Loucheur introduisit la question de la nouvelle organisation à donner au comité économique de la Société des Nations, comme suite à la Conférence économique. Il proposa la création d'un comité distinct que l'on pourrait appeler comité consultatif et qui s'occuperait temporairement de l'exécution des décisions prises par la Conférence. Il pourrait compter vingt membres choisis par le conseil et représentant les intérêts industriels, commerciaux, agricoles, et six nommés par l'organisation internationale du travail représentant employeurs et employés ; un membre représenterait l'Institut d'agriculture de Rome et un la Chambre de commerce internationale.

Une très longue discussion eut lieu au sujet de la composition du comité consultatif. Les uns, comme M. Jouhaux, manifestèrent une certaine inquiétude. Ils auraient voulu un organisme nouveau pour des tâches nouvelles et non pas le renforcement d'un ancien. D'autres, comme M. Janson, délégué de la Belgique, se rallièrent à la proposition de M. Loucheur. M. Janson demanda cependant que l'expression « trois membres ouvriers » fût remplacée par « trois membres représentant plus spécialement les intérêts de la classe ouvrière ».

Finalement, la Commission se mit d'accord sur les mesures suivantes destinées à amplifier la tâche du Comité économique : celui-ci continuera à être l'organe par l'intermédiaire duquel le Conseil de la Société des Nations traite les affaires économiques. Il se composera de quinze membres au plus et aura la faculté de désigner des sous-commissions temporaires d'experts en vue de travaux préparatoires et de nommer des correspondants dans les pays qui ne sont pas représentés au Comité. Un Comité consultatif sera créé, ayant pour objet de suivre l'application des recommandations de la Conférence économique. Il pourrait être composé d'environ trente-cinq membres. Il comprendrait notamment des personnes compétentes en matière d'industrie, de commerce, d'agriculture, de finances, de transports, de questions du travail et de questions relatives à la consommation. Le Bureau international du travail sera invité à proposer pour ce Comité des noms de trois membres ouvriers. Le Conseil demandera aussi le concours de l'Institut international d'agriculture et de la Chambre de commerce internationale. Cinq membres désignés par le Comité économique, prendront part aux travaux du Comité consultatif avec les mêmes droits que les autres membres. Le Comité consultatif fera rapport directement au Conseil, en envoyant en même temps copie au Comité économique et aux autres organes techniques intéressés.

V. — *L'Œuvre d'établissement des réfugiés grecs et bulgares.*

Cette partie de l'ordre du jour n'a pas donné lieu à des discussions prolongées. Le Rapporteur, pour l'Œuvre des réfugiés grecs, M. Suvich, délégué de l'Italie, a présenté un projet de résolution à soumettre à l'assemblée plénière. Il s'agissait de prendre acte des négociations qui avaient eu lieu depuis trois mois en vue de l'émission, sous les auspices de la Société des Nations, d'un emprunt du Gouvernement hellénique, pour permettre à celui-ci de réorganiser ses finances et de poursuivre l'établissement des réfugiés. La Commission ratifia le rapport de M. Suvich et donna son approbation aux études du Gouvernement grec et du Comité financier.

Il en fut de même de l'examen de l'Œuvre des réfugiés bulgares. Le rapport du major Walter Elliot, délégué de l'Empire britannique, fut approuvé sans donner lieu à objection. Il se félicitait du succès de l'émission de l'emprunt des réfugiés, destiné à fournir les fonds nécessaires à l'exécution du plan approuvé

par le Conseil. Il prenait acte des progrès réalisés en ce qui concerne les terres et les maisons qui doivent être mises à la disposition des intéressés, et tout en rendant hommage au Gouvernement bulgare et au Commissaire de la Société des Nations, exprimait l'espoir de constater, au cours de l'année prochaine, le développement satisfaisant de l'OEuvre d'établissement.

VII. — *Convention relative à l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger.*

Un protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à la signature des États le 24 septembre 1923, a consacré la reconnaissance par chacun des États contractants, du compromis et de la clause compromissoire entre parties soumises respectivement à la juridiction d'États contractants différents. Mais il n'a rien prescrit quant à l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger.

Le problème fut posé devant un comité d'experts juristes qui, au mois d'avril 1927, envoya son rapport au comité économique. Il concluait qu'après avoir reconnu la validité du compromis et de la clause compromissoire dans les rapports internationaux d'ordre privé, et après avoir assuré l'exécution de la sentence arbitrale dans l'État où elle a été rendue, il fallait maintenant poursuivre un troisième but qui est d'assurer l'effet international de la dite sentence. A cet effet ils ont rédigé un projet de protocole qui a été soumis à tous les États membres de la Société de Nations.

La deuxième commission, saisie de ce problème, nomma un sous-comité de juristes qui étudia les réponses des gouvernements et arrêta les termes d'un projet tenant compte, dans la mesure du possible, des différents points de vue. Le rapporteur de la Commission, M. Leitmaier, délégué de l'Autriche, recommanda l'ouverture d'une convention, et la commission se rallia au texte de convention proposé, qui a l'avantage de combler cette lacune.

VIII. — *Union internationale de secours.*

Les articles 23 et 25 du pacte de la Société des Nations imposent à celle-ci des devoirs d'humanité, tels que de prévenir et de combattre les maladies, d'encourager et de favoriser l'établissement et la coopération des organisations de la Croix-Rouge. Un sénateur italien, M. Ciralo, élargissant la tâche de la Société, a proposé, il y a deux ans, de créer une Union internationale de secours qui aurait pour but de procurer une aide immédiate aux victimes des grandes calamités qui frappent le monde, comme les tremblements de terre, les raz de marées, les catastrophes naturelles. Une conférence s'est réunie, cette année, pour établir une convention dans ce but ; elle a abouti à l'accord international du 12 juillet 1927.

La deuxième commission avait à prendre connaissance des travaux de la conférence, à en ratifier les résultats, si elle le jugeait bon, et à proposer une résolution dans ce sens à l'assemblée plénière. Elle entendit d'abord le président de la conférence, M. Kulz, qui lui fit part, dans un exposé très précis, des débats de cette réunion. Il insista sur l'utilité pour les États de devenir membres de l'Union et d'assurer la réalisation pratique de ses statuts. M. Cavazzoni, délégué de l'Italie, exprima l'espoir qu'il en serait ainsi. Après des réserves des Pays-Bas et une adhésion pure et simple de l'Allemagne et de la France, M. De Vest, délégué de la Hongrie, fut chargé de soutenir le rapport devant l'assemblée plénière. La résolution à présenter à celle-ci fut unanimement approuvée sous la forme de félicita-

tions pour le succès de la conférence, d'appel à l'adhésion des gouvernements et à leur concours à l'œuvre qu'il s'agit de réaliser, et enfin de remerciements au sénateur Cirio et à tous ceux qui ont collaboré aux travaux. La commission d'étude est priée de se tenir à la disposition du conseil pour aider à la mise en vigueur et à l'application de la conférence.

Troisième Commission.

La tâche la plus importante de la troisième commission était de prendre connaissance des travaux de la commission préparatoire du désarmement, et de proposer à l'assemblée une ligne de conduite définie pour la continuation de ces études. C'est un problème essentiel au développement de la Société des Nations, à l'affermissement de la paix et à l'avenir des États.

M. Loudon, délégué des Pays-Bas, qui est encore le président de la commission préparatoire et qui a dirigé ses travaux, cette année, a fait un exposé succinct de l'état des études. Il a classé les résultats acquis en quatre catégories :

Première catégorie : Les études découlant du principe de la sécurité. Ces études ont été confiées au Comité du Conseil. Il en est résulté un ensemble de documents portant sur les deux questions suivantes :

a) Fonctionnement des organismes de la Société des Nations en temps de crise, tant en ce qui concerne les facilités matérielles à apporter pour rendre ce fonctionnement plus efficace, qu'en ce qui touche aux principes à suivre, notamment par le Conseil, pour appliquer l'article 11 du Pacte.

b) Études concernant les aspects juridiques et économiques de l'article 16.

Deuxième catégorie : Questions d'armement proprement dites, c'est-à-dire étude des armements à limiter et des méthodes suivant lesquelles ces armements seront limités — hommes, matériels, budgets, soldats en service actif, réserves instruites, tonnage global ou tonnage par catégorie, appareils d'aviation, forces motrices, nombre d'appareils. — Ces sujets ont été disséqués au cours d'une laborieuse session qui a pris plus de la moitié de l'année 1926.

Troisième catégorie : Questions concernant les rapports entre la puissance économique et la puissance militaire des États. Ces questions qui touchent à ce que l'on a appelé « le potentiel de la guerre » ont fait l'objet de travaux du plus haut intérêt. On sait maintenant à quoi s'en tenir au sujet de l'importance des facteurs économiques en matière de désarmement. Ce point qui avait constitué un des obstacles les plus sérieux à une entente est aujourd'hui défini et l'accord est à peu près complet quant au rôle à lui attribuer en matière de désarmement.

Quatrième catégorie : Questions spéciales. On pourrait citer ici quatre ordres de questions : En premier lieu, la guerre chimique. Il s'agit, somme toute, de se faire une idée aussi exacte que possible du danger que représente la possibilité de tourner vers des fins de guerre les formidables moyens chimiques dont disposent aujourd'hui les États industriellement développés et de parer à ce danger dans la mesure du possible. Ici encore, grâce à des travaux pour lesquels les Commissions compétentes se sont assurées la collaboration d'experts de la plus haute autorité, l'idée se précise. On connaît exactement le danger, et des propositions concrètes sont faites pour essayer d'y parer. Peut-être serait-il opportun de soumettre la question de l'arme chimique à un Comité d'experts ?

Sous cette quatrième rubrique, on peut encore classer les questions concernant les rapports entre l'aviation civile et l'aviation militaire en matière de désarmement. Ce point est fort délicat. Il domine, non seulement le problème de la limitation des armements aériens, mais aussi en vertu du principe de la liaison des trois armements, la limitation des armements dans leur ensemble. Il s'agit ici aussi de mesurer le danger que représente le détournement possible des puissants moyens d'aviation civile, d'aviation commerciale, vers les buts de guerre et d'essayer de parer à ce danger, qui est d'autant plus grand que l'arme aérienne est un des moyens les plus efficaces pour appliquer l'arme chimique. Ici encore, grâce aux travaux de la Commission, on possède des données précises et des propositions concrètes.

M. Loudon a parlé ensuite de l'avant-projet de convention. Cette ébauche se présente comme un essai de limitation des armements : il va de soi que c'est la limitation qui s'impose en premier lieu, car c'est elle qui, la première, arrêtera la funeste course aux armements ; elle constitue la première étape dans la voie de la réduction exigée par l'article 8 du Pacte, et l'orateur croit que, pour le moment, il ne faudrait pas chercher à aller plus loin.

En ce qui concerne le texte de cet avant-projet de convention dans sa forme provisoire, M. Loudon pense que la Commission s'abstiendra de le discuter, d'autant qu'il n'a été adopté qu'en première lecture et qu'il faut éviter de faire double emploi avec la Commission préparatoire, laquelle est un organisme mieux qualifié, puisque mieux outillé et mieux renseigné.

M. Loudon se demande ensuite pourquoi l'opinion publique a été déçue par les premiers résultats des travaux de la Commission préparatoire. A son avis, c'est que l'on avait trop fait miroiter aux yeux de cette opinion la vision d'un désarmement général, parce qu'elle s'attendait naïvement à une entente sur toute la ligne et que, par conséquent, les divergences de vues qui s'étaient manifestées sur quelques points essentiels équivalaient pour elle à un échec.

La troisième commission s'est livrée, dans ses premières séances, à une discussion générale dans laquelle il y a lieu de relever plusieurs interventions qui ont influé sur l'adoption des résolutions finales en matière de désarmement.

M. de Brouckère après avoir rappelé les espoirs déçus et les retards qu'on n'a pas pu éviter, a suggéré de se livrer à une exploration systématique des articles du pacte. Cette étude montrerait que certaines applications nouvelles sont possibles, et qu'en attendant des circonstances plus favorables à une entente générale, il y aurait déjà moyen de réaliser des progrès en utilisant les possibilités d'action que fournit le pacte.

M. Sokal a développé la proposition polonaise dont il a été question plus haut et a répondu aux objections de M. Scialoja. Enfin, M. Paul-Boncour, amorçant une proposition qu'il devait présenter quelques jours plus tard, s'est demandé s'il ne serait pas possible d'apporter au protocole des assouplissements permettant d'établir une gradation dans les engagements pris par les États. Au lieu d'un instrument universel, on aurait un système d'accords particuliers réalisant des obligations variées.

Au cours de ces discussions générales, Lord Onslow, délégué de l'empire britannique, s'est borné à maintenir l'attitude adoptée par Sir Austen Chamberlain, et qui peut se résumer en ces deux phrases : Le Gouvernement britannique ne peut prendre aucun engagement en plus de ceux qu'il a déjà assumés. Il ne peut donc admettre qu'on remette en discussion le protocole.

L'avis de l'Allemagne, exprimé par le comte Berastorff, fut que les stipulations

du traité de Versailles en matière de désarmement signifient que le désarmement de l'Allemagne constitue le premier pas vers la réduction et la limitation universelles, moyens de prévenir les guerres. Le délégué de l'Allemagne a rappelé que cette interprétation authentique avait été donnée dans une note signée au nom des puissances alliées et associées, par M. Clémenceau.

Comme conclusion de la discussion générale, M. Paul-Boncour apporta un projet de résolution dont l'examen, combiné avec celui de la proposition néerlandaise fut confié à une sous-commission. Le projet polonais fut discuté sans renvoi à un sous-comité. La proposition de M. Paul-Boncour était rédigée, dans sa forme première, ainsi qu'il suit :

« L'Assemblée,

» Prenant acte des progrès réalisés au point de vue technique par les travaux de la Commission préparatoire du désarmement, ainsi que par ceux du Comité du Conseil, en vue de la réunion rapide du Conseil et de l'élaboration des décisions de celui-ci en cas de crise ;

» Préoccupée de réaliser les conditions politiques indispensables au succès des travaux du désarmement ;

» Convaincue que ce succès ne pourra être obtenu que si chaque État, assuré de n'avoir pas à pourvoir seul au soin de sa sécurité par le moyen de ses armements particuliers, peut la faire reposer également sur l'action collective organisée de la Société des Nations ;

» Affirmant que cette action doit tendre principalement à interdire, à prévenir ou à arrêter tout recours à la guerre et, éventuellement, à protéger efficacement tout État victime d'une agression ;

» Convaincue que les charges qui pourraient en résulter pour les différents États seront d'autant plus facilement acceptées par ceux-ci :

» a) Qu'elles seront réparties sur un plus grand nombre d'États ;

» b) Que leurs obligations particulières auront été plus nettement définies et limitées :

» 1. Recommande la conclusion d'accords d'arbitrage assurant le règlement pacifique de tous les différends en créant, entre tous les pays, la confiance mutuelle indispensable pour que soit poursuivie utilement l'oeuvre de la Commission préparatoire ;

» 2. Prie le Conseil de charger celle-ci d'étudier, en même temps qu'un avant projet de limitation et de réduction des armements, les mesures susceptibles de donner à tous les États les garanties de sécurité nécessaires pour leur permettre de fixer le niveau de leurs armements aux chiffres les plus bas dans un contrat international de désarmement.

» L'Assemblée estime que ces mesures peuvent être cherchées :

» Soit dans une action de la Société des Nations tendant à généraliser et à coordonner les accords particuliers de sécurité ;

» Soit dans la préparation systématique de l'application des différents articles du Pacte ;

» Soit dans un assouplissement des dispositions du Protocole de 1924 permettant aux nations signataires, indépendamment des obligations générales du Pacte, de proportionner leurs engagements à la solidarité plus ou moins étroite qui les unit aux diverses nations suivant la situation géographique de celles-ci. »

Quant à une proposition de convention d'arbitrage facultatif, présentée par la

délégation norvégienne, et qu'il avait été question de joindre aux trois autres, elle fut envoyée, comme on l'a vu plus haut, à la première commission.

On décida aussi d'ajourner la réunion d'une conférence sur la fabrication des armes et munitions.

Le 19 septembre, la troisième commission consacra sa séance plénière à la proposition polonaise et à la nomination d'une sous-commission qui s'efforcerait de chercher un texte sur lequel l'accord général fût possible en ce qui concernait les propositions néerlandaise et française combinées auxquelles était venue se joindre une proposition allemande. L'adoption de la résolution polonaise ne souffrait point de difficultés et fut réalisée par acclamations. Il en sera de nouveau question plus loin à l'occasion du vote en assemblée plénière.

La sous-commission fut composée de quatorze membres, parmi lesquels se trouvait le délégué de la Belgique, M. de Brouckère, qui avait été chargé, en outre, des fonctions de rapporteur général pour toute la question de réduction des armements. Avant de résumer les travaux de la sous-commission et ses suites, il importe de noter l'adoption par la troisième commission d'une proposition de M. de Brouckère relative à l'aéronautique.

La proposition du délégué de la Belgique fut adoptée le 21 septembre, et fut incorporée dans les résolutions définitives d'arbitrage, sécurité, désarmement, transmises à l'Assemblée plénière.

Voici son texte :

« L'Assemblée :

» Considérant qu'il existe actuellement, dans un certain nombre de pays, une liaison étroite, du point de vue technique comme du point de vue de l'organisation, entre les besoins et le développement de l'aéronautique civile et ceux de l'aéronautique militaire ;

» Considérant qu'il en résulte des difficultés pour limiter les armements aériens sans entraver l'aéronautique civile ;

» Déclare qu'il est désirable, à cette fin, que le développement de l'aéronautique civile soit orienté uniquement dans un but économique, en dehors de l'orbite des intérêts militaires ;

» Recommande à tous les Etats Membres de la Société des Nations de se conformer autant que possible aux recommandations formulées à cet égard par la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement ;

» Prie le Conseil de faire mettre à l'étude par la Commission consultative et technique des communications et du transit, les moyens pratiques de nature à faciliter la conclusion des accords entre les entreprises d'aviation des différents pays, prévus dans lesdites recommandations ».

La suite des travaux de la sous-commission et de la troisième commission est exposée en ces termes dans le rapport de M. de Brouckère :

« L'Assemblée avait renvoyé à la troisième Commission l'examen de la proposition de la délégation néerlandaise. La délégation française et la délégation allemande ont saisi la Commission elle-même de propositions connexes.

» Il est apparu à l'examen que loin de s'opposer, les trois textes étaient inspirés par des préoccupations analogues et se complétaient de la façon la plus heureuse. Il a donc été possible de les combiner en une résolution unique qui a rencontré un assentiment unanime (Résolution n° 5). Il suffira d'en reproduire ici le texte en le faisant précéder de quelques brefs commentaires.

» Toutes les délégations se sont trouvées d'accord pour poursuivre, avec toute l'énergie possible, l'effort entrepris en vue du désarmement.

» L'Assemblée, à sa septième session ordinaire, avait décidé que, dans les conditions actuelles de la sécurité régionale et générale, il y avait lieu de continuer les travaux de la Commission préparatoire, de ne rien négliger pour les mener à bien dans le plus bref délai et de convoquer la Conférence elle-même aussitôt que l'achèvement des travaux techniques préliminaires le permettrait.

» Toutes les délégations sont demeurées fidèles à cette manière de voir et demandent qu'un nouvel effort soit fait pour aboutir sans retard. Mais personne ne se dissimule, d'autre part, que le pas que l'on se propose de faire dans la voie du désarmement ne sera qu'un premier pas, que d'autres devront suivre, pour que l'on aboutisse à un véritable désarmement général.

» On s'est accordé pour reconnaître que plus les conditions de la sécurité s'amélioreront et plus vite le premier pas sera décidé, plus les pas suivants seront rapides. On s'est donc dit qu'il conviendrait de reprendre, de façon systématique et en vue d'aboutir le plus promptement possible à des solutions concrètes, l'étude des questions relatives à l'arbitrage et à la sécurité.

» La Commission fait en conséquence à l'Assemblée des propositions précises quant à l'organisation d'un Comité qui serait mis à la disposition de la Commission préparatoire pour étudier les mesures susceptibles de donner à tous les États les garanties d'arbitrage et de sécurité nécessaires pour pouvoir fixer le niveau de leurs armements aux chiffres les plus bas.

» La Commission estime que ce Comité devrait comprendre des représentants de tous les États qui siègent à la Commission préparatoire et qui sont membres de la Société des Nations, les autres États représentés à la Commission étant invités à en faire partie s'ils le désirent.

» Il convient de remarquer qu'en affirmant, au début de la Partie III de la résolution, que les travaux de la Commission préparatoire doivent continuer jusqu'à la réalisation du but final, c'est-à-dire du désarmement général, la Commission n'a pas entendu perpétuer la Commission préparatoire dans sa composition actuelle, mais tout simplement indiquer que, quel que soit le succès des premières mesures de désarmement, l'œuvre se présente avec un caractère de continuité qui exige un travail ininterrompu.

» Un certain nombre de délégations ont tenu à spécifier que cette résolution, que la troisième Commission a l'honneur de présenter à l'approbation de l'Assemblée, ne peut, à aucun moment, être interprétée comme changeant en quoi que ce soit les obligations qui découlent du Pacte pour les membres de la Société des Nations.

» La Commission a été unanime à constater que ces obligations restent entières et qu'elles ne sont ni diminuées ni accrues par l'approbation d'une telle résolution.

» Au cours des débats, l'attention de la Commission a été appelée tout spécialement sur l'importance qu'aurait, du point de vue de la sécurité, la conclusion, particulièrement entre États-membres et non-membres de la Société des Nations, d'accords dans le sens de ceux préconisés aux États-Unis et ayant pour objet la mise hors la loi de la guerre.

» En ce qui concerne le dernier paragraphe de la résolution, la Commission a tenu à constater que les ententes dont il y est question ne peuvent, en aucune manière, être assimilées aux alliances que les États pouvaient contracter pour des

finis politiques diverses avant que le Pacte de la Société des Nations ait établi des principes et des obligations générales donnant à la vie internationale une harmonie particulière. Les ententes dont il est question dans la résolution ci-après doivent être considérées comme des moyens permettant aux États qui voudraient s'engager entre eux plus étroitement que le Pacte ne le prévoit, de se prêter une aide mutuelle pour l'application plus efficace des obligations du Pacte lui-même en ce qui les concerne. Elles ne sauraient donc être considérées que comme des instruments permettant de renforcer, en des régions spéciales, l'application des principes de la Société des Nations.

» Les dernières lignes du texte ayant provoqué quelques commentaires, il convient d'en spécifier le sens. Il ne s'agit pas de demander au Conseil d'adresser aux États-membres de la Société un questionnaire relatif à leurs intentions dans tous les cas imaginables. L'idée que la Commission a voulu exprimer est de charger le Comité, dont elle demande la création, d'examiner sous quelle forme le Conseil priera les divers États de lui faire connaître quelles mesures ils seraient prêts à prendre pour appuyer ses recommandations ou décisions dans les éventualités déterminées qu'ils pourraient indiquer. Il reste entendu qu'à ces questions du Conseil, les États auront la plus grande faculté de répondre comme ils le jugeront convenable.

» Le but que l'on se propose ainsi d'atteindre est de faciliter aux divers États, dans la Conférence du désarmement, la fixation de leurs armements au niveau le plus bas en leur permettant de les proportionner aux garanties de sécurité résultant des assistances sur lesquelles ils pourraient éventuellement compter. »
Résolution N° V.

« L'Assemblée :

» Prenant acte des progrès réalisés au point de vue technique par les travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement, ainsi que par ceux du Comité du Conseil, en vue de la réunion rapide du Conseil et de l'élaboration des décisions de celui-ci en cas de crise ;

» Préoccupée de réaliser les conditions politiques qui assureraient le succès des travaux du désarmement ;

» Convaincue que la condition principale de ce succès est que chaque État, assuré de n'avoir pas à pourvoir seul au soin de sa sécurité par le moyen de ses armements particuliers, puisse la faire reposer également sur l'action collective organisée de la Société des Nations ;

» Affirmant que cette action doit tendre principalement à prévenir ou à arrêter tout recours à la guerre et, éventuellement, à protéger efficacement tout État victime d'une agression ;

» Convaincue que les charges qui pourraient en résulter pour les différents États seront d'autant plus facilement acceptées par ceux-ci :

» a) Qu'elles seront en fait réparties sur un plus grand nombre d'États ;

» b) Que les obligations particulières des États auront été plus nettement définies et limitées ;

» 1. Recommande le développement progressif de l'arbitrage au moyen d'accords particuliers ou collectifs, y compris des accords entre États Membres et non-Membres de la Société des Nations, afin d'étendre à tous les États la confiance mutuelle indispensable au succès complet de la Conférence de limitation et de réduction des armements ;

» 2. Rappelle sa résolution du 24 septembre 1926, ainsi conçue :

« Soucieuse de voir aboutir, dans les délais les plus rapides, le programme des études dont elle a pris elle-même l'initiative par sa résolution du 25 septembre 1925, elle prie le Conseil d'inviter la Commission préparatoire à prendre ses dispositions pour hâter l'achèvement des travaux techniques afin d'être en mesure d'arrêter, au début de l'année prochaine, le programme d'une Conférence de limitation et de réduction des armements, en rapport avec les conditions actuelles de la sécurité régionale et générale, qu'elle demande au Conseil de réunir, sauf impossibilité matérielle, avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée ».

» En conséquence, prie le Conseil d'insister auprès de la Commission préparatoire en vue de hâter l'achèvement de ses travaux techniques et de convoquer sans délai la Conférence de limitation et de réduction des armements dès l'achèvement de ces travaux ;

» 3. Prie le Conseil de donner à la Commission préparatoire, dont la tâche ne se bornera pas à la préparation d'une première conférence de limitation et de réduction des armements et dont les travaux devront continuer jusqu'à la réalisation du but final, les instructions nécessaires pour que soit créé sans délai un comité composé des représentants de tous les États qui siègent à la Commission et sont Membres de la Société des Nations, les autres États représentés à la Commission étant invités à en faire partie s'ils le désirent.

» Ce Comité serait mis à la disposition de la Commission et aurait pour mission de poursuivre, sur ses indications, l'étude des mesures susceptibles de donner à tous les États les garanties d'arbitrage et de sécurité nécessaires pour pouvoir fixer le niveau de leurs armements aux chiffres les plus bas dans un contrat international de désarmement.

» L'Assemblée estime que ces mesures doivent être cherchées à la fois :

» Dans une action de la Société des Nations tendant à provoquer, à généraliser et à coordonner les accords particuliers ou collectifs d'arbitrage et de sécurité ;

» Dans la préparation systématique des moyens à employer par les organes de la Société des Nations pour mettre les Membres de la Société en mesure d'exécuter les obligations leur incombant en vertu des différents articles du Pacte ;

» Dans les ententes qu'il serait loisible aux États Membres de la Société, sans préjudice des obligations du Pacte, de conclure, entre eux, à l'effet de proportionner leurs engagements à la solidarité géographique ou autre plus ou moins grande qui les lierait à d'autres États ;

» Et, d'autre part, dans une invitation faite par le Conseil, aux différents États à l'informer des mesures qu'ils seraient prêts à prendre, sans préjudice des obligations du Pacte, pour appuyer les décisions ou recommandations du Conseil dans le cas d'un conflit se produisant dans une région déterminée, chaque État indiquant que, dans tel ou tel cas, soit toutes ses forces, soit telles de ses forces militaires, navales ou aériennes pourraient intervenir immédiatement dans le conflit pour appuyer les décisions ou recommandations du Conseil ».

Quatrième Commission.

Pour comprendre le rôle assigné à la quatrième commission, il faut avoir une notion de l'organisation financière de la Société des Nations.

La deuxième session de l'assemblée, en 1921, a créé une commission de contrôle, composée de cinq membres dont un au moins devait être un expert financier. Cet organisme s'occupa, en 1922, d'élaborer un règlement financier à l'usage de la Société des Nations. Son rapporteur, M. Nederbragt, rédigea ce document que la troisième session de l'assemblée adopta et qui fonctionne encore aujourd'hui.

Chaque année, en avril, la Société prépare un budget provisoire pour l'année suivante. Il est divisé en trois parties : dépenses du secrétariat ; dépenses du bureau international du travail, et dépenses de la Cour Permanente de Justice internationale. Ces trois parties sont établies respectivement, la première, par le secrétaire général, la deuxième par le directeur du Bureau, avec l'approbation du conseil d'administration, et la troisième par le greffier de la Cour, avec l'approbation du président.

Au mois de mai, la commission de contrôle se réunit pour examiner ces trois budgets, et dans la même session le vérificateur des comptes lui fait son rapport au sujet des comptes de l'année précédente.

La commission n'a pas le droit de modifier de sa propre autorité les budgets provisoires, mais elle communique ses observations, ses avis de retranchements ou ses désirs au secrétaire général, au directeur et au greffier. Quand l'accord est réalisé sur l'ensemble, le projet de budget est envoyé, trois mois avant la réunion de l'assemblée, à tous les membres de la Société.

Au moment de la réunion de l'assemblée, celle-ci confie à sa quatrième commission l'examen des trois parties du budget général, avec le rapport de la commission de contrôle et les comptes vérifiés. Il advient, chaque année, que d'autres commissions de l'assemblée estiment devoir demander certains crédits pour des tâches nouvelles ou pour le développement d'œuvres existant déjà. Ces demandes sont transmises à la quatrième commission qui prend l'avis de la commission de contrôle et décide d'admettre ou de rejeter ces augmentations.

Les chiffres fixés par la quatrième commission sont soumis à l'assemblée plénière qui vote le budget définitif.

La somme globale des dépenses prévues est divisée en parts dont le nombre varie suivant le nombre des Etats faisant partie de la Société et dont le montant est modifié suivant le nombre des Etats et suivant les variations annuelles du total des dépenses. Chaque Etat doit payer un nombre de parts proportionnel à son importance, à ses capacités financières, à son développement économique et à ses ressources. Il a été attribué dix-huit parts à la Belgique. Le montant de chacune de ces unités de répartition sera, pour l'année 1928, de 23,000 francs-or en chiffres ronds.

Un coup d'œil général sur les trois parties du budget de 1928 suffira pour donner une idée des travaux de la quatrième commission dans la présente session. Il résulte de l'ensemble des discussions et des exposés, que l'on est entré maintenant dans la période de fixité relative des dépenses annuelles. Pendant les années écoulées, les administrations du secrétariat général et du bureau de travail n'étaient pas encore définitivement établies. Il y avait des variations ou des augmentations de personnel qui influaient sur les prévisions des dépenses. Par

exemple l'entrée de l'Allemagne dans la Société a modifié le total des dépenses et le nombre des quote-parts. Elle a donc augmenté à la fois les dépenses et les recettes. Aujourd'hui, l'on peut dire que le niveau normal est atteint et que les chiffres ne subiront plus d'écarts brusques pendant un certain nombre d'années. La plupart des délégations et la délégation belge en particulier, avaient reçu pour instructions de veiller à une stricte économie, sans cependant porter atteinte au développement et à la bonne gestion des diverses activités de la Société. Ce n'était là, d'ailleurs, que l'application de la résolution que l'assemblée unanime avait adoptée, l'année dernière, quand elle avait déclaré que « sans mettre d'obstacle au développement de la Société, il importe de ne pas perdre de vue une limite maximum de dépenses afin d'arriver à ce que les contributions des Etats individuels ne dépassent pas, à l'avenir, normalement les cotisations pour la présente année ».

Les prévisions des dépenses avaient d'abord été établies, pour l'année 1928, dans la proportion suivante :

Secrétariat général : 13,429,243 francs-or se répartissant en frais des sessions de l'assemblée et du conseil, services généraux du secrétariat, organisations spéciales de la Société, telles que les commissions des minorités, les organisations économiques, financières, du transit, d'hygiène, humanitaires, etc...

Bureau international du travail : 7,904,275 francs-or, comprenant les frais des sessions de la Conférence du travail et du Conseil d'administration, les services généraux du bureau international, l'œuvre des réfugiés, diverses dépenses d'immeubles et de matériel permanent. Celles-ci sont comprises dans une section spéciale, intitulée « dépenses de capital ». Une somme de 130,000 francs-or est prévue au titre de *recettes*, produit de la vente des publications.

Cour permanente de justice internationale : 2,471,404 francs-or.

A ces prévisions, il faut ajouter 1,375,000 francs d'annuité pour le règlement des opérations de construction de la Société. Mais, en ce qui concerne ce poste, il faut signaler qu'au fur et à mesure de l'inscription de cette somme au budget, des remboursements aux Etats qui ont constitué autrefois les avances au fonds de construction, devront avoir lieu. Pour 1928, le remboursement s'élève à 1,400,000 francs. La Belgique participera pour sa part à ce remboursement. Le budget total se montait, tel que la quatrième Commission l'approuva dans ses premières séances, à 24,879,622 francs-or. Mais, comme il a été indiqué plus haut, des dépenses supplémentaires sont, chaque année, reconnues nécessaires entre le moment où le budget a été dressé, en avril, et l'époque où la quatrième Commission l'approuve, en septembre. Cette année, ces crédits supplémentaires ont été admis comme indispensables, principalement pour les organisations spéciales de la Société, telles que le développement de l'organisation économique et financière comme suite à la Conférence économique, et pour des augmentations automatiques de traitements de personnel, aux termes des contrats conclus.

Le budget provisoire se vit augmenté ainsi de 454,495 francs, ce qui le porta à la somme de 25,333,817 francs.

Approuvé par la quatrième Commission, il fut voté par l'Assemblée, après un exposé et un rapport d'une remarquable clarté présentés par M. Jean de Modzelewski, délégué de la Pologne.

Cinquième commission.

Les initiatives sociales, humanitaires ou d'intérêt général, prises par la Société des Nations en vertu des articles 23 et 25 du pacte, ont donné lieu, dès la première session de l'Assemblée, en 1920, à la création d'une commission qui s'occupe spécialement d'en diriger les activités. Chaque année, les questions de haute importance sociale qui s'y discutent, telles que la protection de l'enfance, la répression de la traite des femmes et des enfants, le placement des réfugiés, permettent un échange de renseignements et de suggestions auquel tous les gouvernements s'intéressent et trouvent profit.

Parmi les œuvres entreprises, les unes ont un caractère permanent, comme par exemple la répression de la traite des femmes et des enfants; d'autres sont nées des circonstances. La Société des Nations ne continue pas son concours à ces dernières, lorsque la tâche humanitaire ou sociale est achevée ou du moins suffisamment avancée pour se passer de la collaboration officielle. Il en a été ainsi, cette année, de la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient. Au milieu du désordre et de la confusion qui avaient suivi la guerre dans le Levant, une association dirigée par Miss Jeppe avait entrepris de sauver et d'héberger les êtres sans défense menacés par la tourmente. Cette œuvre si utile et si bienfaisante fut patronnée et soutenue par la Société des Nations et par des organisations bénévoles privées. Aujourd'hui ces associations continuent à prêter leur appui financier pour ramener à une vie normale les personnes tirées de la détresse; mais la Société ne croit plus nécessaire de prolonger son concours officiel à une organisation qui n'avait qu'un but transitoire actuellement atteint. Le rapporteur de cette question, choisi par la cinquième commission, M^{lle} Forehamner, déléguée du Danemark, a conclu dans ce sens, et son rapport a été approuvé.

Protection de l'enfance.

M. Janson avait été chargé des fonctions de rapporteur pour la question de la protection de l'enfance. Il s'agissait de l'examen des résultats atteints par la troisième session du Comité qui s'est occupé spécialement de cette œuvre, et des études poursuivies par la commission consultative de la protection de l'enfance et de la jeunesse. La plupart des enquêtes entreprises par ces organismes continuent encore et donneront lieu à des développements ultérieurs. Il est ainsi de l'enquête au sujet des effets produits sur les enfants par le cinématographe et de l'enquête relative à la situation de l'enfant illégitime dans les divers pays, de même que de l'examen de la question de l'âge légal du mariage et des rapports qu'il peut présenter avec l'âge du consentement. D'autres travaux actuellement en cours concernent la question des tribunaux pour enfants; les récréations mentales et physiques de l'enfance; l'enfance aveugle et les renseignements recueillis dans les divers pays à ce sujet. Enfin il a été traité de deux projets de conventions internationales relatifs, l'un au rapatriement et à l'assistance des mineurs, et l'autre à l'exécution des sentences sanctionnant les obligations alimentaires qui grèvent, au profit des mineurs, les personnes ayant la charge de leur entretien et se trouvant à l'étranger.

M. Janson a terminé son rapport en rendant hommage à l'œuvre de la protection de l'enfance et en proposant à l'Assemblée de la remercier et de l'inviter à continuer ses travaux en suivant la ligne de conduite qu'elle s'est tracée jusqu'ici.

Les réfugiés russes et arméniens.

Le rapporteur de cette question choisi par la cinquième commission, le major Elliot, délégué de l'Empire britannique, a exposé de la façon suivante la situation actuelle:

« Les problèmes relatifs aux réfugiés russes et arméniens ont retenu l'attention de plusieurs Assemblées successives. Le Haut-Commissaire pour les réfugiés (Dr. Nansen) et le Bureau international du Travail se sont, de concert, occupés de ces questions avec une grande énergie et il y a lieu de les féliciter hautement, l'un et l'autre, des très utiles résultats de leurs efforts communs. A l'origine l'afflux en nombre considérable de réfugiés désorganisés et sans ressources, dans des pays où les rouages du Gouvernement était en voie de restauration ou de création, a constitué un problème des plus graves. Le problème ne présente plus la même gravité et il y a lieu d'en féliciter vivement le Service des réfugiés, qui, grâce à son énergie et à son dévouement, ainsi qu'à un labeur patient et sans relâche, longtemps poursuivi, a pu, avec l'aide de la Société des Nations et des gouvernements intéressés, ramener toute la question à des proportions relativement normales. C'est pour moi un plaisir tout particulier de rendre hommage au nom de la cinquième Commission, à la haute personnalité du Dr Nansen, dont les vues larges et les conseils éclairés ont inspiré toute cette oeuvre.

» Les problèmes ont été abordés de la manière suivante :

» 1^o) La question de la situation anormale des réfugiés a été réglée au moyen de la délivrance de certificats d'identité destinés à permettre aux réfugiés de faire face aux difficultés de passeport, etc. Ces certificats ont été, comme on peut l'imaginer, de la plus grande utilité pour les intéressés, qui en ont reconnu la valeur avec gratitude.

» 2^o) Pour remédier à l'indigence et au manque de travail, un certain nombre de réfugiés ont été transférés dans des pays — principalement en Europe, mais aussi dans d'autres parties du monde — où s'offraient pour eux des possibilités de travail. Environ 200.000 réfugiés ont été ainsi mis en mesure de subvenir à leurs besoins.

» 3^o) Des plans d'établissement sur des terres cultivables ont été élaborés pour régler la situation d'une certaine proportion des réfugiés restants.

» En outre, le Haut-Commissaire pour les réfugiés a convoqué, en mai 1926, une conférence intergouvernementale en vue de l'amélioration du système des passeports et de la création d'un fonds de roulement de 100.000 livres sterling au minimum, destiné à faciliter les migrations des réfugiés.

» L'arrangement international concernant les passeports, déjà conclu au moment où cette conférence s'est réunie, était, à cette date, adopté par quarante-six gouvernements en ce qui concerne les réfugiés russes, et par trente-quatre gouvernements en ce qui concerne les réfugiés arméniens ».

Le rapporteur a expliqué ensuite que les solutions envisagées sont maintenant de deux ordres : l'établissement des réfugiés arméniens qui se trouvent encore en Asie et qui sont au nombre de 90.000; et l'établissement des réfugiés dans des pays d'outre mer, comme l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et le Pérou qui ont fait des propositions.

Comme l'a montré, au cours de la discussion, M. Albert Thomas, directeur du Bureau International du Travail, la question prédominante est la question d'argent. Un appel a été adressé aux gouvernements en juin dernier. Il faut espérer qu'ils y répondront.

Dans la résolution qui fut soumise à l'Assemblée comme conclusion des débats un passage fut inséré « invitant instamment les gouvernements intéressés à faire connaître au Haut-Commissaire, aussitôt que possible, les mesures qu'ils sont disposés à prendre pour assurer les ressources nécessaires à l'établissement des réfugiés en provenance de leurs territoires ».

Le trafic de l'opium.

La cinquième commission a pris note en les approuvant, des travaux de la commission consultative du trafic de l'opium, dans sa neuvième session de janvier et février derniers. L'un des principaux résultats de cette réunion sera la préparation d'un ensemble de mesures pratiques en vue de réduire les drogues manufacturées aux quantités nécessaires aux besoins médicaux et scientifiques et en vue de réprimer la contrebande des stupéfiants. Une session extraordinaire a eu lieu dans ce but le 28 septembre.

Le rapporteur de cette question, Madame Larsen-Jahn, déléguée de la Norvège, a présenté son rapport à la commission qui l'a adopté.

Un autre aspect de ce problème est celui de la production de l'opium. La session de l'Assemblée de 1925 avait décidé d'envoyer en Perse des experts chargés d'y étudier la situation de la culture du pavot et les moyens de diminuer la production, en remplaçant cette culture par d'autres. Cette enquête dont la cinquième commission a discuté les résultats a abouti à l'adoption par le Gouvernement persan d'un programme suivant lequel les superficies affectées à la culture du pavot seront réduites de 10 p. c. par an, pendant une période de trois ans, après laquelle le Gouvernement étudiera de nouveau la situation et les effets de la réduction.

M. Veverka, délégué de la Tchécoslovaquie, fut nommé rapporteur de cette question.

Répression de la traite des femmes et des enfants.

La cinquième commission a examiné et approuvé les travaux du Comité de la traite des femmes et des enfants qui a tenu sa sixième session en avril dernier. Cette réunion s'est occupée surtout de l'étude d'un rapport envoyé par le comité spécial d'experts. Celui-ci a fourni des renseignements et a suggéré des mesures rigoureuses que les Gouvernements devraient adopter contre les trafiquants et les souteneurs étrangers. Il a aussi indiqué une série des prescriptions qu'il serait utile d'adopter dans tous les pays qui ne les ont pas encore adoptées, comme la surveillance des conditions dans lesquelles les jeunes filles de moins de 18 ans sont autorisées à se rendre à l'étranger avec des contrats d'engagement, et surtout l'adhésion des Gouvernements aux conventions et à l'accord international pour la répression de la traite des femmes et des enfants.

M. Portela, délégué de Cuba, présenta un rapport sur cette question et fit approuver une résolution qui remercie le comité d'experts et le prie d'examiner, dès qu'il sera possible, l'opportunité de recommander à tous les gouvernements l'abolition du système des maisons de tolérance.

Sixième commission.

Convention de l'esclavage.

La septième session ordinaire de l'Assemblée, l'année dernière, avait donné sa forme définitive à une convention de l'esclavage. Elle avait en même temps adopté une résolution par laquelle le Secrétariat général était chargé de demander aux divers Gouvernements intéressés les renseignements qu'ils pouvaient fournir au sujet de l'abolition progressive de l'esclavage et des conditions analogues à l'esclavage. Ce sont ces renseignements, et entre autres les documents émanant des Gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Éthiopie, de l'Inde, du Portugal et du Soudan, que la sixième commission a examinés.

Sir Hilton Young, délégué de l'Empire Britannique, nommé rapporteur, a caractérisé ainsi les débats :

« L'attention a été attirée sur une récente décision de la Cour plénière du Sierra-Leone qui a révélé soudainement une lacune regrettable dans la législation de ce Protectorat en ce qui concerne l'esclavage. La Commission a appris avec satisfaction qu'une ordonnance était actuellement préparée d'urgence afin de remédier à cette fâcheuse lacune dans la législation du protectorat et que le Conseil législatif du Sierra-Leone avait été convoqué en session spéciale pour mettre cette ordonnance en vigueur.

» On a exprimé l'espoir que le Gouvernement de l'Éthiopie serait en mesure de fournir à la Société des Nations des renseignements sur les mesures prises par lui pour abolir l'esclavage et la traite des esclaves en Éthiopie, et sur les résultats obtenus grâce à l'application de ces mesures.

» Un rapport émanant du Gouvernement éthiopien et transmettant des listes de personnes libérées de l'esclavage et des listes de personnes condamnées pour délits commis contre les lois du pays relatives à l'esclavage est parvenu à la Société des Nations, le 15 septembre 1927 ».

La convention n'avait été ratifiée, au début des travaux de la commission, que par quatorze États. Mais, dès la deuxième séance, M. Louwers, délégué suppléant de la Belgique, put annoncer comme imminente la ratification belge. Il a déposé en effet, quelques jours après, l'instrument de ratification au Secrétariat général. Les délégués de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Norvège et des Pays-Bas, firent des déclarations semblables. On peut donc considérer comme acquises, à l'heure actuelle, les ratifications de vingt États.

Système du vote unique transférable et principe de la représentation proportionnelle en vue de l'élection du Conseil.

M. Bech, délégué du Luxembourg, qui avait été nommé rapporteur, a exposé en ces termes les opinions émises à ce sujet pendant les discussions :

« La sixième commission a étudié le système du vote unique transférable, ainsi que le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

» D'accord avec les auteurs de la proposition, elle estime que, si le principe de la représentation proportionnelle devait être admis, le système du vote unique transférable constituerait une forme de la représentation proportionnelle susceptible d'être appliquée aux élections des Membres du Conseil. Mais elle est d'avis qu'il est nécessaire de continuer l'expérience du système en vigueur et qu'il ne

devrait y avoir aucun changement au mode de vote actuel jusqu'au moment où il apparaîtrait opportun de le remplacer.

« Si ce cas se présentait, l'étude qui a été faite du système du vote unique transférable aurait alors été très précieuse.

« Le sixième commission est donc d'avis que la documentation qui a été rassemblée sur cette question devrait être réservée pour un examen ultérieur éventuel. Les Membres de la Société des Nations qui désireraient compléter ladite documentation pourront utilement envoyer leurs informations au Secrétariat à cette fin ».

La sixième commission soumit à l'Assemblée la résolution suivante :

« L'Assemblée adopte le rapport de la sixième commission ».

Conférence des experts de presse.

La sixième commission avait été chargée d'examiner les travaux et les résultats de la conférence d'experts de presse qui s'est tenue, cette année, à Genève. Comme M. de Brouckère avait été chargé, à la session du Conseil de juin dernier, de présenter un rapport sur cette conférence, le président de la sixième commission le pria de faire un exposé à la commission.

M. de Brouckère rappela les deux points de l'ordre du jour de la conférence : 1° rechercher les moyens d'assurer la transmission plus facile et moins coûteuse des nouvelles, en vue de diminuer les chances de malentendu entre les peuples ; 2° discuter toutes questions professionnelles dont la solution pourrait aider à l'apaisement de l'opinion publique dans les différents pays. Il indiqua que les résolutions adoptées avaient recueilli l'unanimité, et il exposa quelques mesures pratiques à appliquer dès maintenant, entre autres dans le domaine de la réduction des tarifs télégraphiques et téléphoniques de presse.

M. de Brouckère fut chargé de présenter le rapport sur cette question à l'Assemblée plénière.

Mandats.

Le docteur Nansen, délégué de la Norvège, a exposé de la façon suivante les discussions qui ont eu lieu au sujet de cette importante question :

» La sixième commission a examiné une série de questions relatives à l'exécution des dispositions de l'article 22 du Pacte au cours de l'année écoulée, et elle a, dans ses délibérations, profité du concours du vice-président de la Commission permanente des Mandats, M. Van Rees.

» La Commission a constaté avec satisfaction que le Conseil, le 8 septembre 1927, avait approuvé un rapport soumis par le représentant des Pays-Bas et définissant en termes généraux la nature des rapports juridiques qui existent entre les Puissances mandataires et les territoires placés sous leur mandat ; elle estime que l'assemblée peut féliciter le Conseil d'avoir ainsi élucidé d'une manière satisfaisante un point important qui a donné lieu, dans le passé, à certaines complications d'un caractère nouveau.

» La Commission n'a pas tenté d'examiner séparément la situation dans les différents territoires sous mandat. Toutefois, son attention a été attirée sur certains aspects de la situation en Irak et en Syrie, et elle a pris acte avec satisfaction de la déclaration faite par le représentant de la Nouvelle-Zélande concernant les mesures spéciales que le gouvernement de ce pays est en train de prendre

afin de communiquer à la Commission des mandats des renseignements complets sur les difficultés qui se sont produites récemment dans le Samoa occidental.

» Il faut espérer que les Puissances mandataires et la Commission des mandats continueront à prêter une attention toute spéciale à un point, à savoir : qu'il est extrêmement important qu'il y ait, dans les territoires sous mandat, des fonctionnaires tout particulièrement qualifiés pour assumer les responsabilités qui leur incombent, en tant qu'agents chargés d'appliquer sur les lieux, les dispositions du Pacte et des mandats, des fonctionnaires pleinement conscients de la nécessité d'une compréhension sympathique de la psychologie des habitants, de l'administration indigène et du bien-être de la population indigène, ces conditions étant nécessaires à l'application effective des dispositions en question ».

Comme l'accroissement du trafic des spiritueux dans le Cameroun et le Togo avait été signalé à la Commission, celle-ci vota une résolution par laquelle elle prie le Conseil de demander à la Commission permanente des mandats de continuer à étudier de façon approfondie, en collaboration avec les Puissances mandataires, les causes de l'accroissement des importations de spiritueux dans le Cameroun et le Togo, et les mesures qui ont été prises pour remédier à cette situation.

TROISIÈME PARTIE.

ÉLECTION AU CONSEIL.

Interrompant les travaux des commissions, l'Assemblée a consacré la journée du 15 septembre à l'élection des membres non permanents du Conseil. Dans la séance du matin, il a été procédé au vote sur la demande de rééligibilité présentée par la Belgique. Cette demande avait été faite conformément aux dispositions de la résolution de l'Assemblée en date du 15 septembre 1926, qui est rédigée en ces termes :

« Un membre sortant ne pourra, pendant la période s'écoulant entre l'expiration de son mandat et la troisième élection en session ordinaire qui suivra, être réélu que si, à l'expiration de son mandat ou au cours de cette période de trois années, l'Assemblée, statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, décide préalablement qu'il est rééligible ».

Le président rappela en même temps que cette disposition de principe, les formalités du scrutin :

« L'Assemblée statue séparément sur chaque demande de rééligibilité et au scrutin secret. Le nombre des suffrages exprimés est déterminé par le total des bulletins, déduction faite des bulletins blancs ou nuls ».

Le scrutin donna les résultats suivants :

Nombre de suffrages exprimés	48
Majorité des deux tiers	32
Bulletins blancs ou nuls	0
Nombre de <i>oui</i>	29

Dès la proclamation du résultat, M. Vandervelde demanda la parole et prononça le discours suivant : « J'ai demandé la parole pour faire une très simple déclaration.

» Un certain nombre de nations avaient estimé qu'il pouvait être utile, notamment à l'application des accords de Locarno, que la Belgique restât, pour un

nouveau terme de trois années, au Conseil de la Société des Nations. La majorité de cette assemblée a été de cet avis; mais la majorité statutaire requise n'a pas été atteinte. Dans ces conditions, je tiens à dire deux choses :

» La première, c'est que la délégation belge est profondément convaincue que les votes négatifs qui viennent d'être émis l'ont été pour des raisons de principe respectables qui n'ont rien à voir avec les sentiments de l'Assemblée à l'égard de la Belgique.

» En second lieu, il est à peine besoin de le dire, le vote qui vient d'être émis n'empêchera pas la Belgique de continuer à apporter son concours le plus actif, le plus dévoué, le plus ardent à la grande œuvre de paix poursuivie par la Société des Nations ».

Ces paroles furent accueillies par des applaudissements unanimes. Les représentants de tous les États témoignèrent à la délégation belge la profonde impression qu'ils en avaient ressentie (1).

La séance de l'après-midi fut consacrée aux élections de trois membres non permanents du Conseil destinés à remplacer la Belgique, la Tchécoslovaquie et le Salvador qui, par l'effet de la règle de roulement admise l'année dernière, sortaient, cette année, du Conseil.

Les suffrages exprimés furent au nombre de 49, un de plus que le matin, parce que le délégué du Panama n'arriva à Genève qu'au moment du second scrutin.

La majorité absolue était donc de 25 suffrages.

Cuba en obtint 40, la Finlande 33, et le Canada 26.

Ces trois États furent proclamés élus membres non permanents du Conseil pour une période de trois années.

(1) Dans un article publié par la *Revue Générale*, le 15 octobre, M. J. Mélot, délégué suppléant, expose de la façon suivante les causes de ce vote :

« Plusieurs États ont voulu manifester qu'une limite de huit ans d'exercice ne pourrait jamais être dépassée, même dans un cas aussi intéressant que celui-ci. Les autres opposants, hostiles en principe à toute rééligibilité exceptionnelle, dont ils avaient combattu vivement l'idée, l'année dernière, n'ont pas voulu se déjuger, même en faveur de la Belgique.

» Toute autre explication, basée sur des sentiments d'animosité de pays à pays ou de personne à personne, est contraire à la réalité. L'intérêt de certains États à arriver au Conseil a pu cependant influencer leur décision, en leur permettant d'écarter dès maintenant un concurrent, ce qui amènera plus tôt leur tour d'élection. Déjà aux votes des quatre dernières années, la Belgique avait eu quelque peine à obtenir la majorité absolue, parce qu'un assez grand nombre d'États estimaient qu'elle avait atteint et même dépassé la limite de durée normale du mandat assigné à chacun. Les motifs dérivent donc à la fois d'un principe et d'un intérêt. Ils sont d'ailleurs moins importants que les conséquences. Celles-ci sont fâcheuses, non pas tant pour la Belgique qui pourra continuer à siéger au Conseil chaque fois, qu'il s'agira de questions la concernant de près ou de loin, que pour la cause de la Société des Nations en Belgique. Elle n'y était pas très populaire. L'exclusion du Conseil a produit une irritation d'autant plus vive qu'elle suivait de près l'accueil triomphal fait à l'Allemagne. Ce rapprochement était bien éloigné de l'idée des électeurs, mais quelle belle occasion pour les adversaires de la politique de Genève et de Locarno ! Aussi tous les États signataires des Traités de Locarno désiraient-ils le maintien de notre pays au Conseil, et la délégation allemande fut elle une des plus fermes à l'appuyer, comprenant que la réélection de la Belgique eût été une nouvelle consécration de la politique d'entente mutuelle que l'Allemagne affiche, si elle ne l'applique pas toujours. »

QUATRIÈME PARTIE.**ADOPTION DES RAPPORTS DES COMMISSIONS
EN ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE.**

Au fur et à mesure que les Commissions ont terminé leurs études de l'un des points de leur ordre du jour, elles adressent leurs conclusions sous forme de projets de résolutions, à l'Assemblée plénière. Le Rapporteur qu'elles ont élu pour chaque question traitée, expose à la tribune les échanges de vues auxquels elle a donné lieu et la solution recommandée. L'Assemblée dont les délégués ont déjà eu l'occasion de manifester leurs sentiments en Commissions, se contente presque toujours d'adopter les conclusions présentées, soit sans observations, soit après quelques remarques, lorsque le sujet a suscité des controverses et n'a été réglé que par des concessions mutuelles.

Aucune des résolutions prises par les six Commissions, et dont le résumé figure plus haut, n'a été combattue en Assemblée plénière. Cependant, une demande de crédit supplémentaire, faite par la première Commission, pour la codification du droit international, et refusée par la quatrième Commission, a été reprise en séance plénière contrairement aux conclusions de la quatrième Commission, et renvoyée à celle-ci qui a fini par donner satisfaction en admettant la possibilité d'un virement dans le budget.

Il ne reste donc à signaler dans cette dernière partie, que les interventions qui ont apporté aux débats un point de vue nouveau ou qui ont acté un fait d'importance.

Parmi ces derniers, il convient de noter le don de deux millions de dollars fait à la Société des Nations par M. John D. Rockefeller pour la fondation et la dotation de la nouvelle bibliothèque. Des remerciements chaleureux ont été adressés au donateur par le président de l'assemblée, par M. Molta, président de la Confédération suisse, par les présidents de la Commission financière, et de la Commission de contrôle.

Le vote de la déclaration relative aux guerres d'agression, présentée par M. Sokal, au nom de la Pologne, revêtit une certaine solennité. L'auteur lui-même en lut d'abord les deux parties : « 1° Toute guerre d'agression est et demeure interdite. 2° Tous les moyens pacifiques doivent être employés pour le règlement des différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre les États. » Puis le président, conformément à une décision prise par le bureau de l'assemblée, procéda au vote par appel nominal des États représentés. L'unanimité put ainsi ressortir avec plus d'éclat et avec une participation plus clairement manifestée par chaque délégation.

Les autres résolutions présentées par M. de Brouckère, au nom de la troisième commission, furent aussi adoptées unanimement, après des discours où de nombreux représentants d'États, et entre autres MM. Loudon, Stresemann, Lord Onslow, Paul-Boncour exposèrent les vues de leurs gouvernements respectifs, dont il a déjà été question plus haut.

En ce qui concerne la codification du droit international, M. Politis, rapporteur, fit adopter les résolutions dont il a été parlé ci-dessus (première commission), après un exposé insistant sur l'importance que cette œuvre présente pour l'organisation de la paix.

Dans son discours de clôture, le président marqua en termes élevés les principaux caractères de la session. Celle-ci se termina le 27 septembre, après vingt-deux séances plénières.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 NOVEMBER 1927.

VERSLAG

over den achtsten gewonen zitting van de vergadering
van den Volkenbond in September 1927.

MIJNE HEEREN,

Luidens artikel één van het huishoudelijk reglement van de Vergadering van den Volkenbond, vergadert deze elk jaar van rechtswege te Genève, den eersten Maandag van September. Zij heeft dus te beginnen van 5 September haren achtsten jaarlijkschen zitting gehouden en zij heeft hem tot den 27^e derzelfde maand verlengd. Negen-en-veertig Staten hadden er hunne afgevaardigden naar toegezonden.

Volgens het gebruik, werden de twee eerste zittingen besteed aan de verkiezing van den voorzitter, de ondervoorzitters en aan de samenstelling der commissies. De heer Guani, vertegenwoordiger van Uruguay, werd tot voorzitter der Vergadering verkozen.

De eerste Commissie, die zich bezighoudt met de juridische en constitutioneele kwesties, verkoos den heer Adatei, vertegenwoordiger van Japan, tot voorzitter.

De tweede (technische inrichtingen) den heer Dandurand, vertegenwoordiger van Canada.

De derde (vermindering der bewapening) den heer Benes, vertegenwoordiger van Tsjecho-Slowakije.

De vierde (begrooting en financieele vraagstukken) den heer van Eysinga, vertegenwoordiger van Nederland.

De vijfde (maatschappelijke en algemeene vraagstukken) den heer Hambro, vertegenwoordiger van Noorwegen.

De zesde (politieke vraagstukken) den heer Bech, vertegenwoordiger van het Groothertogdom Luxemburg.

De Commissie der dagorde verkoos tot voorzitter den heer de Brouckère, vertegenwoordiger van België.

De Voorzitters der aldus samengestelde zeven commissies maken deel uit van het bureel der vergadering in de hoedanigheid van ondervoorzitters. Bovendien worden door de Vergadering elk jaar rechtstreeks zes andere ondervoorzitters gekozen, die voor dezen zitting waren : de heeren Scialoja (Italië), Briand (Frankrijk), Sir Austen Chamberlain (het Britsche Rijk), Stresemann (Duitschland), Nemours (Haïti) en Mensdorff (Oostenrijk).

De heer Motta, president van den Zwitserschen Bond en eerste afgevaardigde van Zwitserland, werd tot eerelid van het Bureel der Vergadering uitgeroepen.

De Belgische afvaardiging bestond dit jaar uit den heer Vandervelde, Minister van Buitenlandsche Zaken die gedurende zijn verblijf te Genève, tot 19 September, eerste afgevaardigde was, en uit de heeren de Brouckère, werkelijken eersten afgevaardigde, burggraaf Poulet, werkelijke tweeden afgevaardigde en Paul Janson, werkelijken derden afgevaardigde.

De plaatsvervangende afgevaardigden waren de heeren J. Melot, H. Rolin en Louwers.

België was in de Commissies als volgt vertegenwoordigd :

Eerste Commissie : de heer Paul-Émile Janson ; de heer H. Rolin, plaatsvervanger ;

Tweede Commissie : de heer de Brouckère ; de heer H. Rolin, plaatsvervanger ;

Derde Commissie : de heer de Brouckère ;

Vierde Commissie : de heer J. Melot ;

Vijfde Commissie : de heer Paul-Émile Janson ;

Zesde Commissie : de heer burggraaf Poulet ; de heer Louwers, plaatsvervanger.

EERSTE DEEL.

ALGEMEENE BESPREKING IN ALGEMEENE VERGADERING.

Overeenkomstig het gewoonlijk gevolgde gebruik werd de eerste week van den zitting besteed aan de bespreking van het verslag dat de werkzaamheden van den raad, van de conferenties, de commissies en van het Secretariaat-generaal, sedert de laatste vergadering van den Volkenbond, samenvat. De vertegenwoordigers der Staten vinden bij dit omstandig onderzoek de gelegenheid om in publieke redevoeringen hunne gevoelens over de gedurende het verlopen jaar gevolgde algemeene politiek of hunne meeningen aangaande zekere vraagstukken waarin zij bijzonder belang stellen uiteen te zetten.

1. Het vraagstuk der ontwapening.

De aandacht der achtste vergadering werd vooral gaande gehouden door de kwestie der ontwapening. Niettegenstaande al het werk verricht door de voorbereidende commissie der ontwapening, waarin, naast de h. h. Benès, Paul Boncour, Lord Robert Cecil, enz. de afgevaardigde van België een belangrijke rol speelde, kon de ontwapeningsconferentie, die in den loop van het jaar 1927 gehouden moest worden en welke deze commissie tot doel had voor te bereiden, niet bijeengeroepen worden, wegens de meningsverschillen die zich geopenbaard hebben. Van den anderen kant heeft de conferentie voor de vlootbeperking van het Britsche Rijk de Vereenigde Staten en Japan, welke dit jaar bijeenkwam buiten den Volkenbond om, geen uitslag opgeleverd. Alhoewel de zitting van de voorbereidende commissie vruchten heeft afgeworpen, aangezien zij heeft toegelaten dat men zich van vage formules losmaakte om een mogelijk plan aan te duiden, had hare gedeeltelijke mislukking de Staten waaruit de Vergadering bestaat, nochtans bezorgd gemaakt. Jonkheer Beelaerts van Blokland, eerste afgevaardigde van Nederland en Minister van Buitenlandsche Zaken beantwoordde op 6 September aan deze bezorgdheid door een ontwerp van besluit in te dienen, waarin hij, overwegend dat het van het grootste belang is dat de Vergadering de werkzaamheden van de voorbereidende commissie bevordert, vroeg de studie der grondbe-

ginselen van het protocol van Genève en de besluiten van het verslag der voorbereidende commissie naar de commissies der vergadering te verzenden.

De gedachte, welke tot dit voorstel aanleiding had gegeven, namelijk dat het door de voorbereidende commissie begonnen werk niet zou worden opgegeven, maar integendeel actief zou worden voortgezet, vindt men terug in het meerendeel der redevoeringen. De heer Erich, afgevaardigde van Finland, legde nadruk op de verplichtingen van het pact te dien opzichte en op de noodzakelijkheid de studies voort te zetten. De heer Cielens, afgevaardigde van Letland, zich beroepend op zijne hoedanigheid van vertegenwoordiger eener kleine mogendheid, wees er op hoe weinig de veiligheid nog verzekerd is en vroeg de herneming van het onderzoek der beginselen van het protocol. De heer Löfgren, afgevaardigde van Zweden, voegde bij deze overwegingen een beroep op de groote militaire mogelijkheden, ten einde de officieele politiek hunner regeeringen met de door den Volkenbond aanvaarde beginselen in overeenstemming te brengen. De heer Moltesen, afgevaardigde van Denemarken, herinnerde aan de tegenover de openbare meening der geheele wereld aanvaarde verantwoordelijkheid en aan de op alle Staten, groote en kleine, rustende verplichting om uit den neteligen toestand te geraken waarin de Volkenbond zich vastgewerkt had op den weg naar de ontwapening.

Tot dan toe hadden de uitgedrukte meeningen vooral het ongeduld en een zekere ontgoocheling weergegeven van de kleine Staten, welke de ontwapeningsgedachten spoedig tot een resultaat wenschen te zien komen. De heer Adatei, afgevaardigde van Japan, was de eerste, terwijl hij de verzekering van de oprechte en eerlijke medewerking van zijn land aan het werk der ontwapening hernieuwde, om er de uitgebreidheid en het complexe karakter van te doen uitkomen en om voor zijne verwezenlijking, evenals voor elk ander groot menscheijk werk, geduld, volharding en de kostbare medewerking van den tijd te vragen. Deze gedachte werd den volgenden dag overgenomen en ontwikkeld door den heer Politis, afgevaardigde van Griekenland, die in 1924 een der vurigste verdedigers van het protocol geweest was. Hij beweerde dat men dezes zaak slecht zou dienen en bijgevolg die van de arbitrage en de ontwapening, indien men trachtte het bij gedeelten te hernemen, zooals de afvaardiging van Nederland het voorstelde. De tijden zijn volgens hem nog niet rijp; het is verstandig te wachten, te wachten met ongeduld, overtuigd dat de openbare meening weldra tot rijpheid zal komen, en dat alsdan het protocol in de internationale praktijk zal overgaan. Dat was niet de meening van graaf Apponyi, afgevaardigde van Hongarije, die denzelfden dag sprak. Hij verklaarde dat de Volkenbond bankroet zou gaan, indien deze er niet in slaagde het vraagstuk der algemeene ontwapening, dat hij zelf in zijn pact heeft neergelegd, op te lossen. Volgens hem moet men reeds de buitengewone traagheid, waarmede de oplossing gezocht wordt, op het passief van den Bond schrijven.

Op 9 September deed de heer Vandervelde, sprekend in naam der Belgische Regeering, aan de Vergadering het Belgische standpunt kennen. Hij herinnerde er aan dat ons land zich bij al de initiatieven, die sedert 1914 gestreefd hebben naar de toepassing der beginselen van het protocol, heeft aangesloten, en dat het niet alleen in de verdragen van Locarno een eindpaal gezien heeft, dat de kostbaarste waarborgen voor zijne onafhankelijkheid gaf, maar ook een vertrekpunt naar de uitbreiding der verkondigde grondbeginselen. Hij gaf aan de vergadering de verzekering zijner gansche sympathie voor de poging gedaan ten einde aan de grondbeginselen van het protocol nieuwe toepassing te geven. Hij raadde aan met

voorzichtigheid, maar vastberaden, voort te gaan op den weg naar de ontwapening en de moreele en juridische verplichtingen, die de Volkenbond in dit opzicht heeft aangegaan, niet te vergeten. Denzelfden dag beijverde de heer Lange, afgevaardigde van Noorwegen, zich meer in het bijzonder om op zekere door den heer Politis in zijne redevoering ontwikkelde gedachten te antwoorden. Hij bestreed vooral den grondregel van alles of niets: noch schijf, noch gedeelte, noch zelfs een stap naar het systeem van het protocol. De gedachte van een onverbreekbaren cyclus gevormd door arbitrage, veiligheid, ontwapening, gecodificeerd volkenrecht, buiten welken cyclus men niet zou mogen gaan, schijnt hem te streng. Hij heeft dus zijn stem gegeven aan het voorstel van Nederland.

Tot dan toe hadden noch Duitschland, noch Italië, noch Frankrijk, noch Groot-Brittannië openlijk aan de vergadering hun gevoelen doen kennen betreffende de wijze waarop zich het vraagstuk van de ontwapening stelde en aangaande de voorstelling die zij zich maakten van de hervatting der beginseelen van het protocol. De heer Stresemann verklaarde zich daaromtrent den 9 September. Hij bracht zijne volledige toetreding tot de gedachte het verbod uit te roepen van zijne toevlucht tot het geweld en tot den aanvalsoorlog te nemen. In zijn antwoord aan den heer Politis, verklaarde hij dat een plechtig besluit van dien aard, genomen door de in de vergadering vertegenwoordigde volkeren, zoo belangrijk zou zijn als juridische formules, want het zijn niet de voorschriften alleen die den vrede stichten, maar de geest der volkeren en het geweten hunner verantwoordelijke leiders. Wat de ontwapening betreft, drong hij aan op hare spoedige verwezenlijking, terwijl hij aan de belofte van het pact herinnerde waarin, zegde hij, de ontwapening der in den oorlog verslagen volkeren de voorafgaande voorwaarde van de toekomstige algemeene ontwapening moest zijn. Onder de toejuichingen van heel de Vergadering, gaf hij kennis van de toetreding van Duitschland tot de facultatieve bepaling van het Bestendige Hof van Internationale Justitie, betreffende de verplichtende arbitrage; ten slotte veroordeelde hij het toenemen van den haat en van de niet te rechtvaardigen nationalistische driften die zich niet boven de grenzen van de eigen nationaliteit kunnen verheffen en niet ophouden wanklanken te laten hooren. Onmiddellijk daarna legde de heer Sokal, afgevaardigde van Polen, een sedert verschillende dagen aangekondigd voorstel neer, waardoor de vergadering, willende een voor den vooruitgang der ontwapening gunstige atmosfeer van algemeen vertrouwen scheppen, plechtig zou verklaard hebben dat elke aanvalsoorlog verboden is en blijft, en dat alle vreedzame middelen voor de regeling der geschillen moeten gebruikt worden.

De heer Scialoja, afgevaardigde van Italië, bestreed het voorstel van den heer Sokal. Wenschen van dien aard zijn, volgens hem, gevaarlijk. Zij bevatten minder dan artikel 10 van het Pact dat niet alleen den aanvalsoorlog veroordeelt, maar bovendien sancties voorziet. Ten wille van zijn aanzien moet de Volkenbond zich onthouden van onnoodige manifestaties en moet hij vermijden, in de plaats van vraagstukken op te lossen, aan het publiek te doen gelooven dat men ze opgelost heeft.

Deze zienswijze van Italië werd niet gedeeld, den volgende dag, door den heer Briand, eerste afgevaardigde van Frankrijk, die beroep deed op de vergadering opdat ze haar vertrouwen in de verwezenlijking der ontwapening zou bevestigen. Er dient volhard te worden tot het werk voltooid is. In zijn antwoord aan den heer Scialoja, deed de heer Briand opmerken dat, zelfs indien het slechts gaat om een platonische wensch, deze niet overbodig is omdat hij weerklank in het

geweten der menschen opwekt. Het is van nut dat men een grooten drang naar den vrede door arbitrage uit de besprekingen der vergadering voelt opgaan.

Tot op dat oogenblik had het voorstel om het werk der ontwapening te hernemen volgens de beginselen die den grondslag van het protocol gevormd hadden, de toetreding ontvangen van het meerendeel der afgevaardigden die het woord ter vergadering genomen hadden. Zij die bezwaren geopperd hadden, zooals de heeren Politis en Scialoja, hadden zulks niet gedaan uit onverschilligheid tegenover het protocol, maar wel integendeel door eene schier vaderlijke gehechtheid aan dit laatste, in de vrees dat men door de studie van een afzonderlijk gedeelte ervan, ten slotte ertoe komen zou het geheel te verbrokkelen. Met Sir George Foster Pearce, afgevaardigde van Australië, dien de vergadering na den heer Briand hoorde, begon het principieel verzet. Volgens hem, indien men het door de afvaardiging van Nederland gedane voorstel aannam, en indien men de beginselen van het protocol opnieuw begon te bespreken, zou dit de indruk verwekken dat de vergadering haar plan van ontwapening door achtereenvolgende overeenkomsten zou laten varen, om tot eene verouderde formule terug te keeren. Deze onzekerheid, dit gebrek aan vertrouwen in den nieuwen weg dien men opgegaan was, zou een stap achteruit beteekenen, want het is volstrekt niet zeker dat het protocol het ideaal van volmaaktheid uitmaakt, dat sommigen er meenen in te zien.

Dit verzet aangeteekend door een der Britsche Dominions, ging onmiddellijk de rede vooraf waardoor Sir Austen Chamberlain de meening van Groot-Britannië deed kennen. Na verklaard te hebben dat zijn land voor geen enkel ander onderdoet wat betreft den wensch een werkelijke en belangrijke vermindering der bewapening te zien geschieden, en na eraan herinnerd te hebben dat het Britsche leger teruggebracht is tot lagere effectieven dan de vóóroorlogse, gaf de afgevaardigde van het Britsche rijk te kennen, dat dit laatste slechts verbintenissen wil aangaan die het houden kan. Het heeft de verplichtingen van het pact en deze van Locarno ondertekend. Het zal er getrouw aan blijven zooals het trouw gebleven is aan het verdrag waarbij de onafhankelijkheid van België gewaarborgd werd. Men vraagt thans meer te doen en eene verbintenis van universeele veiligheid aan te gaan; dit kan het niet doen, want zulks zou gelijk staan met de verbrokkeling van het Britsche Rijk te vragen. Sir Austen Chamberlain verklaarde zich dus tegen het voorstel van Nederland; niet uit vijandschap tegen het werk der ontwapening die hij vurig verlangt, maar omdat het hem onmogelijk schijnt terug te keeren tot de bespreking der beginselen van het protocol, zonder aanleiding te geven tot bewogen debatten in den schoot der vergadering.

Deze redevoering die een onwrikbaar verzet tegen het voorstel van Nederland deed voorzien en misschien de onmogelijkheid om dit voorstel te verzenden naar de derde commissie waar het in bijzonderheden moest besproken worden, bracht de Nederlandsche afvaardiging ertoe den aan de vergadering onderworpen tekst te wijzigen. Zij zag af van de toespeling op de beginselen van het protocol en verving ze door een herinnering aan de in het Pact uitgedrukte beginselen. Jonkheer Beelaerts van Blokland verklaarde, dat ten einde de opwerpingen van den afgevaardigde van het Britsche Rijk uit den weg te ruimen, hij de volgende redactie voorstelde :

« De Vergadering overtuigd zijnde dat zonder de besprekingen betreffende het protocol van Genève van 1924 te heropenen, het wenschelijk is na te gaan of het oogenblik niet gekomen is om de studie te hernemen van de beginselen der ontwapening, der veiligheid en der arbitrage die in het pact uitgedrukt zijn :

» Overwegende dat het van het grootste belang is dat de vergadering de werkzaamheden van de voorbereidende commissie van de conferentie der ontwapening zou aanmoedigen ;

» Besluit de studie der bovenvermelde beginselen en de hoofdstukken van het verslag en van het aanvullend verslag over het werk van den Raad en van het Secretariaat, die betrekking hebben op de ontwapening, naar de derde Commissie te verzenden ».

De bespreking in algemeene vergadering van het werk der ontwapening en van de aan de afgevaardigden onderworpen voorstellen was den 13^e September geëindigd. De heer Motta, vertegenwoordiger van Zwitserland, bracht de toetreding van zijn land tot de pogingen gedaan om de werkzaamheden der voorbereidende Commissie te bespoedigen. De heer Dandurand verklaarde, in naam van Canada, dat indien dit land het protokol verworpen had, zulks geschiedde omdat het heeft moeten rekening houden met de gevolgen van zijn toestand van gebuur der Vereenigde Staten die geen deel uitmaken van den Volkenbond ; hij beloofde evenwel aan de vergadering zijne medewerking voor de uitbreiding der beginselen van arbitrage. Eindelijk, heeft de heer Villegas, afgevaardigde van Chili, na herinnerd te hebben aan het deel genomen door den Staat, die hij vertegenwoordigd, aan de opzoeeking eener oplossing van het vraagstuk van de beperking der bewapening, zijnen steun toegezegd aan de beginselen der Nederlandsche en Poolsehe voorstellen.

De debatten in algemeene vergadering over dit vraagstuk, een der belangrijkste die voor den Volkenbond gebracht werden, hebben duidelijk den wil getoond om, niettegenstaande de onvernijdelijke hindernissen, het werk der vermindering en beperking der bewapening, dat door de voorbereidende Commissie begonnen was, voort te zetten.

Na deze voorafgaande gedachten wisseling, verzond de vergadering het onderzoek der voorstellen, naar hare derde Commissie, met de opdracht ze grondig te bestudeeren.

II. — *De Economische Conferentie.*

Indien het vraagstuk der ontwapening aanleiding gegeven heeft tot redevoeringen die soms met elkaar in tegenspraak kwamen, was dit niet het geval met de Economische Conferentie waarvan de uitslagen eenparigen lof ontvingen. Het zou nutteloos zijn al de redenaars op te noemen die gewezen hebben op de vruchtbare werkzaamheden dezer groote Internationale Vergadering, die er hunne goedkeuring aan gehecht hebben en de verzekering gegeven hebben dat zij zich zouden gedragen naar de aanbevelingen gegeven door deze raadpleging van hoogstaande specialisten ; het zal echter wellicht van belang zijn enkele algemeene beschouwingen aan te halen.

De afvaardigingen van Europa en Azië schijnen een heel bijzonder belang aan de Economische Conferentie gehecht te hebben. De redenaars dezer twee werelddeelen hebben de aandacht gevestigd op de draagwijdte die de in 't licht gestelde beginselen zullen kunnen hebben, indien ze door de Staten toegepast worden.

Sir Edward Hilton Young, afgevaardigde van het Britsche Rijk, heeft zijne geheele redevoering van 8 September gewijd aan de studie dezer internationale vergadering. De lof die hij uitgebracht heeft over het voorzitterschap van den heer Thennis dient onthouden te worden, omdat hij met juistheid de actie van onzen landgenoot kenschetste, wanneer hij verzekerde dat deze meer dan ooit de

de erkentelijkheid van den Volkenbond verdiend om de debatten met zulk volkomen gezag en zulk een tact geleid te hebben.

Deze lofbetuigingen gingen gepaard met die welke de aanstichter der Conferentie, de heer Loucheur, afgevaardigde van Frankrijk, verdient. Na de vreugde uitgedrukt te hebben die Groot-Britannië gevoelt naar aanleiding van het verkondigen der beginselen van vrijhandel die dit land voorstaat, heeft Sir Edward Hilton Young, aangetoond, eenerzijds het verband dat bestaat en meer en meer zal bestaan, indien men er op waakt, tusschen de uitslagen van de economische Conferentie en het werk volbracht om den wereldvrede te verzekeren, en anderzijds de op economisch gebied steeds toenemende onderlinge afhankelijkheid tusschen al de volkeren, in zooverre dat de voorspoed van elk hunner den voorspoed van al de andere verhoogt en dat bij terugslag de ondergang van een volk den voorspoed der andere vermindert.

Sommige Staten hebben bijzonder aangedrongen op de noodzakelijkheid de uitslagen der Conferentie toe te passen. Welke uitslagen de heer Vandervelde in zijne redevoering door de formule « eene beperking van den vooruitgang van het protectionistisch nationalisme » bepaald heeft. De afgevaardigden van Finland, Zweden, Noorwegen, alsof zij zich het wachtwoord gegeven hadden, hebben voor de verwezenlijking der verkondigde beginselen van vrijhandel gepleit, en hebben verzekerd dat hunne regeeringen in alle oprechtheid zouden trachten ze toe te passen. De afgevaardigde van Nederland, Jonkheer Beelaerts van Blokland, alhoewel hij de uitslagen loofde, heeft voorbehoud gemaakt omtrent de jongste ontwikkeling van het internationaal economisch leven die, volgens hem, geene duidelijke neiging aangetoond heeft om zich te voegen naar de aangenomen beginselen. Een Staat, heeft hij er bijgevoegd, kan niet alleen vooruitgaan. Indien de andere Staten hen niet volgen, zou het oogenblik kunnen aanbreken waarop hij zich zou moeten afvragen of zijn nationaal belang hem niet zou verplichten zich te gedragen, ondanks hemzelf, naar de vereischten eener politiek die hij als noodlottig beschouwt en die Genève afgekeurd heeft. Deze bedekte verwittiging werd in krachtige bewoordingen hernomen door Graaf Apponyi, afgevaardigde van Hongarije, die heeft doen opmerken dat de uitstekende aangenomen besluiten nog niet verwezenlijkt werden in de beslissingen der verschillende Staten. Evenwel heeft de heer Stresemann, afgevaardigde van Duitschland, er aan gehouden een practischen uitslag te onderlijnen. Hij heeft verklaard dat het sluiten van het Fransch-Duitsch handelsverdrag merkkelijk vergemakkelijkt werd door de samenwerking in den schoot der conferentie en door de gedachten die daaruit ontstaan zijn.

Japan, waarvan het gevoelen op welsprekende wijze door den heer Adatei uitgedrukt werd, oordeelt dat de toepassing van de door de Conferentie aangenomen aanbevelingen het begin van een nieuw tijdperk in het economisch leven der wereld zou uitmaken. Dit is ook de meening van Indië dat deze beginselen reeds toegepast heeft. Wat Perzië betreft, dit land heeft, evenals Australië, een belangwekkend voorbehoud gemaakt. Zijn afgevaardigde heeft gevraagd, ten einde de harmonische ontwikkeling der voortbrengst te verzekeren, dat het Aziatisch vasteland niet meer alleen als een markt zou beschouwd worden, want zijne verschillende volkeren streven er naar elk een bron van voortbrengst te zijn, op voet van gelijkheid met de andere volkeren handel te drijven, vrij in hunne tarieven en vrij op zee te zijn.

De afgevaardigde van Australië heeft verklaard dat zijn land zich het recht voorbehoudt zijn economisch en nationaal leven naar eigen goeddunken te vrij-

waren, want het kan er zich niet mede vergenoegen als houthakker en waterdrager te dienen voor de andere Staten der wereld.

Onder de landen van Zuid-Amerika heeft Chili, in wiens naam de heer Villegas gesproken heeft, de uitslagen der Economische Conferentie als het begin eener nieuwe activiteit voor den Volkenbond begroet.

III. — *De codificatie van het Volkenrecht.*

Volgens den afgevaardigde van Columbia, den heer Urentia, kan men dezen naam geven ofwel aan het streven om de beginselen van internationale justitie in positieve regelen om te zetten, ofwel aan de volmaking van dit recht, ofwel ten slotte aan eene ware hervorming van het volkenrecht. Het vraagstuk is onderworpen aan de beraadslagingen van den Bond die de zorg eener progressieve codificatie aan een Comité van experts toevertrouwd heeft.

De afvaardigingen van Zuid-Amerika hebben eene bijzondere reden om bijzonder belang te stellen in deze werkzaamheden die overigens door de specialisten der rechtsgeleerdheid van de heele wereld gevolgd worden. De pogingen der Amerikaansche Staten ten gunste dezer codificatie werden namelijk, meer dan eene eeuw geleden, op het congres van 1826, door den President van Columbia, Bolivar begonnen. Reeds in 1889 werd een akkoord over het internationaal privaatrecht te Montevideo onderteekend, en eindelijk heeft in 1923 de vijfde Pan-Amerikaansche Conferentie te Santiago de Chili eene Commissie van rechtsgeleerden heringericht die gelast is zich met dit vraagstuk bezig te houden.

Al de afgevaardigden, die deelgenomen hebben aan de bespreking, hebben het Comité van experts gelukgewenscht om het reeds volbrachte voorbereidend werk. Zooals de heer Moltesen, afgevaardigde van Denemarken, het zeer goed heeft aangetoond, is het noodig verder te gaan omdat de codificatie van het volkenrecht één der bijzonderste elementen is van het behoud van den vrede. Zij is ook eene noodzakelijke voorwaarde om het Hof van Internationale Justitie in staat te stellen aan zijne besluiten een duurzaam en stevigen grondslag te geven.

De afgevaardigden van Noorwegen en van Paraguay hebben aangedrongen op de belangrijkheid dezer studiën, en deze laatste, de heer Caballero, heeft een ontwerp van besluit neergelegd bestemd om een algemeen en synthetisch plan van codificatie te voorzien.

Zooals verder zal aangeduid worden, werden de verschillende zijden van dit vraagstuk aan de eerste Commissie onderworpen.

IV. — *Kritiek over het werk van den Raad.*

De kritieken werden dit jaar op de tribune met meer kracht en vrijheid dan vorige jaren geuit. De Scandinafsche landen hebben zeer vrijmoedig hunne gevoelens daaromtrent uitgedrukt. De heer Löfgren, afgevaardigde van Zweden, heeft verklaard dat « de klaarblijkelijke passiviteit die de politieke werkzaamheid van den Raad gedurende het verlopen jaar kenschetste niet nagelaten heeft een zeker gevoel van ontgoocheling te doen ontstaan ». Hij zou een meer nauwkeurige reglementeering van de bemiddelingsprocedure van den Raad wenschen. Men zou dan weten wanneer de raad van ambtswege moet optreden in geschillen gelijk deze welke in den loop van verleden jaar natiën verdeeld hebben en waarin hij het niet wenschelijk geacht heeft tusschenbeide te komen. Spreker heeft eveneens zijne afkeuring uitgesproken over de vermeerdering van het aantal leden

van den Raad, die verleden jaar verwezenlijkt werd. De ondervinding van een jaar die men er nu mede gedaan heeft, is, volgens hem, niet van aard om de vrees te doen verdwijnen van hen die voorzagen dat, dank zij dezen maatregel, de gewichtige politieke aangelegenheden zouden onttrokken worden aan de beslissing van den Raad en overgedragen aan een intiem kring van vertegenwoordigers van zekere mogendheden.

De heer Hambro, afgevaardigde van Noorwegen, heeft nog met meer kracht op deze beschouwingen gesteund. Hij heeft den indruk dat « er in den schoot van den Raad een Opperste Raad tot stand gekomen is die terzelfder tijd als de Raad, maar met gesloten deuren, vergadert om de vraagstukken te bespreken die eerst later aan den eigenlijken raad onderworpen worden ». Hij verwijt ook aan de Regeeringen dat zij eene te ruime plaats laten aan het diplomatieke element in hunne afvaardigingen, en ten slotte spreekt hij er zijne verwondering over uit dat de raad niet antwoordt op de kritieken die tegen hem worden uitgebracht : « Wij stellen vragen waarop niet wordt geantwoord; wij bespreken het werk van den Raad en de Raad zelf spreekt geen woord; wij slaken kreten midden in eene doodsche stilzwijgendheid... ».

Deze laatste bemerking is weinig gewettigd, want ieder jaar hebben leden van den Raad zich integendeel ingespannen om op de uitgebrachte opmerkingen te antwoorden. Dit jaar nog hebben twee Staten, bestendige leden van den Raad, Frankrijk en het Britsche Rijk, dienaangaande uitleg verstrekt. De heer Briand heeft een gedeelte der redevoering, waarvan hierboven spraak geweest is, gewijd aan het weerleggen der zoogenaamde mysterieuze besprekingen tusschen de groote mogendheden. Hij heeft doen opmerken dat er voor de te Geneve aanwezige Ministers van Buitenlandsche Zaken niets natuurlijker is dan dat zij zich met elkaar onderhouden, om hunne aangelegenheden in het belang van eenieder te regelen, en hij heeft de verzekering gegeven dat noch hij zelf noch zijne collega's er ooit aan gedacht hebben zich aan de werking van den Volkenbond te onttrekken. Zij hebben zich integendeel steeds ingespannen om de hinderpalen op zijn weg te verwijderen.

In de redevoering die hij denzelfden dag uitsprak, voegde Sir Austen Chamberlain daar eene beschouwing over hetzelfde punt aan toe. Andere leden van den Bond, zegde hij, mogen onder elkaar vergaderen als het hun bevalt, en dit vindt men geheel natuurlijk. Waarom dan alleen aan de groote mogendheden verbieden hetzelfde te doen met een vriendschappelijk doel en voor het welzijn van den Volkenbond, dat hun hoofddoel is.

Alhoewel hij geen deel uitmaakt van den Raad, had de heer Politis, afgevaardigde van Griekenland, gemeend den Raad te moeten verdedigen tegen het verwijt dat hij de regeling der ernstige internationale geschillen van het jaar niet op zich genomen. Volgens hem zou dit verwijt gegrond zijn indien de bij een geschil betrokken Staten belet of verhinderd geweest waren in hun wensch bij den Raad het onthaal te vinden waarop zij volgens het Pact recht hebben. Het zou eveneens gegrond zijn indien de Mogendheden die den meesten invloed uitoefenen op de verlere ontwikkeling van den Bond, verkozen hadden hun eigen zaken door middel van rechtstreeksche besprekingen te regelen, wanneer het belang van den vrede door een rechtstreeksche actie van den Raad beter ware gediend geweest. Maar geen der aangehaalde voorbeelden valt onder de eene of de andere van deze beide onderstellingen. Het verwijt is dus niet gegrond. De toevlucht tot den Raad dient te worden beschouwd als het uiterste middel, enkel ingeval de gewone diplomatieke middelen niet hebben kon en helpen.

Deze van weerskanten met de meeste oprechtheid verstrekte uitleggingen hebben blijkbaar de malaise die bij de eerste zittingen der Vergadering geheerscht had, zooniet verwijderd dan toch verminderd. Niettemin schijnt de stemming uitgebracht door de Vergadering over de herkiesbaarheid van België, grootendeels eene nieuwe uiting geweest te zijn van de geestesgesteldheid die zich van het begin af had laten gevoelen.

TWEEDE DEEL.

WERKZAAMHEDEN DER COMMISSIES.

Eerste Commissie.

Het eerste voorwerp aan de dagorde der juridische Commissie had betrekking op de onder voorbehoud van latere bekrachtiging gegeven toetredingen tot de Internationale Overeenkomsten. Het is eene nogal algemeene praktijk vanwege de Staten geworden toetredingen onder dit voorbehoud te geven. Twee-entwintig volkeren zijn aldus tot verschillende overeenkomsten toegetreden. Welke waarde hebben toetredingen van dien aard?

Volgens een zeker getal afgevaardigden, hebben ze geen waarde op juridisch gebied, terwijl de zonder eenige voorwaarde gegeven toetreding een volkomen waarde heeft. Een subcommissie werd gelast de juridische en politieke waarde dezer procedure, en terzelfder tijd hare mogelijke voordeelen, te onderzoeken. Indien er reden bestond om ze aan te moedigen, moest de subcommissie zich ook met den door den Volkenbond aan de toekomstige bekendmakingen der overeenkomsten te geven vorm bezighouden. De heer Motta, afgevaardigde van Zwitserland, werd belast met het verslag dat tot het volgende besluit kwam: « De procedure van toetreding tot de Internationale Overeenkomsten onder voorbehoud van latere bekrachtiging is eene aannemelijke procedure die de Bond noch ontmoedigen noch aanmoedigen moet. Evenwel, indien een Staat zijne toetreding betuigt moet hij weten dat, indien hij het voorbehoud van bekrachtiging niet uitdrukkelijk vermeldt, hij beschouwd zal worden als hebbend een definitieve verbintenis aangegaan. Indien hij die gevolgtrekking wil vermijden, zal hij, op het oogenblik der toetreding, uitdrukkelijk moeten verklaren dat de toetreding onder voorbehoud van bekrachtiging gegeven wordt ».

De aangelegenheid van de geleidelijke codificatie van het volkenrecht die in de tweede plaats aan de dagorde der eerste commissie stond, gaf aanleiding tot grondige besprekingen. Uit de uiteenzetting die vooreerst gedaan werd door den heer Fromageot, afgevaardigde van Frankrijk, en door den heer Guerrero, afgevaardigde van Salvador, beide leden der commissie van deskundigen voor de codificatie, blijkt dat het comiteit den raad gewezen heeft op zeven quaesties, die haar rijp schijnen om gecodificeerd te worden: de nationaliteit, de territoriale wateren, de diplomatieke voorrechten en immuniteiten, de verantwoordelijkheid der Staten, de zeerooverij, de procedure der internationale conferenties, de exploitatie van de rijkdommen der zee. Wat drie dezer aangelegenheden betreft: de nationaliteit, de territoriale wateren en de verantwoordelijkheid der Staten, heeft de raad van den Volkenbond geoordeeld dat het beste middel zou zijn een algemeene conferentie bijeen te roepen om ze te onderzoeken. Het was dus de rol der eerste commissie te beslissen of het onderzoek dezer drie aangelegenheden voortgezet moest worden en door welke middelen? Algemeene conferentie of bijzondere conferen-

ties ? Wat de andere onderwerpen betreft, behalve de exploitatie van de rijkdommen der zee, deze zijn niet dringend. Het komt er echter op aan dit laatste onderwerp, zoo spoedig mogelijk te regelen, want, zooals het er nu toe gaat, zullen sommige elementen der zee fauna, binnen enkele jaren, om zoo te zeggen uitgeroeid zijn, indien men er geen orde op stelt. Ten slotte moest de eerste commissie beslissen of het wenschelijk was de commissie van deskundigen uit te noodigen de uitoefening van het mandaat dat de vergadering haar in 1924 toevertrouwd had, voort te zetten. Verscheidene redenaars drongen aan op de noodzakelijkheid de samenkomst eener Conferentie te vergemakkelijken, die waarschijnlijk zou leiden tot eene overeenkomst over de bovenvermelde onderwerpen van volkenrecht. De heer Henri Rolin, plaatsvervangend afgevaardigde van België, toonde aan hoezeer deze vraagstukken, inzonderlijk die van de nationaliteit en van de verantwoordelijkheid der Staten, gewichtig waren en hoezeer hunne oplossing door eene internationale overeenkomst aan de zaak van den vrede ten goede zou komen.

Als gevolg op deze algemeene bespreking werd een subcomiteit van acht leden, waarvan de heer Rolin deel uitmaakte, gelast het vraagstuk te bestudeeren en aan de commissie voorstellen te doen. Deze voorstellen, welke door de Commissie bekrachtigd werden waren er op gericht het mandaat van het Comité van deskundigen te verlengen en de mogelijkheid te voorzien om eene algemeene conferentie voor de beschouwde vraagstukken in den loop van het jaar 1929 bijeen te roepen. De heer Politis werd benoemd tot verslaggever der Commissie vóór de vergadering. Hierna zal men het gevolg aangeduid vinden dat door de vergadering aan zijn verslag gegeven werd. Wat betreft het voorstel van den heer Caballero, waarvan hierboven sprake, om een algemeen plan van codificatie voor te bereiden, dit voorstel werd door de eerste Commissie in aanmerking genomen. De heer Scialoja, afgevaardigde van Italië, wees echter op de moeilijkheden der onderneming. De massa gecodificeerd recht, zoowel openbaar volkenrecht als internationaal privaatrecht, is bovenmatig groot. Het ware misschien beter met het openbaar volkenrecht aan te vangen. Het verslag der eerste Commissie, ingediend door den heer Caballero zelf, besluit er toe het comité van deskundigen uit te noodigen, in den loop van zijnen eerstkomenden zitting de voorwaarden te onderzoeken waarin een ontwerp van algemeen plan van codificatie zou kunnen bestudeerd worden, en verslag uit te brengen aan den Raad die deze voorstellen aan de Vergadering zal voorleggen.

De op de dagorde der eerste Commissie ingeschreven onderwerpen waren uitgeput, maar de derde Commissie, die zich met de ontwapening bezighield, had ondertusschen aan de eerste Commissie een voorstel der Noorweegsche afvaardiging ter studie gezonden. Deze stelde een ontwerp van facultatieve overeenkomst voor, volgens dewelke de Staten zich zouden verbinden de bevoegdheid van het Bestendige Hof van Internationale Justitie, *ipso facto* en zonder bijzondere overeenkomst, als verplichtend te erkennen. Dit Verdrag zou aan de verplichtingen van het pakt niets veranderen, maar het zou aan de landen, die het zouden wenschen, toelaten voor de niet juridische geschillen te verwezenlijken hetgeen gedaan werd voor de juridische geschillen, door de facultatieve bepaling van het Statuut van het Hof. Zooals de heer Löfgren, afgevaardigde van Zweden, het in herinnering bracht, had deze Staat in 1925 een voorstel onderworpen dat op het Noorsche voorstel geleeke maar dat niet zoover ging en er zich enkel bij bepaalde een studie voor te stellen. Een terughoudend onthaal viel het Noorweegsche voorstel ten deel van wege de afgevaardigden van Zuid-Afrika en van Nederland.

De heer Rolin, plaatsvervangend afgevaardigde van België hield, er aan de noodzakelijkheid te doen uitkomen van onderscheid te maken tusschen het begrip van een model-verdrag dat als type zou kunnen dienen en dit van een algemeene overeenkomst. De heer Scialoja meende dat het voorstel van Noorwegen geen nieuwe zekerheid voegde bij die van het pact of van het statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie.

Hij zag er geen voordeel in, maar vond er integendeel verscheidene bezwaren tegen. Ten slotte na zeker voorbehoud van den heer Motta en een tusschenkomst van den heer Fromageot, werd de vraag verzonden naar een studie-subcomiteit, hetwelk voorstelde aan de derde commissie te antwoorden, door haar in overweging te geven het onderzoek van het ontwerp van overeenkomst toe te vertrouwen aan deskundigen welke van de voorbereidende commissie der ontwapping zouden afhangen. Er werd aldus gehandeld.

Tweede Commissie.

De Commissie der technische organisaties van den Volkenbond had een rijkgevoeld werkprogramma. Zij is het die voor opdracht heeft de activiteit na te gaan van de groote beheeren die hun centrum bij het Secretariaat Generaal hebben, zooals de gezondheidsorganisatie, de organisatie der verbindingen en van den dooryoer, het economisch comiteit, het financieel comiteit, de internationale commissie voor intellectueele samenwerking, het werk der vestiging van Grieksche en Bulgaarsche vluchtelingen. Bij deze studies kwam dit jaar een onderwerp van groot internationaal belang : het onderzoek der uitslagen van de economische conferentie, en de economische herinrichting van den Volkenbond, die er het gevolg van zal zijn.

I. — *Intellectueele samenwerking.*

De commissie hield zich eerst en vooral bezig met de *intellectueele samenwerking* en benoemde tot verslaggever over deze kwestie den heer Breitscheid, afgevaardigde van Duitschland. De basis voor de besprekingen van dezen zittijd werd verstrekt door een merkwaardig verslag van den heer Destrée, lid der Commissie voor intellectueele samenwerking, over de werkzaamheden van het te Parijs gestichte Instituut en van het Subcomiteit van deskundigen voor het onderwijzen aan de jeugd van het bestaan en de doeleinden van den Volkenbond. Na een gedachtenwisseling waaraan de afgevaardigden van Oostenrijk, Italië, Roemenië, Duitschland, Zwitserland en van enkele andere landen deelnamen, was de tweede Commissie het volkomen eens om den vooruitgang der werkzaamheden van de Commissie van Intellectueele Samenwerking vast te stellen, en in het bijzonder de verwezenlijking aan te moedigen van de door deze Commissie gedane voorstellen : de stichting van een internationalen dienst van coördinatie tusschen de inlichtingsbureelen bij de bibliotheken, de plannen van coördinatie tusschen de bibliographische organen der verschillende wetenschappen ; het internationaal bureel voor de jaarlijksche tabellen van constante waarden en van numerieke gegevens; ten slotte de schikkingen genomen met het oog op de voorbereiding van het Congres der volkskennissen en op een uitbreiding van den rol der musea als werktuigen voor de kunstsopvoeding.

II. — *Gezondheidsorganisatie.*

Onder de vaste organisaties van den Bond is de *gezondheidsorganisatie* degene die de grootste uitbreiding genomen heeft. De heer Velghe, algemeen Secretaris van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid van België, die terzelfder tijd ondervoorzitter is van het hygienisch comitee van den Volkenbond en voorzitter van het nationaal bureau voor volksgezondheid is in de tweede commissie het werk verricht gedurende het jaar alsmede de vraagstukken die nog opgelost moeten worden, komen uiteenzetten. Uit zijne nauwkeurige en gedocumenteerde mededeeling blijkt dat de gezondheidsorganisatie haren werkkring meer en meer in de wereld uitbreidt, niet alleen door hare uitgaven, maar ook door hare sanitaire zendingen en door de uitwisseling van gencesheeren. De reis van de commissie der moeraskoorts in Syrie, de studie der sanitaire diensten in het Nabije Oosten, de reizen van Dr Norman White van de hygiënische afdeling in het Verre Oosten en te La Havana, andere zendingen van de gezondheidsdiensten in Latijnsch Amerika en in het Verre Oosten getuigen daarvan.

Het belang dat de Staten der verschillende werelddeelen aan deze internationale administratie der volksgezondheid hechten is bij deze gelegenheid tot uiting gekomen. Om de beurt stelden de afgevaardigden der Staten van Azië, zooals Indië, Japan, Perzië, die der landen van Amerika, zooals Chili, Columbia, Venezuela, en van Europa, zooals Tsjechoslowakije, Hongarije, het Britsche Rijk, Duitschland, Portugal, ten slotte de afgevaardigde van Australië met voldoening den vooruitgang der gezondheidsorganisatie, het nut der door haar ondernomen taken en de door haar bewezen diensten vast. Het verslag van den afgevaardigde van Indië over de werkzaamheden van dit organisme en van den afgevaardigde van Chili over de naar Zuid-Amerika gezonden missie werden goedgekeurd, ten einde in de algemeene vergadering te worden voorgelezen.

III. — *Organisatie der verbindingen en van den doorvoer.*

De Heer de Brouckère was tot verslaggever over deze kwestie benoemd. Hij las zijn verslag voor in de zitting van 16 September.

Het merkwaardigste deel van dit document is dat waarin verslag uitgebracht wordt over de uitslagen van de derde algemeene conferentie der verbindingen en van den doorvoer. Deze conferentie getuigde van een grooten vooruitgang van het onderlinge begrip der Staten wat betreft hunne wederzijdsche moeilijkheden in het oplossen der nationale en internationale vraagstukken. Het is een veelbetekenend feit dat de Vereenigde Staten zich op deze belangrijke samenkomst hadden doen vertegenwoordigen. De bespreking die op grond van dit verslag ontstond, gaf aanleiding tot belangwekkende uiteenzettingen, onder andere deze van den heer Gliwic, afgevaardigde van Polen, die wees op de groote plaats ingenomen door de kwestie van den doorvoer en van de verbindingen in de economische politiek van zijn land. De afgevaardigde van Canada, van Perzië, van Frankrijk, van Roemenië, van Italië en van Oostenrijk richtten hunne gelukwensen tot de organisatie van den doorvoer voor haar vruchtbaar werk en tot den verslaggever, om op zulke behendige wijze eene samenvatting der debatten van de conferentie der verbindingen gegeven te hebben.

De commissie keurde eenparig het verslag goed en trad toe tot de besluiten

der Conferentie. De heer de Brouckère werd belast met het ambt van verslaggever bij de algemeene vergadering.

IV. — *De kwestie van het alcoholisme.*

De Ministers van Buitenlandsche Zaken van Finland, van Polen en van Zweden hadden aan den Volkenbond een voorstel doen geworden dat bestemd was om het alcoholisme te bestrijden. Het ging er om, als praktisch middel, eene raadgevende commissie in te stellen. Dit nieuw organisme zou zich in betrekking stellen met het internationaal bureel tegen het alcoholisme dat onder de bescherming van den Volkenbond zou geplaatst worden, en met het internationale arbeidsbureel, en het zou samen met deze inrichtingen overgaan tot de onderzoekingen die noodig geacht werden om deze plaag te bestrijden. De Ministers van Buitenlandsche Zaken van België, van Denemarken en van Tsjecho-Slowakije waren tot dit voorstel toegetreden.

Het voorstel lokte vele bezwaren uit. Verschillende afgevaardigden ontkenden aan den Volkenbond het recht zich met deze zaak te bemoeien. Volgens hen kan artikel 23 van het Pact dat spreekt van « schadelijke genotmiddelen » niet van toepassing zijn op den alcohol. De heer Loucheur, afgevaardigde van Frankrijk, verklaarde dat hij, als verdediger van zijn ras en van den Franschen wijn, zich zou verzetten tegen maatregelen die de vreugde zouden verbannen welke de goede wijn doet ontstaan.

De heer de Brouckère deed opmerken dat de Volkenbond ontegensprekelijk het recht zou hebben de studie der kwestie toe te vertrouwen aan de Hygiënische Afdeling die bevoegd zou zijn om na te gaan of er een bijzonder komiteit tot stand moet gebracht worden. Maar, na eene nieuwe gedachtenwisseling verklaarde de afgevaardigde van Finland, alhoewel hij het beginsel der motie behield, dat het het inzicht der onderteekenaars was de motie te verdagen en ze later onder eenen nieuwen vorm voor te stellen.

V. — *Internationale Economische Conferentie.*

Er is hierboven gezegd geworden welk belang de uitslagen der economische conferentie ter algemeene vergadering hadden doen ontstaan. De tweede commissie heeft den 17ⁿ September een meesterlijke uiteenzetting gehoord van den heer Theunis, voorzitter dezer conferentie.

Na herinnerd te hebben aan het initiatief van den heer Loucheur, gedurende den zittijd der vergadering van 1925, waaruit de conferentie ontstaan is, en aan de werkzaamheden van de voorbereidende commissie schetste de heer Theunis het uitzicht dezer groote internationale vergadering van Mei 1927, hare samenstelling en hare algemeene eenparigheid. Hij kwam vervolgens tot de voornaamste aanbevelingen die uit de besprekingen gesproken zijn. Hij legde vooral, nadruk op de besluiten der commissie van den handel en op de aangelegenheid van de belemmeringen van den handel, waar de twee tegenovergestelde stelsels van vrijhandel en protectionisme zich hadden kunnen meten. Gelukkiglijk heeft men al wat slechts theorie was ter zijde gelaten en heeft men zich op practischen grond gehouden : men heeft getracht een beter ruilverkeer te verkrijgen of aan te moedigen. Om dit doel te bereiken, was men het eens om te erkennen dat al de nog overlevende oorlogsmaatregelen moeten afgeschaft worden, namelijk de verboden, de beperkingen van in- en uitvoer die de oorlog noodig gemaakt had. De conferentie heeft ook verklaard dat de verhooging der tarieven tegenhouden moet

worden, en dat het aan te bevelen is ze te verlagen en ze vaster te maken. Zij heeft niet gesproken van de douaneversperringen af te schaffen hetgeen een hersenschim zou geweest hebben, maar alleen van ze zooveel mogelijk te verlagen.

Om deze uitslagen te bereiken volstaat eene nationale actie niet; er moeten toenaderingen tusschen de Staten plaats hebben. Welnu, de in den Volkenbond reeds ingestelde organismen zijn van onschatbare waarde om deze toenaderingen te verwezenlijken, om eene bestendige werking in den zin der verlaging en vermindering der handelsversperringen uit te oefenen.

Na de besprekingen der conferentie betreffende de nijverheidscartels en het belangrijk aandeel dat de landbouw in de economische bedrijvigheid der wereld moet innemen, samengevat te hebben, heeft de heer Theunis beroep gedaan op de tweede commissie opdat zij de aanbevelingen der economische conferentie zou aannemen, ten einde ze door de algemeene vergadering op hare beurt eenparig te zien aannemen.

Eene bespreking waaraan de tweede commissie drie zittingen besteedde, volgde op de uiteenzetting van den heer Theunis. Het meerendeel der vertegenwoordigde Staten gaven kennis van hunne volledige toetreding tot de geformuleerde aanbevelingen. Eenige drongen aan opdat de toepassing door de Staten de theoretische bepaling van dichtbij zou volgen. De heer Rolin, toegevoegd afgevaardigde van België, verklaarde dat de Belgische Regeering hare volledige toetreding tot de Conferentie gegeven heeft, er met ijver aan medegewerkt heeft, en hij herinnerde aan de eenparige verklaring waardoor de Belgische Kamers verkondigd hebben dat zij de aanbevelingen der conferentie zooveel mogelijk zouden toepassen.

Eenige Staten maakten voorbehoud. Lord Lytton, afgevaardigde van Indië, gaf toe dat aldaar het protectionisme ten opzichte van sommige nijverheden toegepast wordt, maar hij gaf de verzekering dat zulks slechts tijdelijk was, en dat geen enkele der aanbevelingen der conferentie in strijd is met de economische politiek van Indië. De heer Suvich, afgevaardigde van Italië, hoewel hij verklaarde dat het meerendeel der besluiten met de beginselen der Italiaansche politiek strooken, erkende dat enkele slechts door een met andere Staten overlegde actie zullen kunnen verwezenlijkt worden.

De afgevaardigde van Perzië, Hussein Khan Ala, wijzend op de niet-geëxploiteerde hulpbronnen van zijn land, heeft een onderscheid gemaakt tusschen de douane-afsluitingen die opgericht worden om de opkomende nijverheden te beschermen en deze die sedert den oorlog tusschen de landen van Europa opgericht werden.

Andere afgevaardigden, zooals deze van Frankrijk, de heer Bastid, van Nederland, graaf van Lynden, van Oostenrijk, de heer di Pauli, hebben nadruk gelegd op de belangrijke plaats die door de conferentie aan de landbouwbelangen toegekend werd.

In eene algemeene uiteenzetting werd door den heer Loucheur de kwestie ingeleid van de nieuwe organisatie te geven aan het economisch comiteit van den Volkenbond, naar aanleiding van de economische conferentie. Hij stelde de oprichting van een afzonderlijk comiteit voor, dat men raadgevend comiteit zou kunnen noemen en dat zich tijdelijk zou bezighouden met de uitvoering van de door de conferentie genomen besluiten. Het zou kunnen bestaan uit twintig leden gekozen door den raad, die de belangen van de nijverheid, den handel, den landbouw zouden vertegenwoordigen, en uit zes leden benoemd door de internationale arbeidsorganisatie, die de werkgevers en werknemers zouden vertegen-

woordigen; een lid zou het landbouw-instituut van Rome vertegenwoordigen en een ander de Internationale Kamer van Koophandel.

De samenstelling van het raadgevend comiteit gaf aanleiding tot een lange bespreking. De eenen, zooals de heer Jouhaux, gaven blijk van eene zekere ongerustheid. Voor nieuwe taken zouden zij een nieuw organisme gewenscht hebben en geenszins de versterking van een oud organisme. Anderen, zooals de heer Janson, afgevaardigde van België, sloten zich aan bij het voorstel van den heer Loucheur. De heer Janson vroeg echter dat de uitdrukking « drie leden-werklieden » zou vervangen worden door « drie leden, die meer bepaaldelijk de belangen der werkende klas vertegenwoordigen. »

Ten slotte kwam de Commissie overeen nopens de navolgende maatregelen bestemd om de taak van het economisch comiteit uit te breiden: dit laatste zou het orgaan blijven door welks bemiddeling de Raad van den Volkenbond de economische zaken behandelt. Het zal bestaan uit ten hoogste vijftien leden en het recht hebben tijdelijke sub-commissies van deskundigen met het oog op voorbereidende werken aan te wijzen en briefwisselende leden te benoemen in de landen die bij het comiteit niet vertegenwoordigd zijn. Een raadgevend comiteit zal ingesteld worden dat als taak heeft de toepassing van de aanbevelingen der economische conferentie te volgen. Het zou kunnen samengesteld zijn uit ongeveer vijf en dertig leden. Het zou bijzondere personen omvatten die bevoegd zijn in zake nijverheid, handel, landbouw, financiën, vervoer, arbeidskwesties en kwesties betreffende het verbruik. Het internationaal arbeidsbureau zal verzocht worden de namen van drie leden-werklieden voor bedoeld comiteit voor te stellen. De raad zal eveneens de medewerking vragen van het Internationaal Landbouwinstituut en van de Internationale Kamer van Koophandel. Vijf door het economisch comiteit aangewezen leden zullen aan de werkzaamheden van het raadgevend comiteit, met dezelfde rechten als de andere leden deelnemen.

Het raadgevend comiteit zal rechtstreeks verslag uitbrengen aan den Raad, en er terzelfder tijd afschrift van zenden aan het economisch comiteit en aan de andere betrokken technische organisaties.

VI. — *Het werk der vestiging van Bulgaarsche en Grieksche vluchtelingen.*

Dit gedeelte van de dagorde heeft geen aanleiding gegeven tot lange besprekingen. De verslaggever voor het werk der Grieksche vluchtelingen, de heer Suvich, afgevaardigde van Italië, heeft een aan de algemeene vergadering voor te leggen ontwerp van besluit ingediend. Het was er om te doen akte te nemen van de onderhandelingen die sedert drie maanden hadden plaats gehad met het oog op de uitgifte, onder de bescherming van den Volkenbond, van eene leening der Grieksche Regeering, om deze in staat te stellen hare financiën te reorganiseeren en de vestiging der vluchtelingen voort te zetten. De Commissie bekrachtigde het verslag van den heer Suvich en hechte hare goedkeuring aan de studies van de Grieksche Regeering en van het financieel comiteit.

Dit was ook het geval voor het onderzoek van het werk der Bulgaarsche vluchtelingen. Het verslag van majoor Walter Elliot, afgevaardigde van het Britsche Rijk, werd goedgekeurd zonder dat het tot bezwaren aanleiding gaf. Het verblijdde zich over het welslagen van de uitgifte van de leening der vluchtelingen, welke bestemd is om de gelden te verstrekken die noodig zijn voor de uitvoering van het door den raad goedgekeurde plan. Het nam akte van de verwe-

zenlijke vorderingen wat betreft de gronden en huizen die ter beschikking der belanghebbenden gesteld moeten worden, en terwijl het hulde bracht aan de Bulgaarsche Regeering en aan den Commissaris van den Volkenbond, drukte het de hoop uit in den loop van het aanstaande jaar de volkomen voldoening gevende ontwikkeling van het werk der vestiging te kunnen vaststellen.

VII. — *Overeenkomst betreffende de uitvoering van scheidsrechtelijke uitspraken in het buitenland verleend.*

Een protocol betreffende de scheidsrechterlijke bepalingen, op 24 September 1923, voor onderteekening door de Staten opengesteld, heeft de erkenning door elk der verdragsluitende Staten bevestigd van het compromis en het scheidsrechterlijk beding tusschen partijen die respectievelijk aan de rechtspraak van verschillende verdragsluitende Staten onderworpen zijn. Maar het heeft niets voorgeschreven aangaande de uitvoering der het buitenland verleende scheidsrechterlijke uitspraken.

Het vraagstuk werd gesteld voor een comiteit van deskundige juristen dat, in de maand April 1927, zijn verslag aan het economisch comiteit zond. Het besloot dat, na de geldigheid van het compromis en van de scheidsrechterlijke uitspraak in de internationale betrekkingen van particulieren aard erkend te hebben, en na de uitvoering van de scheidsrechterlijke uitspraak in den Staat waarin zij verleend werd, verzekerd te hebben, thans een derde doel moest worden nagestreefd en wel het verzekeren van de internationale uitwerking van gezegde uitspraak. Te dien einde hebben zij een ontwerp van protocol opgesteld, dat aan al de Staten leden van den Volkenbond onderworpen werd.

De tweede commissie, waarbij dit vraagstuk aanhangig was gemaakt, benoemde een subcomiteit van juristen dat de antwoorden der regeeringen bestudeerde en de termen van een ontwerp vaststelde, dat in de mate van het mogelijke met de verschillende standpunten rekening hield. De verslaggever der commissie, de heer Leitmaier, afgevaardigde van Oostenrijk, beval de openstelling eener overeenkomst aan, en de commissie sloot zich aan bij den tekst der voorgestelde overeenkomst, welke het voordeel heeft deze leemte aan te vullen.

VIII. — *Internationale Bond voor Hulpverlening.*

De artikelen 23 en 25 van het pact van den Volkenbond leggen aan dezen laatsten plichten van menschlievendheid op, zooals het voorkomen en bestrijden van ziekten, het aanmoedigen en bevorderen van de oprichting en de samenwerking der organisaties van het Roode Kruis. Een Italiaansch senator, de heer Ciruolo, heeft, de taak van den Bond uitbreidend, twee jaar geleden voorgesteld een Internationalen Bond voor Hulpverlening op te richten, welke voor doel zou hebben onmiddellijke hulp te verleen aan de slachtoffers der groote rampen die de wereld treffen, zooals de aardbevingen, de vloedgolven, de natuurlijke rampen. Een conferentie is dit jaar bijeengekomen om met dit doel een overeenkomst op te stellen; zij heeft geleid tot het internationaal accoord van 12 Juli 1927.

De tweede commissie had kennis te nemen van de werkzaamheden der conferentie en er de uitslagen van goed te keuren, indien zij zulks passend achtte en een besluit in dien zin aan de algemeene vergadering voor te stellen. Zij hoorde eerst den voorzitter der conferentie, den heer Kulz, die haar in een zeer nauw-

keurige uiteenzetting kennis gaf van de besprekingen dezer vergadering. Hij legde nadruk op het nut voor de Staten om leden te worden van den Bond en de praktische verwezenlijking zijner statuten te verzekeren. De heer Cavazzoni, afgevaardigde van Italië drukte de hoop uit dat dit zou geschieden. Nadat Nederland eenig voorbehoud gemaakt had en Duitschland en Frankrijk zonder meer toegetreden waren, werd de heer De Vest, afgevaardigde van Hongarije, gelast het verslag voor de algemeene vergadering te verdedigen.

Het aan deze laatste voor te leggen besluit werd eenparig goedgekeurd onder den vorm van gelukwensen voor het welgelukken der conferentie, van oproep aan de regeeringen om toe te treden en hunne medewerking te verleen en aan het werk dat dient verwezenlijkt te worden, en ten slotte van bedanking aan den senator Ciraolo en aan allen die aan het welgelukken der werkzaamheden medegewerkt hebben. De studiec ommissie is verzocht zich ter beschikking van den raad te houden om te helpen aan de inwerkingstelling en de toepassing der overeenkomst.

Derde Commissie

De gewichtigste taak der derde commissie was kennis te nemen van de werkzaamheden van de voorbereidende commissie der ontwapening en aan de vergadering eene bepaalde gedragslijn voor de voortzetting dezer studies voor te stellen. Dit is een vraagstuk van hoofdzakelijk belang voor de ontwikkeling van den Volkenbond, de bevestiging van den vrede en de toekomst der Staten.

De heer Loudon, afgevaardigde van Nederland, die thans nog voorzitter der voorbereidende commissie is en die dit jaar hare werkzaamheden geleid heeft, heeft een beknopte uiteenzetting van den staat der studies gedaan. Hij heeft de verkregen uitslagen in vier categorieën gerangschikt :

Eerste categorie. — De studies voortvloeiend uit het beginsel der veiligheid. Deze studies werden aan het Comité van den Raad toevertrouwd. Daaruit ontstond een reeks stukken handelend over de twee volgende aangelegenheden :

a) Werking der organismen van den Volkenbond in crisistijd, zoowel wat betreft de materiele faciliteiten te verleen en om deze werking meer afdoend te maken als wat betreft de beginselen te volgen, inzonderheid door den Raad, om artikel II van het Pact toe te passen.

b) Studies betreffende de juridische en economische zijden van artikel 16.

Tweede categorie. — Eigenlijke kwesties van bewapening, d. i. de studie der te beperken bewapeningen en der methodes volgens welke deze bewapeningen zullen beperkt worden — manschappen, materiaal, begrootingen, soldaten in werkelijken dienst, onderricht reserven, globale tonnemaat of tonnemaat per categorie, vliegtuigen, drijfkrachten, aantal toestellen. Deze onderwerpen werden ontleed in den loop van een drukken zittijd die meer dan de helft van het jaar 1926 ingenomen heeft.

Derde categorie. — Aangelegenheden betreffende de verhoudingen tusschen de economische en de militaire macht der Staten. Deze kwesties welke raken aan hetgeen men de « oorlogspotentiaal » genoemd heeft, hebben het voorwerp uitgemaakt van hoogst belangwekkende werken. Men weet thans waaraan zicht te houden aangaande de belangrijkheid der economische factoren inzake ontwapening. Dit punt, dat een der ernstigste belemmeringen voor een overeenkomst had uitge-

maakt, is thans omschreven en er heerscht haast algemeene overeenstemming wat betreft de rol die aan deze factoren inzake ontwapening moet toegekend worden.

Vierde categorie. — Bijzondere aanlegenheden. Men zou hier vier reeksen van kwesties kunnen vermelden :

Ten eerste, de chemische oorlog. Het komt er eigenlijk op aan zich een zoo juist mogelijk gedacht te maken van het gevaar dat besloten ligt in de mogelijkheid om de geweldige chemische middelen waarover de industrieel ontwikkelde Staten thans beschikken voor oorlogsdoelenden te gebruiken, en dit gevaar in de mate van het mogelijke af te wenden. Hier ook neemt de gedachte duidelijker vormen aan, dank zij de werkzaamheden voor dewelke de bevoegde Commissies de medewerking van bijzonder gezaghebbende deskundigen hebben verzekerd. Men kent heel juist het gevaar, en er zijn concrete voorstellen gedaan om het te keer te gaan. Wellicht zou het wenschelijk zijn de kwestie van het chemisch wapen aan een Comité van deskundigen te onderwerpen.

Onder deze vierde rubriek kunnen nog gerangschikt worden de kwesties betreffende de verhoudingen tusschen de burgerlijke en de militaire luchtvaart in zake ontwapening. Dit is een zeer kiesch punt. Het beheerscht niet alleen het vraagstuk der beperking der luchtvaartbewapening maar ook, krachtens het principe van den samenhang tusschen de drie bewapeningen, de beperking der bewapeningen in hun geheel. Hier dient ook het gevaar te worden nagegaan dat opgeleverd wordt door de mogelijke aanwending der krachtige middelen van de burgerlijke luchtvaart, van de handelsluchtvaart, voor oorlogsdoeleinden, en te worden gepoogd dit gevaar af te wenden, dat des te grooter is daar het wapen der luchtvaart een der doelmatigste middelen is om van het chemisch wapen gebruik te maken. Hieromtrent bezit men ook, dank zij de werkzaamheden der commissie, nauwkeurige gegevens en concrete voorstellen.

Vervolgens heeft de heer Loudon gesproken over het voorontwerp van overeenkomst. Deze schets doet zich voor als eene poging tot beperking der bewapening : het spreekt vanzelf dat beperking in de eerste plaats noodzakelijk is, daar zij het eerst den noodlottigen wedloop naar de bewapening zal tegenhouden ; zij is de eerste mijlpaal op den weg der vermindering vereischt door artikel 8 van het Pact, en spreker is van meening dat men voor het oogenblik niet zou moeten zoeken verder te gaan.

Wat de tekst van dit voorontwerp van overeenkomst in zijn voorloopigen vorm betreft, denkt de heer Loudon dat de Commissie hem niet zal bespreken, des te meer daar hij slechts in eerste lezing aangenomen werd en er dient vermeden te worden hetzelfde werk te doen als de Voorbereidende commissie, die een meer bevoegd organisme is, daar zij beter toegerust en beter ingelicht is.

De heer Loudon vraagt zich ten slotte af waarom de openbare meening door de eerste uitslagen der werkzaamheden van de Voorbereidende Commissie teleurgesteld werd. Volgens hem is het omdat men deze opinie te zeer had begoocheld met het visioen eener algemeene ontwapening, omdat zij zich in hare argeloosheid verwachtte aan eensgezindheid op alle punten en, bijgevolg, de meningsverschillen die zich omtrent eenige hoofdzakelijke punten hadden voorgedaan, voor haar neerkwamen op eene mislukking. De derde commissie heeft in hare eerste zittingen eene algemeene bespreking gevoerd, waarin verschillende tusschenkomsten dienen aangestipt te worden die invloed uitgeoefend hebben op de aanneming der eindbesluiten in zake ontwapening.

Na herinnerd te hebben aan de teleurgestelde verwachtingen en aan de verdraggingen die niet konden vermeden worden, heeft de heer de Brouckère voorgesteld dat de artikels van het pact systematisch zouden bestudeerd worden. Deze studie zou uitwijzen dat zekere nieuwe toepassingen mogelijk zijn en dat, in afwachting van gunstigere omstandigheden voor eene algemeene verstandhouding, het reeds mogelijk zou zijn vooruitgang te maken door de mogelijkheden van actie te gebruiken welke door het pact aangeboden worden.

De heer Sokal heeft het Poolse voorstel uiteengezet waarvan hierboven sprake geweest is, en heeft op de opwerpingen van den heer Scialoja geantwoord. Ten slotte heeft de heer Paul Boncour, ter inleiding van een voorstel dat hij eenige dagen later zou indienen, zich afgevraagd of het niet mogelijk zou zijn het Protocol leniger te maken derwijze dat het zou mogelijk zijn eene gradatie aan te brengen in de door de Staten aangegane verbintenissen. In plaats van een algemeen instrument zou men een systeem van afzonderlijke overeenkomsten hebben die van elkaar verschillende verplichtingen zouden verwezenlijken.

In den loop dezer algemeene besprekingen heeft Lord Onslow, afgevaardigde van het Britsche Rijk, er zich toe beperkt de houding aangenomen door Sir Austen Chamberlain te handhaven; deze houding kan in de volgende twee zinnen samengevat worden: De Britsche regeering kan geenerlei verbintenis aangaan buiten deze welke zij reeds op zich genomen heeft. Zij kan dus niet aannemen dat het protocol opnieuw in bespreking gebracht worde.

De meening van Duitschland, door Graaf Bernstorff uitgedrukt, was dat de bepalingen van het Verdrag van Versailles in zake ontwapening beteekenen dat de ontwapening van Duitschland de eerste stap is naar de algemeene vermindering en beperking, welke middelen zijn om de oorlogen te voorkomen. De afgevaardigde van Duitschland heeft er aan herinnerd dat deze authentieke uitlegging gegeven werd in eene door den heer Clemenceau in naam der verbonden en geassocieerde Mogendheden onderteekende nota.

Als besluit der algemeene bespreking diende de heer Paul-Boncour een ontwerp van besluit in waarvan het onderzoek, samen met dit van het Nederlandsch voorstel aan eene sub-commissie toevertrouwd werd. Het Poolse voorstel werd besproken zonder verzending naar een subcomiteit. Het voorstel van den heer Paul-Boncour was, in zijnen eersten vorm, als volgt opgesteld:

« De Vergadering,

» Akte nemend van den vooruitgang verwezenlijkt uit technisch oogpunt door de werkzaamheden van de Voorbereidende Commissie der ontwapening, alsmede door deze van het Comité van den Raad, met het oog op de spoedige bijeenkomst van den Raad en het opmaken zijner beslissingen in geval van crisis;

» Bezorgd om de politieke voorwaarden te verwezenlijken die onontbeerlijk zijn voor het welslagen der ontwapeningswerken;

» Overtuigd dat dit welslagen enkel te bereiken is indien iedere Staat, verzekerd zijnde dat hij niet alléén te zorgen heeft voor zijne veiligheid door middel van zijne particuliere bewapening, deze veiligheid ook kan doen rusten op de georganiseerde gezamenlijke actie van den Volkenbond;

» Bevestigend dat deze actie vooral als doel moet hebben elke toevlucht tot den oorlog te verbieden, te voorkomen of te stuiten, en, eventueel, elken Staat die het slachtoffer van een aanval werd, doelmatig te beschermen;

» Overtuigd dat de lasten die er voor de verschillende Staten zouden kunnen uit voortvloeien, des te gemakkelijker door hen zullen aanvaard worden :

» a) daar zij over een grooter getal Staten zullen verdeeld zijn ;

» b) daar hunne particuliere verplichtingen stipter zullen bepaald en begrensd zijn :

» 1. Beveelt het sluiten van arbitrage-overeenkomsten aan, die de vreedzame regeling van alle geschillen verzekeren, door tusschen al de landen het onderling vertrouwen te scheppen dat onontbeerlijk is om op nuttige wijze het werk der Voorbereidende Commissie te vervolgen ;

» 2. Verzoekt den Raad deze Commissie te gelasten, samen met een voorontwerp van beperking en vermindering der bewapening, de maatregelen te onderzoeken die van aard zijn om alle Staten de noodige veiligheidswaarborgen te geven om hun toe te laten het peil hunner bewapeningen in een internationaal ontwapeningcontract op de laagste cijfers vast te stellen.

» De Vergadering is van oordeel dat deze maatregelen kunnen gezocht worden :

« Hetzij in eene actie van den Volkenbond die zou strekken tot het veralgemeenen en het samenordenen der particuliere veiligheidsovereenkomsten :

» Hetzij in de stelselmatige voorbereiding van de toepassing der verschillende artikelen van het Pact ;

» Hetzij in het leniger maken der beschikkingen van het Protocol van 1924 derwijze dat de onderteekenende Staten in staat zijn, afgezien van de algemeene verplichtingen van het Pact, hunne verbintenissen in verhouding te brengen tot de min of meer nauwe solidariteit die ze met de verschillende landen volgens dezer aardrijkskundige ligging vereenigt. »

Wat betreft het voorstel van facultatieve arbitrage-overeenkomst, ingediend door de Noorweegsche afvaardiging en dat men voornemens geweest was bij de drie andere te voegen, dit werd, zooals hooger gezegd, naar de eerste Commissie verzonden.

Men besloot ook de bijeenkomst eener Conferentie over de vervaardiging van wapens en munitie te verdagen.

Op 19 September, wijdde de derde Commissie hare plenaire zitting aan het Poolsche voorstel, en aan de benoeming eener subcommissie die zou trachten een tekst te zoeken die de algemeene goedkeuring kon wegdragen wat betrof de samengevoegde Nederlandsche en Fransche voorstellen waarbij zich een Duitsch voorstel was komen voegen. De aanneming van het Poolsche voorstel geschiedde zonder moeilijkheden en werd bij handgeklap verwezenlijkt. Hierover zal verder opnieuw gesproken worden ter gelegenheid der stemming in algemeene vergadering.

De subcommissie werd samengesteld uit veertien leden waaronder zich de afgevaardigde van België, de heer de Brouckère, bevond, die buiten dien belast werd met het ambt van algemeen verslaggever voor het geheele vraagstuk van de vermindering der bewapening.

Alvorens de werkzaamheden der subcommissie en hare gevolgen samen te vatten, moet er gewezen worden op de aanneming door de derde Commissie van een voorstel van den heer de Brouckère aangaande de luchtvaart.

Het voorstel van den Belgischen afgevaardigde werd op 21 September aangenomen, en in de naar de algemeene vergadering verzonden definitieve besluiten van arbitrage, veiligheid, ontwapening opgenomen :

Hier volgt de tekst er van :

« De Vergadering :

» Overwegend dat er thans in een zeker aantal landen, een nauw verband bestaat, uit technisch oogpunt zoowel als uit het oogpunt der organisatie, tusschen de behoeften en de ontwikkeling der burgerlijke luchtvaart en die der militaire luchtvaart ;

» Overwegend dat daaruit moeilijkheden ontstaan om de luchtvaartbewapening te beperken zonder de burgerlijke luchtvaart te belemmeren ;

» Verklaart dat het wenschelijk is, te dien einde, de ontwikkeling der burgerlijke luchtvaart uitsluitend naar een economisch doel te richten, buiten de invloedssfeer der militaire belangen ;

» Beveelt aan al de Staten Leden van den Volkenbond aan de in dit opzicht door de Voorbereidende Commissie van de Conferentie der ontwapening geformuleerde aanbevelingen zooveel mogelijk na te leven ;

» Verzoekt den Raad door de Raadgevende en Technische Commissie der verbindingen en van den doorvoer de praktische middelen ter studie te doen leggen, die van aard zijn om het sluiten der in gezegde aanbevelingen voorziene overeenkomsten tusschen de luchtvaartondernemingen der verschillende landen te vergemakkelijken ».

Het vervolg der werkzaamheden der subcommissie en der derde commissie wordt in de volgende bewoordingen in het verslag van den heer de Brouckère uiteengezet :

« De Vergadering had het onderzoek van het voorstel der Nederlandsche afvaardiging naar de derde Commissie verzonden. De Fransche afvaardiging en de Duitse afvaardiging hebben daarmede verband houdende voorstellen bij de Commissie zelf aanhangig gemaakt.

» Bij het onderzoek bleek dat verre van tegenover elkaar te staan, de drie teksten ingegeven waren door gelijkaardige bezorgdheden en elkaar op de gelukkigste wijze aanvulden. Het is dus mogelijk geweest ze te vereenigen in een enkel besluit dat eenparig goedgekeurd werd (Besluit n^o V). Het zal volstaan den tekst er van hieronder over te nemen en hem door enkele korte aantekeningen te doen voorafgaan.

» Al de afvaardigingen waren het eens om de met het oog op de ontwapening ondernomen inspanning met alle mogelijke kracht voort te zetten.

» De Vergadering had in haar zevenden gewonen zitting besloten dat, in de huidige omstandigheden der gewestelijke en algemeene veiligheid, het noodig was de werkzaamheden der voorbereidende Commissie voort te zetten, niets na te laten om ze zoo spoedig mogelijk tot een goeden uitslag te brengen en de Conferentie zelf bijeen te roepen zoodra de voltooiing der voorafgaande technische werkzaamheden het zou toelaten.

» Al de afvaardigingen zijn aan deze zienswijze getrouw gebleven en vragen dat een nieuwe inspanning gedaan worde om zonder verwijl tot een oplossing te geraken. Maar niemand ontveinst zich, anderzijds, dat de stap dien men voornemens is te doen op den weg der ontwapening slechts een eerste stap zal zijn, die door andere zal moeten gevolgd worden opdat men tot een werkelijke algemeene ontwapening zou geraken.

» Men is het eens geworden om te erkennen dat hoe meer de veiligheidsvoorwaarden zich zullen verbeteren en hoe spoediger tot den eersten stap zal besloten

worden, des te sneller de volgende stappen zullen zijn. Men was dus van meening dat de studie der aangelegenheden betreffende de arbitrage en de veiligheid, op systematische wijze en ten einde zoo spoedig mogelijk tot concrete oplossingen te geraken, zou dienen hernomen te worden.

» De Commissie doet dienvolgens aan de Vergadering bepaalde voorstellen betreffende de inrichting van een Comité dat ter beschikking van de Voorbereidende Commissie zou gesteld worden om de maatregelen te bestudeeren die geschikt zijn om aan al de Staten de waarborgen van arbitrage en van veiligheid te geven die noodig zijn om het peil hunner wapeningen op de laagste cijfers te kunnen vaststellen.

» De Commissie is van oordeel dat bedoeld Comité vertegenwoordigers zou moeten bevatten van al de Staten die ter Voorbereidende Commissie zetelen en die Leden van den Volkenbond zijn, terwijl de andere bij de Commissie vertegenwoordigde Staten zouden uitgenoodigd worden er deel van te maken indien zij het wenschen.

» Er valt op te merken dat, wanneer er in het begin van deel 3 van het besluit verklaard wordt dat de werkzaamheden der Voorbereidende Commissie moeten voortduren tot aan de verwezenlijking van het einddoel, 't is te zeggen, van de algemeene ontwapening, het geenszins de bedoeling der Commissie geweest is de voorbereidende Commissie in hare huidige samenstelling te bestendigen, maar eenvoudig aan te duiden dat, welk ook het succes der eerste maatregelen van ontwapening weze, het werk een karakter van continuïteit vertoont, dat een ononderbroken arbeid vereischt.

» Een zeker aantal afvaardigingen hebben er aan gehouden te specificceeren dat dit besluit, hetwelk de derde Commissie de eer heeft aan de goedkeuring der Vergadering te onderwerpen, nooit mag uitgelegd worden alsof het de verplichtingen, die voor de Leden van den Volkenbond uit het Pact voortvloeien, in eenigen deele zou wijzigen.

» De commissie is het eens geweest om vast te stellen dat deze verplichtingen onaangeroerd blijven en dat zij door de goedkeuring van dergelijk besluit noch verminderd noch vermeerderd worden.

» In den loop der bespreking werd de bijzondere aandacht der Commissie getrokken op het belang dat, ten opzichte van de veiligheid, zou bestaan in het sluiten, bijzonderlijk tusschen Staten leden en niet-leden van den Volkenbond, van akkoorden in den geest van deze die in de Vereenigde Staten van Amerika aanbevolen worden en die tot voorwerp hebben het buiten de wet stellen van den oorlog.

» Wat de laatste paragraaf van het besluit betreft, heeft de Commissie eraan gehouden vast te stellen dat de daarin bedoelde overeenkomsten, geenszins mogen gelijkgesteld worden met de verbonden die de Staten mochten aangaan voor verschillende politieke doeleinden, alvorens het Pact van den Volkenbond beginselen en algemeene verplichtingen vastgesteld had, waardoor aan het internationale leven eene bijzondere harmonie gegeven wordt. De overeenkomsten waarvan sprake in het navolgend besluit moeten aangezien worden als middelen om aan de Staten, die zich onder elkaar nauwer zouden willen verbinden dan het Pact zulks voorziet, toe te laten zich eene wederzijdsche hulp te verleen voor eene meer afdoende toepassing der verplichtingen van het Pact zelf wat hen betreft. Zij zouden dus slechts kunnen beschouwd worden als werktuigen die toelaten de toepassing der beginselen van den Volkenbond in zekere streken te versterken.

» Daar de laatste regels van den tekst eenige opmerkingen uitgelokt hebben, is het noodig er de beteekenis nader van te bepalen. Het is geenszins de bedoeling den Raad te verzoeken aan de Staten leden van den Volkenbond eene vragenlijst betreffende hunne inzichten in alle denkbare gevallen toe te zenden. De gedachte die de Commissie heeft willen uitdrukken is dat het comiteit waarvan zij de oprichting vraagt, zou gelast worden te onderzoeken onder welken vorm de Raad de verschillende Staten verzoeken zal hem te doen kennen welke maatregelen zij bereid zouden zijn te treffen om zijne aanbevelingen of besluiten te steunen in bepaalde gevallen die zij zouden kunnen aanduiden. Het blijkt verstaan dat de Staten ten volle gerechtigd zullen zijn op deze vragen van den Raad te antwoorden zooals zij het goed zullen vinden.

» Het doel dat men aldus wenscht te bereiken is, aan de Staten, in de Conferentie der Ontwapening, het vaststellen hunner bewapening op het laagste peil te vergemakkelijken door hun toe te laten ze in verhouding te stellen met de veiligheidswaarborgen voortspruitend uit den bijstand waarop zij eventueel zouden kunnen rekenen.

» Besluit N° V.

» De Vergadering :

» Akte nemend van den vooruitgang verwezenlijkt uit technisch oogpunt door de werkzaamheden van de Voorbereidende Commissie der Ontwapeningsconferentie, alsmede door deze van het Comiteit van den Raad, met het oog op de spoedige bijeenkomst van den Raad en het opmaken zijner beslissingen in geval van crisis :

» Bezorgd om de politieke voorwaarden te verwezenlijken die het welslagen der ontwapeningswerken zouden verzekeren ;

» Overtuigd dat de hoofdvoorwaarde voor dit welslagen is, dat iedere Staat, verzekerd dat hij niet alléén te zorgen heeft voor zijne veiligheid door middel van zijne particuliere bewapening, deze veiligheid ook kan doen rusten op de georganiseerde gezamenlijke actie van den Volkenbond ;

» Bevestigend dat deze actie vooral als doel moet hebben elke toevlucht tot den oorlog te voorkomen of te stuiten en, eventueel, elken Staat die het slachtoffer werd van een aanval, doelmatig te beschermen ;

» Overtuigd dat de lasten die er voor de verschillende Staten zouden kunnen uit voortvloeien, des te gemakkelijker door hen zullen aanvaard worden :

» a) Daar zij in feite over een grooter aantal Staten zullen verdeeld zijn ;

b) Daar de particuliere verplichtingen der Staten stipter zullen bepaald en begrensd zijn ;

» 1° Beveelt de progressieve ontwikkeling aan der arbitrage door middel van particuliere of collectieve akkoorden, met inbegrip der akkoorden tusschen Staten-Leden en niet-Leden van den Volkenbond, ten einde het onderling vertrouwen dat onontbeerlijk is voor het volledig welgelukken der Conferentie voor beperking en vermindering der ontwapening, tot al de Staten uit te breiden ;

» 2° Herinnert aan haar besluit van 24 September 1926 dat luidt als volgt :

» Wenschend het programma der onderzoekingen waarvan zij zelf, door haar besluit van 25 September 1925, het initiatief genomen heeft, zoo spoedig mogelijk tot een goeden uitslag te zien komen, verzoekt zij den Raad de Voorbereidende Commissie uit te noodigen het noodige te doen om het voleindigen van

het technische werk te bespoedigen, ten einde in staat te zijn in het begin van toekomend jaar het programma vast te stellen eener Conferentie voor beperking en vermindering der bewapening, in verhouding met de huidige voorwaarden der gewestelijke en algemeene veiligheid, welke Conferentie zij aan den Raad vraagt, behoudens materiele onmogelijkheid, vóór den achtsten gewonen zitting der Vergadering bijeen te doen komen ».

» Verzoekt dienvolgens den Raad bij de Voorbereidende Commissie aan te dringen met het oog op het bespoedigen der voleindiging van haar technisch werk, en onmiddellijk na voleindiging van dit werk de Conferentie voor beperking en vermindering der bewapening bijeen te roepen ;

» 3. Verzoekt den Raad aan de Voorbereidende Commissie, wier taak niet enkel zal bestaan in het voorbereiden eener eerste conferentie voor beperking en vermindering der bewapening, en wier werkzaamheden zullen moeten voortgaan totdat het einddoel bereikt is, de noodige onderrichtingen te geven opdat er onverwijld een comiteit zou worden opgericht samengesteld uit de vertegenwoordigers van al de Staten die in de Commissie zetelen en Lid zijn van den Volkenbond, terwijl de andere Staten vertegenwoordigd in de Commissie zouden uitgenoodigd worden er deel van uit te maken indien zij zulks wenschen.

» Dit Comiteit zou ter beschikking gesteld worden van de Commissie en zou als taak hebben, op dezes aanduidingen, de studie voort te zetten der maatregelen die van aard zijn om aan al de Staten de waarborgen van arbitrage en veiligheid te geven die noodig zijn om het peil hunner bewapening op de laagste cijfers vast te stellen in een internationaal ontwapeningscontract.

» De Vergadering is van oordeel dat deze maatregelen tegelijk moeten onderzocht worden :

» In eene actie van den Volkenbond strekkend tot het uitlokken, het veralgemeenen en het samenordenen der particuliere of collectieve arbitrage- en veiligheidsakkoorden ;

» In de stelselmatige voorbereiding der middelen die door de organen van den Volkenbond dienen gebruikt te worden om de Leden van den Bond in staat te stellen de verplichtingen na te komen die krachtens de verschillende artikels van het Pact op hen rusten ;

« In de overeenkomsten die het de Staten Leden van den Bond zou vrijstaan, onverminderd de verplichtingen van het Pact, onder elkaar te sluiten met het doel hunne verbintenissen in verhouding te brengen tot de geographische of andere min of meer groote solidariteit die ze aan andere Staten zou binden ;

» En, anderzijds, in eene uitnoodiging gericht door den Raad aan de verschillende Staten, met het doel hem de maatregelen te doen kennen die zij bereid zouden zijn te nemen, onverminderd de verplichtingen van het Pact, om de beslissingen of aanbevelingen van den Raad te steunen ingeval een geschil zich in eene bepaalde streek zou voordoen, waarbij iedere Staat zou opgeven dat, in dit of dat geval, hetzij al zijne strijdkrachten, hetzij zulke deelen zijner militaire, zee- of luchtmacht onmiddellijk in het geschil zouden kunnen tusschen beide komen om de beslissingen of aanbevelingen van den Raad te steunen. »

Vierde Commissie.

Om de rol te begrijpen die aan de vierde Commissie toebedeeld was, is het noodig een begrip te hebben van de financieele organisatie van den Volkenbond.

De tweede zitting van de Vergadering in 1921, heeft eene Commissie van

Toezicht ingesteld, bestaande uit vijf leden waarvan er ten minste één financieele deskundige moest zijn. Dit organisme hield zich in 1922 bezig met het opmaken van een financieel reglement ten behoeve van den Volkenbond. Zijn verslaggever, de heer Nederbragt, stelde dit document op, dat door den derden zitting der Vergadering aangenomen werd en dat heden nog in zwang is.

Elk jaar in April, maakt de Bond een voorloopige begrooting voor het volgend jaar op. Die begrooting wordt in drie deelen onderverdeeld : uitgaven van het Secretariaat ; uitgaven van het Internationaal Arbeidsbureau ; en uitgaven van het Bestendige Hof van Internationale Justitie. Deze drie deelen worden respectievelijk opgemaakt het eerste, door den Secretaris-Generaal, het tweede door den Bestuurder van het Bureau, met goedkeuring van den Beheerraad, en het derde door den griffier van het Hof, met de goedkeuring van den Voorzitter.

In de maand Mei, vergadert de Commissie van Toezicht om deze drie begrootingen te onderzoeken, en gedurende denzelfden zitting brengt de verificateur der rekeningen aan deze Commissie verslag uit aangaande de rekeningen van het verloopende jaar.

De Commissie is niet gerechtigd om de voorloopige begrootingen op eigen hand te veranderen, maar zij geeft kennis van hare opmerkingen, van hare voorstellen tot schrapping of van hare wenschen aan den Secretaris Generaal, aan den Bestuurder en aan den Griffier. Wanneer eensgezindheid over het geheel bereikt is, wordt het ontwerp van begrooting, drie maanden vóór de bijeenkomst der vergadering, aan al de leden van den Bond toegezonden.

Bij de bijeenkomst der Vergadering, vertrouwt deze aan hare vierde commissie het onderzoek toe der drie deelen van de algemeen begrooting, samen met het verslag der Commissie van Toezicht en de nageziene rekeningen. Het gebeurt ieder jaar dat andere Commissies der Vergadering meenen zekere kredieten te moeten aanvragen voor nieuwe werkzaamheden of voor de uitbreiding van reeds bestaande werken.

Deze aanvragen worden naar de vierde commissie verzonden die het advies inwint van de Commissie van Toezicht en beslist of deze verhoogingen aangenomen of verworpen moeten worden.

De door de vierde commissie vastgestelde cijfers worden aan de algemeene vergadering onderworpen die de definitieve begrooting aanneemt.

De globale som der voorziene uitgaven wordt verdeeld in aandeelen waarvan het aantal verschilt volgens het aantal Staten die deelmaken van den Bond en waarvan het bedrag gewijzigd wordt volgens het aantal Staten en volgens de jaarlijksche schommelingen der totale uitgaven. Elke Staat moet een aantal aandeelen in verhouding tot zijn belangrijkheid, zijn financieel vermogen, zijne economische ontwikkeling en zijne hulpbronnen betalen. Achttien aandeelen werden aan België toegekend. Het bedrag van elk dezer verdeelingseenheden zal, voor het jaar 1928, in ronde cijfers 23,000 franken-goud zijn.

Een algemeene oogopslag over de drie deelen van de begrooting van 1928 zal voldoende zijn om eene gedachte te geven van de werkzaamheden der vierde commissie in den huidige zitting. Uit het geheel der besprekingen en uiteenzettingen blijkt dat men thans in het tijdperk van betrekkelijke standvastigheid der jaarlijksche uitgaven getreden is. Gedurende de verloopende jaren waren de beheeren van het Algemeen Secretariaat en van het Bureau van den Arbeid nog niet definitief opgericht. Er waren veranderingen of verhoogingen van het personeel die invloed hadden op de voorziene uitgaven. Zoo heeft bij voorbeeld de intrede van Duitschland in den Bond het totaal der uitgaven en het aantal der aandeelen

gewijzigd. Zij heeft dus terzelfder tijd de uitgaven en de ontvangsten verhoogd. Thans mag men zeggen dat het normale peil bereikt is en dat de cijfers gedurende een zeker aantal jaren geen plotselinge schommelingen zullen ondergaan. Het merendeel der afvaardigingen in het bijzonder hadden als onderrichting ontvangen voor eene strikte besparing zorg te dragen, zonder evenwel aan de ontwikkeling en het goede beheer van de verschillende werkzaamheden van den Bond schade te veroorzaken. Dit was overigens slechts de toepassing van het besluit dat de vergadering eenparig had aangenomen verleden jaar, wanneer zij verklaard had dat « zonder de ontwikkeling van den Bond te belemmeren, het noodig is een maximumgrens van uitgaven niet uit het oog te verliezen ten einde er toe te geraken dat de bijdragen der individueele Staten in de toekomst de cotisaties voor dit jaar normaal niet zouden overtreffen ».

De vooruitzichten der uitgaven waren voor het jaar 1927 aanvankelijk in de volgende verhouding opge maakt geweest :

Algemeen Secretariaat : 43.429.242 franken goud, die verdeeld worden in kosten der zittingen van de vergadering en van den raad, algemeene diensten van het secretariaat, bijzondere organisaties van den Bond, zooals de commissies der minderheden, de economische, financieele, doorvoer, gezondheids-, humanitaire en andere instellingen.

Internationaal Bureel van den Arbeid : 7.904.275 franken goud, bevattende de kosten der zittingen van de Conferentie van den Arbeid en van den beheerraad, de algemeene diensten van het internationaal bureel, het werk der vluchtelingen, verschillende uitgaven voor gebouwen en blijvend materiaal. Deze laatste zijn begrepen in een bijzondere afdeling, genaamd « uitgaven van kapitaal ». Een som van 130.000 franken goud is voorzien onder de hoofding *ontvangsten*, opbrengst van den verkoop der publicaties.

Bestendige Hof van Internationale Justitie : 2.171.104 franken goud.

Bij deze voorzieningen moet men 1.375.000 franken annuïteit voegen voor het betalen der bouwwerken van den Bond. Maar wat dezen post betreft is het noodig op te merken dat naar gelang van de inschrijving van deze som op de begrooting, terugbetalingen zullen moeten geschieden aan de Staten die vroeger voorschotten aan het bouwfonds hebben verleend. Voor 1928 bedraagt de terugbetaling 1.400.000 franken. België zal van zijn kant deel hebben aan deze terugbetaling. De totale begrooting bedroeg, zooals deze door de vierde commissie in hare eerste zittingen werd goedgekeurd, 24.879.622 franken goud. Maar, zooals hierboven aangegeven, worden er elk jaar bijkomende uitgaven noodig geacht tusschen het oogenblik waarop de begrooting wordt opge maakt, in April, en het tijdstip waarop de vierde commissie ze goedkeurt, in September. Dit jaar werden deze bijkomende credieten als volstrekt noodzakelijk aangenomen, hoofdzakelijk voor de bijzondere organisaties van den Bond, zooals de ontwikkeling van de economische en financieele organisatie als gevolg van de economische conferentie en voor automatische verhoogingen der jaarwedden van het personeel volgens de gesloten contracten.

De voorloopige begrooting werd aldus verhoogd met 454.195 frank, zoodat deze gebracht werd op de som van 25.333.817 frank.

Door de vierde commissie goedgekeurd, werd zij door de vergadering aangenomen na een uiteenzetting en een buitengewoon klaar verslag, die door den heer Jan de Modzelewski, afgevaardigde van Polen, voorgelegd werden.

Vijfde Commissie.

De sociale en menschlievende initiatieven of die van algemeen belang, door den Volkenbond genomen krachtens artikels 23 en 25 van het Pact, hebben van den eersten zittijd der vergadering af, in 1920, aanleiding gegeven tot het instellen eener commissie die zich in het bijzonder bezighoudt met er de werkzaamheden van te leiden. Elk jaar maken de kwesties van hoog maatschappelijk belang die er besproken worden, zooals de kinderbescherming, het onderdrukken van den handel in vrouwen en kinderen, het plaatsen van vluchtelingen, een wisseling van inlichtingen en gedachten mogelijk, waarin al de regeeringen belang stellen en waarbij zij allen voordeel vinden.

Onder de ondernomen werken hebben de eene een bestendig karakter, zooals bijvoorbeeld de onderdrukking van den handel in vrouwen en kinderen; andere zijn uit de omstandigheden geboren. De Volkenbond verleent niet verder zijne medewerking aan deze laatste werken, wanneer de menschlievende of sociale taak voleindigd is of ten minste voldoende gevorderd om het zonder de officieele medewerking te stellen. Dit was dit jaar het geval voor de bescherming der vrouwen en kinderen in het Nabije Oosten. Te midden van de wanorde en de verwarring die gevolgd waren op den oorlog in den Levant, had een vereeniging bestuurd door Miss Jeppe ondernomen de weerlooze door de beroering bedreigde wezens te redden en te huisvesten. Dit zoo nuttige en weldoende werk werd door den Volkenbond en door particuliere goedgunstige organisaties beschermd en gesteund. Thans gaan deze vereenigingen voort hun financieelen steun te verleen om de uit den nood geholpen personen tot een normaal leven terug te brengen; maar de Bond meent dat het niet meer noodig is zijne officieele medewerking te blijven verleen aan een organisatie, welke slechts een voorbijgaand doel had, dat thans bereikt is. De verslaggever over deze kwestie, door de vijfde commissie gekozen, Mejuffer Torckhammer, afgevaardigde van Denemarken, heeft in dezen zin besloten en dit verslag werd goedgekeurd.

Kinderbescherming.

De heer Janson was belast geworden met de functie van verslaggever voor de kwestie der kinderbescherming. Het betrof het onderzoek der uitslagen bereikt door den derden zittijd van het Comité, dat zich bijzonderlijk met dit werk heeft beziggehouden en der door de raadgevende Commissie van de kinder- en jeugdbescherming gedane onderzoeken. De meeste der door deze organismen ondernomen onderzoeken worden nog voortgezet en zullen aanleiding geven tot verdere uitbreiding. Dit is het geval met het onderzoek aangaande den invloed op de kinderen teweeggebracht door den kinematograaf en met het onderzoek betreffende den toestand van het onwettig kind in de verschillende landen, alsook met het onderzoek der kwestie van den wettigen ouderdom voor het huwelijk en de verhoudingen die hij kan hebben met den ouderdom voor de toestemming. Andere aanhangig zijnde werken hebben betrekking op de kwestie der rechtbanken voor kinderen; de geestelijke en lichamelijke ontspanning der kinderen; de blinde kinderen en de inlichtingen dienaangaande in de verschillende landen verzameld. Ten slotte werden twee ontwerpen van internationale overeenkomsten behandeld, het eene betreffende de repatriëering van en den bijstand aan de minderjarigen, en het andere betreffende het uitvoeren der

vonnissen welke verplichtingen van onderhoud bekrachtigen, die ten gunste der minderjarigen personen belasten welke in hun onderhoud te voorzien hebben en zich in het buitenland bevinden.

De heer Janson heeft zijn verslag geëindigd met hulde te brengen aan het werk van de bescherming der kindsheid en met aan de vergadering voor te stellen dit werk te bedanken en het uit te noodigen zijne werkzaamheden voort te zetten door de gedragslijn te volgen die het tot nu toe aangenomen heeft.

De Russische en Armenische vluchtelingen.

De door de vijfde commissie gekozen verslaggever voor deze aangelegenheid, majoor Elliot, afgevaardigde van het Britsche Rijk, heeft op de volgende wijze den huidige toestand uiteengezet :

« De vraagstukken betreffende de Russische en Armenische vluchtelingen hebben de aandacht van verschillende achtereenvolgende Vergaderingen gaande gehouden. De Hoogcommissaris voor de vluchtelingen (D^r Nansen) en het Internationaal Bureau van den Arbeid hebben zich in gemeen overleg ijverig met deze aangelegenheden beziggehouden en beide dienen ten zeerste gelukwenscht te worden met de zeer nuttige uitslagen van hunne gemeenschappelijke inspanningen. In het begin heeft de groote toevloed van in wanorde verkeerende hulpelooze vluchtelingen in landen waar de Regeeringsdiensten heringericht of opgericht werden, een der ernstigste vraagstukken uitgemaakt. Het vraagstuk is niet meer zoo ernstig en men dient er den dienst der vluchtelingen levendig geluk mede te wenschen, die dank aan zijne inspanning en zijne toewijding, alsook aan een geduldigen en lang volgehouden arbeid, met de hulp van den Volkenbond en de betrokken Regeeringen, heel de kwestie tot betrekkelijk normale verhoudingen heeft kunnen terugbrengen. Het is voor mij een waar genoegen in naam der vijfde commissie hulde te brengen aan de hooge persoonlijkheid van D^r Nansen, wiens ruime gedachten en wijze raadgevingen heel dit werk bezielde hebben.

» De vraagstukken werden op de volgende wijze aangevat :

» 1^o De kwestie van den abnormalen toestand der vluchtelingen werd geregeld door middel van de afgifte van identiteitsgetuigschriften bestemd om de vluchtelingen in staat te stellen aan de paspoortmoeilijkheden, enz., het hoofd te bieden. Deze getuigschriften waren, zooals men zich kan voorstellen, van het grootste nut voor de belanghebbenden die er met dankbaarheid de waarde van erkend hebben.

» 2^o Om de behoefte en het gebrek aan werk te verhelpen, werden een zeker aantal vluchtelingen overgebracht naar landen — hoofdzakelijk in Europa, maar ook in andere werelddelen — waar het hun mogelijk was werk te vinden. Ongeveer 200,000 vluchtelingen werden aldus in staat gesteld in hunne behoeften te voorzien.

» 3^o Plannen van vestiging op bebouwbare gronden werden opgemaakt om den toestand te regelen van een zeker aantal der overblijvende vluchtelingen.

» Bovendien heeft de Hoogcommissaris voor de vluchtelingen, in Mei 1926, eene intergouvernementele conferentie bijeengeroepen met het oog op de verbetering van het stelsel der paspoorten en de stichting van een bedrijfsfonds van ten minste 100,000 pond sterling, bestemd om de verplaatsingen der vluchtelingen te vergemakkelijken.

» De internationale schikking aangaande de paspoorten, die reeds gesloten was

op het oogenblik van de bijeenkomst der Conferentie, was, op dien datum, door zes en veertig regeeringen aangenomen, wat betreft de Russische vluchtelingen, en door vier-en-dertig regeeringen, wat betreft de Armenische vluchtelingen. »

De verslaggever heeft vervolgens uiteengezet dat de beoogde oplossingen thans tweërlei zijn : de vestiging der Armenische vluchtelingen, die zich nog in Azië bevinden en ten getale van 90,000 zijn; en de vestiging der vluchtelingen in overzeesche landen zooals Argentinië, Bolivia, Brazilië, Paraguay en Peru, die voorstellen gedaan hebben.

Zooals de heer Albert Thomas, Bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, het tijdens de bespreking heeft aangetoond, is de hoofdzakelijke kwestie de financiële kwestie. In Juni 11. werd er beroep gedaan op de regeeringen. Het is te hopen dat zij er gevolg aan zullen geven.

In het besluit dat aan de Vergadering als conclusie der bespreking voorgelegd werd, is er een zinsnede ingelast « de betrokkene regeeringen dringend uitnodigend aan den Hoogcommissaris zoodra mogelijk de maatregelen te doen kennen die zij bereid zijn te nemen om de hulpmiddelen te verzekeren die noodig zijn voor de vestiging der vluchtelingen afkomstig uit hun grondgebied. »

Handel in Opium.

De vijfde commissie heeft in haar negenden zitting van Januari en Februari jl. kennis genomen van de werkzaamheden der Raadgevende Commissie van den handel in opium, en deze goedgekeurd. Een der bijzonderste uitslagen dezer vergadering zal zijn de voorbereiding van eene reeks praktische maatregelen ten einde de gefabriceerde genotmiddelen te verminderen tot de hoeveelheden die noodig zijn voor de geneeskundige en wetenschappelijke behoeften en ten einde den smokkelhandel in verdoovingsmiddelen te beteugelen. Een buitengewone zitting heeft op 28 September te dien einde plaats gehad.

De verslaggeefster over dit vraagstuk, Mevrouw Larsen-Jahn, afgevaardigde van Noorwegen, heeft haar verslag voorgelegd aan de Commissie die het aangenomen heeft.

Een andere zijde van het vraagstuk is die van de voortbrenging van den opium. De zitting der vergadering van 1925 had besloten experts naar Perzië te sturen met de opdracht aldaar den toestand der papaverteelt te onderzoeken alsook de middelen om de productie te verminderen, door deze teelt door andere te vervangen. Dit onderzoek, waarvan de vijfde commissie de uitslagen besproken heeft, heeft geleid tot de aanneming door de Perzische regeering van een programma volgens hetwelk de voor de teelt van de papaver bestemde oppervlakten met 10 t. h. per jaar zullen verminderd worden, gedurende een tijdperk van drie jaar, waarna de regeering opnieuw den toestand en de uitwerking der vermindering zal onderzoeken.

De heer Veverka, afgevaardigde van Tsjechoslowakije, werd tot verslaggever over dit vraagstuk benoemd.

Beteugeling van den handel in vrouwen en kinderen.

De vijfde commissie heeft de werkzaamheden onderzocht en goedgekeurd van het Comité van den handel in vrouwen en kinderen, dat in April 11., zijn zesden zitting gehouden heeft.

Deze vergadering heeft zich vooral beziggehouden met de studie van een verslag

ingezonden door een bijzonder comiteit van deskundigen. Dit laatste heeft inlichtingen verstrekt en strenge maatregelen voorgesteld die de Regeeringen tegen de vreemde handelaars en souteneurs zouden moeten toepassen. Het heeft ook eene reeks voorschriften aangeduid die het nuttig zou zijn aan te nemen in al de landen die ze nog niet hebben aangenomen, zooals het toezicht op de voorwaarden waarin het aan meisjes onder de 18 jaar toegelaten wordt zich met arbeidscontracten naar het buitenland te begeven, en vooral de toetreding der Regeeringen tot de overeenkomsten en tot het internationaal akkoord tot beteugeling van den handel in vrouwen en kinderen.

De heer Portels, afgevaardigde van Cuba, diende een verslag in over deze kwestie en deed een besluit goedkeuren waarin het Comité van deskundigen bedankt wordt en uitgenoodigd zoodra mogelijk te onderzoeken naar de wenselijkheid de afschaffing van het stelsel der ontuchtthuizen aan al de Regeeringen aan te bevelen.

Zesde Commissie.

1. -- *Overeenkomst betreffende de slavernij.*

De zevende gewone zitting der vergadering, verleden jaar, had een definitieven vorm gegeven aan eene overeenkomst betreffende de slavernij.

Hij had terzelfder tijd een besluit aangenomen waarbij het Secretariaat-Generaal gelast werd bij de verscheidene betrokken regeeringen de inlichtingen aan te vragen die zij over de geleidelijke afschaffing der slavernij en over de met slavernij gelijkstaande toestanden konden verstrekken.

Het zijn deze inlichtingen, en onder andere de documenten uitgaande van de regeeringen van Groot-Brittannië, Ethiopië, Indië, Portugal en Soudan, welke door de zesde commissie onderzocht werden.

Sir Hilton Young, afgevaardigde van het Britsche Rijk, benoemd tot verslaggever, heeft de debatten gekenschetst als volgt :

« De aandacht werd gevestigd op eene onlangs uitgesproken beslissing van het Plenaire Hof van Sierra-Leone die plotseling eene betreurenswaardige leemte heeft doen ontdekken in de wetgeving van dit Protectoraat wat betreft de slavernij. De Commissie heeft met voldoening vernomen dat er thans bij hoogdringendheid eene verordening werd opgemaakt om die jammerlijke leemte in de wetgeving van het protectoraat aan te vullen, en dat de Wetgevende Raad van Sierra-Leone in bijzonderen zitting bijeengeroepen was om deze verordening van kracht doen te worden.

» Men heeft de hoop uitgedrukt dat de Regeering van Ethiopië in staat zou zijn aan den Volkenbond inlichtingen te verstrekken over de maatregelen die door haar genomen werden om de slavernij en den slavenhandel in Ethiopië af te schaffen en over de uitslagen bekomen dank zij de toepassing dezer maatregelen.

Een verslag uitgaande van de Ethiopische Regeering en waarbij lijsten worden overgemaakt van uit de slavernij verlostte personen, alsmede lijsten van personen veroordeeld voor misdrijven tegen de wetten van het land betreffende de slavernij, is op 15 September bij den Volkenbond ingekomen ».

Bij den aanvang der werkzaamheden van de Commissie was de Overeenkomst slechts door veertien Staten bekrachtigd geworden. Maar, reeds bij de tweede zitting, kon de heer Louwers, plaatsvervangend afgevaardigde van België, aankondigen dat België de Overeenkomst onverwijld bekrachtigen zou. Eenige dagen later heeft hij inderdaad de akte van bekrachtiging op het Secretariaat

Generaal neergelegd. De afgevaardigden van Duitschland, van Frankrijk, van Italië, van Noorwegen en van Nederland hebben soortgelijke verklaringen afgelegd. Men mag dus op dit oogenblik de bekrachtigingen van twintig Staten als verworven beschouwen.

II. — *Stelsel der overdraagbare enkele stem en beginsel der evenredige vertegenwoordiging met het oog op de verkiezing voor den Raad.*

De heer Bech, afgevaardigde van Luxemburg, die tot verslaggever benoemd was, heeft de meeningen die gedurende de besprekingen over dit punt uitgedrukt werden, uiteengezet als volgt :

« De zesde Commissie heeft het stelsel der overdraagbare enkele stem, alsmede het beginsel der evenredige vertegenwoordiging in het algemeen bestudeerd, met het oog op het vraagstuk der verkiezing der niet bestendige leden van den Raad.

» In overeenstemming met de opstellers van het voorstel, is zij van meening dat, indien het beginsel der evenredige vertegenwoordiging moest aangenomen worden, het stelsel der overdraagbare enkele stem een vorm der evenredige vertegenwoordiging zou uitmaken die op de verkiezingen der Leden van Raad zou kunnen toegepast worden. Zij meent evenwel dat het noodig is de proef met het van kracht zijnde stelsel voort te zetten en dat de huidige wijze van stemming geenszins zou mogen veranderd worden totdat het wenschelijk zou blijken ze te vervangen.

» Indien dit geval zich voordoet, dan zou het onderzoek dat gedaan werd van het stelsel der overdraagbare enkele stem zeer nuttig geweest zijn.

» De zesde commissie is dus van meening dat de documentatie, die aangaande deze kwestie bijeengebracht werd, voor een eventueel later onderzoek zou moeten voorbehouden blijven. De Leden van den Volkenbond, die gezegde documentatie zouden willen aanvullen, zullen te dien einde met nut hunne inlichtingen aan het Secretariaat kunnen toezenden. »

De zesde commissie legde aan de Vergadering het volgende besluit voor :

« De vergadering keurt het verslag der zesde commissie goed ».

Conferentie der Persdeskundigen.

De zesde commissie was belast geworden met het onderzoek der werkzaamheden en der uitslagen van de conferentie der persdeskundigen, welke dit jaar te Genève gehouden werd. Daar de heer de Brouckère, tijdens den zitting van den Raad van Juni II., opdracht gekregen had een verslag over deze conferentie uit te brengen, verzocht de voorzitter der zesde commissie hem een uiteenzetting aan de commissie te geven.

De heer de Brouckère herinnerde aan de twee punten die op de dagorde der conferentie voorkwamen :

1^o De middelen opzoeken om de meer gemakkelijke en minder kostbare verzending der berichten te verzekeren, ten einde de mogelijkheden van misverstanden tusschen de volkeren te verminderen; 2^o alle beroepskwesties bespreken waarvan de oplossing zou kunnen bijdragen om de openbare meening in verschillende landen tot rust te brengen. Hij merkte op dat de aangenomen besluiten de algemeene stemmen verkregen hadden, en hij zette enkele praktische maatregelen uiteen welke nu reeds toegepast kunnen worden, inzonderheid op het gebied van de vermindering der telegraaf- en telefoontarieven voor de pers.

Aan den heer de Bronekère werd opgedragen het verslag over deze kwestie bij de algemeene vergadering in te dienen.

Mandaten.

Dr Nansen, afgevaardigde van Noorwegen, heeft op de volgende wijze de besprekingen niteengezet die aangaande deze belangrijke kwestie plaats hadden :

« De zesde commissie heeft een reeks vraagstukken onderzocht die betrekking hebben op de uitvoering der beschikkingen van artikel 22 van het Pact gedurende het afgelopen jaar en zij heeft voor hare beraadslagingen gebruik gemaakt van de medewerking van den ondervoorzitter van de Bestendige Commissie der Mandaten, den heer M. Van Rees.

» De commissie heeft met voldoening vastgesteld dat de Raad, op 8 September 1927, een door den vertegenwoordiger van Nederland ingediend verslag had goedgekeurd, waarin de aard der juridische betrekkingen welke tusschen de lasthebbende Mogendheden en de onder hun mandaat gestelde grondgebieden bestaan, in algemeene bewoordingen bepaald werd: zij is van meening dat de vergadering er den Raad mede geluk mag wenschen aldus op een bevredigende wijze een belangrijk punt te hebben opgehelderd dat, in het verleden, tot zekere verwikkelingen van een nieuwen aard aanleiding had gegeven.

» De Commissie heeft niet getracht den toestand in de verschillende onder mandaat staande grondgebieden afzonderlijk te onderzoeken. Evenwel werd hare aandacht getrokken op zekere zijden van den toestand in Irak en in Syrië, en zij heeft met voldoening akte genomen van de door den vertegenwoordiger van Nieuw-Zeeland gedane verklaring betreffende de bijzondere maatregelen die de regeering van dit land thans neemt ten einde aan de Commissie der mandaten volledige inlichtingen te verstrekken betreffende de moeilijkheden die zich onlangs in West-Samoa, voorgedaan hebben.

» Het is te hopen dat de lasthebbende Mogendheden en de Commissie der mandaten zullen voortgaan een zeer bijzondere aandacht te wijden aan een punt, namelijk : dat het van het hoogste belang is dat er zich in de onder mandaat staande grondgebieden, ambtenaars bevinden die heel bijzonder bevoegd zijn om de verantwoordelijkheden op zich te nemen welke op hen rusten in hunne hoedanigheid van agenten belast met de toepassing ter plaatse der bepalingen van het Pact en van de mandaten, ambtenaars die geheel bewust zijn van de noodzakelijkheid sympathiek te staan tegenover de psychologie der inwoners, het inlandsch bestuur en het welzijn der inlandsche bevolking, daar deze voorwaarden onontbeerlijk zijn voor de doelmatige toepassing van de bepalingen waarvan sprake ».

Daar de Commissie kennis gekregen had van het toenemen van den handel in sterke dranken in Kameroen en Togoland, nam zij een besluit aan waardoor zij den Raad verzoekt aan de Bestendige Commissie der mandaten te vragen voort te gaan, met de medewerking der lasthebbende Mogendheden, de oorzaken van het toenemen van den invoer van sterke dranken in Kameroen en Togoland, en de maatregelen die genomen werden om deze toestand te verhelpen, grondig te onderzoeken.

DERDE DEEL.

VERKIEZINGEN VOOR DEN RAAD.

De werkzaamheden der Commissie onderbrekend, heeft de vergadering den dag van 15 September aan de verkiezing der niet bestendige leden van den Raad

besteed. In de morgenzitting werd overgegaan tot de stemming aangaande het door België ingediende verzoek om herkiesbaarheid. Dit verzoek was gedaan overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Vergadering van 15 September 1926, dat in de volgende bewoordingen opgesteld is :

« Een uitfredend lid zal, gedurende het tijdperk begrepen tusschen het verstrijken van zijn mandaat en de derde daaropvolgende verkiezing in gewonen zittijd, slechts herkozen kunnen worden indien, bij het verstrijken van zijn mandaat of in den loop van dit tijdperk van drie jaren, de vergadering, beslissend met een meerderheid van de twee derden der uitgebrachte stemmen, vooraf besluit dat het herkiesbaar is ».

De voorzitter herinnerde aan deze principieele bepaling, en tevens aan de formaliteiten van de stemming :

« De vergadering beslist afzonderlijk over elk verzoek om herkiesbaarheid en zulks met geheime stemming. Het aantal uitgebrachte stemmen wordt bepaald door het totale aantal stembriefjes, na aftrek der blanco- of ongeldige stembriefjes.

De stemming gaf de volgende uitslagen :

Aantal uitgebrachte stemmen	48
Meerderheid der twee derden	32
Blanco-of ongeldige stembriefjes	0
Aantal stemmen <i>vóór</i>	29

Onmiddellijk na de bekendmaking van den uitslag vroeg de heer Vandervelde het woord en sprak de volgende redevoering uit :

« Ik heb het woord gevraagd om een heel eenvoudige verklaring af te leggen.

» Een zeker aantal Staten hadden gemeend dat het nuttig kon zijn, inzonderheid voor de toepassing der verdragen van Locarno, dat België, voor een nieuw tijdperk van drie jaren, in den Raad van den Volkenbond bleef. De meerderheid dezer vergadering heeft deze meening gedeeld; maar de vereischte statutaire meerderheid werd niet bereikt. In deze omstandigheden, houd ik eraan twee zaken te verklaren :

» Ten eerste, dat de Belgische afvaardiging diep overtuigd is dat de negatieve stemmen die zooeven uitgebracht werden aanleiding gevonden hebben in eerbiedwaardige beginselredenen die niets gemeens hebben met de gevoelens der Vergadering ten opzichte van België.

» Ten tweede, en dit dient nauwelijks gezegd, zal de uitgebrachte stemming België niet verhinderen verder zijne meest actieve, zijne meest toegewijde en zijne vurigste medewerking te verleenen aan het grootsche vredewerk dat door den Volkenbond ondernomen wordt. »

Deze woorden werden op algemeen applaus onthaald. De vertegenwoordigers van al de Staten betuigden aan de Belgische afvaardiging den diepen indruk welken ze op hen hadden teweeggebracht (1).

(1) In een door de *Revue Générale*, van 15 October gepubliceerd artikel, legt de heer J. Mélot, plaatsvervangend afgevaardigde, op de volgende wijze, de oorzaken dezer stemming uit.

« Verscheidene Staten hebben willen betoogen dat de grens van acht jaar [aanwezigheid in den Raad nooit zou mogen overschreden worden zelfs niet in een geval zoo belangwekkend als het onderhavige. De andere tegenstemmers, in beginsel gekant tegen alle uitzonderlijke herkiesbaarheid, waarvan zij verleden jaar de gedachte levendig hadden bekampt, hebben hun oordeel niet willen wijzigen, zelfs niet ten gunste van België.

» Elke andere uitleg, gegrond op gevoelens van animositeit van land tot land, of van

De namiddagzitting werd gewijd aan de verkiezing van drie niet-bestendige Leden van den Raad bestemd om België, Tsjecho-Slowakije en Salvador te vervangen die, door de uitwerking van de verleden jaar aangenomen beurtregeling, dit jaar uit den Raad traden.

De uitgebrachte stemmen waren ten getale van 49, eene meer dan 's morgens, daar de afgevaardigde van Panama slechts op het oogenblik der tweede stemming te Genève toekwam.

De volstrekte meerderheid bedroeg dus 25 stemmen.

Cuba	bekwam	er	40,
Finland	.	.	33,
en Canada.	.	.	26.

Deze drie Staten werden uitgeroepen als zijnde verkozen tot niet bestendige leden van den Raad voor een tijdperk van drie jaar.

VIERDE DEEL.

AANNEMING VAN DE VERSLAGEN DER COMMISSIES IN ALGEMEENE VERGADERING.

Naar gelang de commissies het onderzoek van een der punten hunner dagorde geëindigd hebben, zenden zij hunne conclusies onder den vorm van ontwerpen van besluiten naar de algemeene vergadering. De verslaggever, dien zij voor elke behandelde kwestie gekozen hebben, zet op de tribune de gedachtenwisselingen waartoe deze kwestie aanleiding gegeven heeft alsmede de aanbevolen oplossing uiteen. De vergadering, wier afgevaardigden reeds de gelegenheid gehad hebben hun gevoelens in de commissies te doen kennen, bepaalt er zich haast altijd bij de voorgestelde besluiten aan te nemen, hetzij zonder opmerkingen, hetzij na eenige bemerkingsen, wanneer de kwestie aanleiding gegeven heeft tot betwisting en slechts door wederzijdsche toegevingen geregeld werd.

persoon tot persoon, is in strijd met de werkelijkheid. Het belang dat zekere Staten er bij hadden in den Raad te treden, heeft evenwel hunne beslissing kunnen beïnvloeden, door hun toe te laten nu reeds een mededinger uit den weg te ruimen, wat hunne beurt om verkozen te worden naderbij zal brengen. Reeds bij de stemmingen der vier laatste jaren had België eenige moeite ondervonden om de volstrekte meerderheid te bekomen omdat een tamelijk groot aantal Staten van meening waren dat het de grens van den normalen duur van het aan ieder toegekende mandaat bereikt en zelfs overschreden had. De redenen vloeien dus voort terzelfder tijd uit een beginsel en uit een belang. Zij zijn trouwens minder belangrijk dan de gevolgen. Deze zijn betreurenswaardig, niet zoozeer voor België dat verder in den Raad zal mogen zetelen zoo dikwijls het gaat om eene kwestie die het van verre of van dichtbij raakt, dan wel voor de zaak van den Volkenbond in België. Deze was hier niet zeer populair. De uitsluiting uit den Raad heeft éene verbittering teweeggebracht die des te heviger was daar de uitsluiting kort op het triomfantelijk onthaal van Duitschland volgde.

» Deze vergelijking lag geenszins in de bedoeling der kiezers, maar welke schoone gelegenheid werd daar geboden aan de tegenstanders der politiek van Genève en Locarno : ook wenschten alle Staten, die de verdragen van Locarno onderteekend hebben, het behoud van ons land in den Raad, en was de Deutsche afvaardiging eene der sterkste ondersteuners er van, daar zij begreep dat de verkiezing van België eene nieuwe bevestiging geweest ware der politiek van onderlinge verstandhouding die Duitschland voorwendt, al past het die niet immer toe. »

Geen enkel der door de zes commissies genomen besluiten, die hooger samengevat zijn, werd in algemeene vergadering bestreden. Nochtans werd eene aanvraag om een aanvullend krediet, gedaan door de eerste commissie voor de codificatie van het internationaal recht, en geweigerd door de vierde commissie, opnieuw besproken in algemeene vergadering in strijd met de besluiten van de 4^e commissie, en naar deze laatste teruggezonden die ten slotte voldoening gegeven heeft door de mogelijkheid eener overschrijving in de begrooting aan te nemen.

In dit laatste gedeelte blijkt er dus niets meer op te merken dan de tusschenkomsten die bij de debatten een nieuw standpunt hebben doen kennen of die akte gegeven hebben van een gewichtig feit.

Onder deze laatste, moet men de gift van twee millioen dollar aanstippen gedaan aan den Volkenbond door den heer John D. Rockefeller voor de stichting en de dotatie der nieuwe bibliotheek. Hartelijke dankbetuigingen werden aan den schenker gericht door den voorzitter der Vergadering, door den heer Motta, voorzitter van den Zwitserschen Bond, door de voorzitters der Financieele Commissie en der Commissie van Toezicht.

De stemming over de verklaring betreffende de aanvalsoorlogen, voorgesteld door den heer Sokal, in den naam van Polen, geschiedde met eene zekere plechtigheid. De opsteller zelf las er eerst de twee deelen van: « 1. Elke aanvalsoorlog is en blijft verboden. 2. Alle vreedzame middelen moeten aangewend worden voor de regeling der geschillen van welken aard zij ook wezen, die tusschen de Staten zouden ontstaan. » Toen ging de voorzitter, overeenkomstig een besluit genomen door het bureel der vergadering, over tot de stemming bij naamafroeping der vertegenwoordigde Staten. De eenparigheid kon zich alzoo met meer luister openbaren en elke afvaardiging kon duidelijker aan hare deelneming uiting geven.

De andere besluiten voorgesteld door den heer de Brouckère in den naam der derde commissie, werden eveneens met algemeene stemmen aangenomen, na redevoeringen waarin talrijke vertegenwoordigers van Staten, en onder meer de heeren Loudon, Stresemann, Lord Onslow, Paul Boncour, de meening hunner respectieve regeeringen, waarvan hierboven reeds sprake was, uiteengezet hebben.

Wat de codificatie van het internationaal recht betreft, deed de heer Politis, verslaggever, de besluiten waarvan hierboven (eerste commissie) sprake was, aannemen na eene uiteenzetting waarin aangedrongen werd op het belang dat dit werk voor de organisatie van den vrede oplevert.

In zijne sluitingsrede, wees de voorzitter in verheven termen op de voornaamste kenmerken van den zittijd. Deze werd den 27^e September gesloten, na twee-entwintig algemeene vergaderingen gehouden te hebben.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.
